JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063.13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1962-1963

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 37^e SEANCE

Séance du Jeudi 4 Juillet 1963.

SOMMAIRE

1. — Fixation de l'ordre du jour (p. 3870).
MM. Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; le président.
2. — Rappels au règlement (p. 3870).
MM. Fabre, Privat, Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; le président.
3. — Taxe compensatoire sur certaines importations d'Italie. — Adoption d'un projet de loi (p. 3871).
MM. Pezé, rapporteur de la commission de la production et des échanges ; Boulin, secrétaire d'Etat au budget.
Article unique. — Adoption.
4. — Accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle. — Discussion d'une proposition de loi (p. 3872).
M. La Combe, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
Discussion générale : M. Guéna.
Article unique. — Réservé.
Article additionnel.
Amendement n° 1 de M. Aizier : M. Guéna. — Adoption.
Adoption de l'article unique devenu l'article 1^{er}.
Explication de vote : M. Bayou.
Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.

5. — Ratification d'une convention relative à l'abolition de l'esclavage. — Adoption d'un projet de loi (p. 3873).
MM. Mer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.
Article unique. — Adoption.
6. — Domaine public maritime. — Discussion d'un projet de loi (p. 3876).
MM. Hersant, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; Richet, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges.
Discussion générale : MM. Palmero, Garcin.
Art. 1^{er}.
Amendement n° 3 de la commission des lois constitutionnelles et de M. Pleven : MM. le rapporteur, Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports ; Pleven. — Retrait.
Amendement n° 12 rectifié de MM. Palmero et Pleven : MM. Palmero, le ministre des travaux publics, Pleven, le rapporteur, de Sesmaisons.
L'article 1^{er} et l'amendement n° 12 rectifié sont réservés.
Art. 2.
Amendement n° 4 rectifié de la commission des lois constitutionnelles et de M. Palmero : MM. le rapporteur, le ministre des travaux publics, Palmero. — Retrait.
Amendement n° 5 de la commission des lois constitutionnelles. — Adoption.
Adoption de l'article 2 modifié.

Art. 3.

Amendement n° 10 de la commission de la production et des échanges tendant à supprimer l'article: MM. Richet, rapporteur pour avis; le ministre des travaux publics. — Rejet.

Amendement n° 6 de la commission des lois constitutionnelles: M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Art. 4.

Amendements n° 13 et n° 7 de la commission des lois constitutionnelles. — Adoption.

Amendement n° 11 de M. Richet: MM. Richet, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 8 de la commission des lois constitutionnelles et de M. Bustin: MM. le rapporteur, le ministre des travaux publics. — Rejet.

Amendement n° 15 du Gouvernement et sous-amendement n° 16 de M. de Sesmaisons: MM. de Sesmaisons, le ministre des travaux publics. — Retrait du sous-amendement n° 16 et adoption de l'amendement n° 15.

Adoption de l'article 4 modifié.

Art. 5. — Adoption.

Art. 6.

Amendements n° 9, de la commission des lois constitutionnelles et de M. Palmero, et n° 1 de M. Catroux: MM. le rapporteur, Catroux, le ministre des travaux publics, Palmero. — Retrait.

Adoption de l'article 6.

Art. 7.

Amendement n° 14 de M. Lenormand: MM. Lenormand, le ministre des travaux publics, le rapporteur. — Retrait.

Adoption de l'article 7.

Art. 1^{er} (suite).

Amendement n° 12 rectifié (suite): MM. Jean-Paul Palewski, président de la commission des finances; Pleven. — Amendement irrecevable.

Amendement n° 17 de MM. Palmero et Pleven: MM. Palmero, le ministre des travaux publics, Pleven, le rapporteur, Souchal, Catroux. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

7. — Dépôt d'un projet de loi (p. 3886).

8. — Dépôt de rapports (p. 3886).

9. — Dépôt d'un avis (p. 3887).

10. — Ordre du jour (p. 3887).

PRESIDENCE DE M. HENRI KARCHER,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 12 juillet.

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement:

Cet après-midi:

Proposition sur les accidents du travail agricole;

Projet de ratification d'une convention sur l'esclavage;

Projet de taxe sur certaines marchandises en provenance d'Italie;

Projet sur le domaine public maritime.

Mardi 9 juillet, après-midi et soir, et mercredi 10, après-midi jusqu'à 18 heures:

Projet sur l'harmonisation des procédures fiscales, le débat étant organisé comme suit:

Orateurs inscrits dans la discussion générale, 10 minutes chacun;

Orateurs inscrits sur les articles, 5 minutes chacun;

Orateurs intervenant sur les amendements, 3 minutes chacun.

Le vote sur l'ensemble devra intervenir au plus tard le mercredi 10 juillet, à 18 heures.

La liste des orateurs inscrits dans la discussion générale sera close le mardi 9 juillet, à 15 heures.

Mercredi 10 juillet, après-midi à partir de 18 heures et soir, jeudi 11, après-midi et éventuellement soir:

Projet sur les forêts, le débat étant organisé par répartition du temps entre les groupes et poursuivi jusqu'à son terme.

La liste des orateurs sera close mercredi 10 juillet, à midi. Jeudi 11 juillet, éventuellement après la fin du projet sur les forêts:

Proposition de loi organique modifiant le statut de la magistrature;

Proposition sur les donations entre époux;

Proposition sur le plan de chasse.

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents:

Vendredi 5 juillet, à 15 heures:

Cinq questions orales jointes avec débat de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat.

Vendredi 12 juillet, à 15 heures:

Quatre questions orales sans débat de MM. Boisson, Rossi, Pic et Loustau;

Une question orale avec débat de M. Michel Debré.

Le texte de ces questions sera publié au compte rendu intégral de la présente séance.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. le secrétaire d'Etat au budget. Monsieur le président, pour convenance personnelle, je vous serais reconnaissant, si l'Assemblée ne s'y oppose pas, de bien vouloir appeler, en priorité, la discussion du projet de loi qui porte ratification du décret du 24 janvier 1963 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie.

M. le président. C'est bien volontiers, monsieur le secrétaire d'Etat, que nous modifierons l'ordre du jour en ce sens.

— 2 —

RAPPELS AU REGLEMENT

M. Robert Fabre. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Fabre pour un rappel au règlement.

M. Robert Fabre. Monsieur le président, je tiens à élever une protestation contre les méthodes de travail aberrantes qui sont imposées à l'Assemblée. Nombreux, j'en suis sûr, sont les parlementaires qui pensent comme moi. Je me ferai donc leur interprète.

Cet après-midi, dans une demi-heure, pendant que se déroulera cette séance, la commission de la production et des échanges se réunira. Or nous n'avons pas le don d'ubiquité.

Au cours des semaines écoulées, des séances de travail qui ont commencé à dix-huit heures se sont terminées à dix-neuf heures. Ce n'est pas là une méthode de travail raisonnable.

Je pourrais multiplier les exemples et vous rappeler, sans m'y arrêter, que M. le ministre de l'éducation nationale n'a pas permis, hier, à Mlle Dienesch de l'interrompre. C'était le droit le plus strict du ministre, mais de ce fait, me semble-t-il, les débats ne se sont pas déroulés dans la régularité la plus absolue.

Je ne veux pas m'appesantir sur le passé mais simplement envisager l'avenir.

Nous pouvons nous attendre, je crois, d'ici la fin de la session, après tant de jours creux, à ce que le collectif nous soit soumis dans les tout derniers jours, le Gouvernement nourrissant peut-être l'espoir que nos rangs seront dans quelques jours plus clairsemés qu'aujourd'hui.

Dans les jours à venir, nous sera également présenté, à la sauvette, un projet, dont je ne veux pas discuter le fond, sur la réglementation du droit de grève. Le texte semble en avoir été totalement improvisé en raison des circonstances.

Hier encore, un projet de loi concernant le domaine public maritime, qui va être appelé en discussion aujourd'hui, n'a pu être étudié sérieusement par la commission de la production et des échanges. Le rapporteur l'a reconnu lui-même. Le temps lui a manqué pour consulter le Gouvernement afin d'obtenir les éclaircissements nécessaires.

Après cela, comment s'étonner de l'absentéisme, absentéisme qui sévit sur tous les bancs, je le reconnais? Nous avons, en effet, l'impression de faire du mauvais travail, au point — c'est le Président de la République lui-même qui l'a dit — que les députés semblent préférer demeurer dans leur circonscription plutôt que siéger dans cette Assemblée où, cependant, d'importantes tâches devraient être accomplies.

Si l'on veut discréditer le Parlement dans l'opinion publique, c'est ainsi qu'il faut agir et je me demande si c'est là le but que l'on se propose.

Sur les bancs socialistes. Oui.

M. Robert Fabre. Au début de la législature, le Premier ministre — et le Président de la République s'en est fait l'écho — nous a assuré que le Gouvernement désirait travailler en collaboration plus étroite avec le Parlement.

Est-ce ainsi que cette collaboration peut s'exercer ?

Cette collaboration peut-elle se réduire aux exposés que les ministres vont faire devant le seul groupe U. N. R. ? Nous estimons qu'il faut aller plus loin et faire participer à ce travail toute l'Assemblée...

M. Henry Rey. Certains collègues n'ont pas encore compris qu'ils sont dans l'opposition !

M. Robert Fabre. ...majorité et opposition ensemble, au même rang.

Je souhaite que notre travail, dans l'avenir, soit à la fois mieux aménagé et plus constructif, que nous sachions non pas trois jours mais quinze jours au moins à l'avance, ce dont nous aurons à discuter et que le Gouvernement ne présente pas, à la dernière minute, des projets qui remettent en question des textes inscrits depuis longtemps au programme de travail de l'Assemblée.

Je souhaite que toutes décisions soient prises pour que le Parlement, qui reste le dernier bastion...

M. Henri Rey. Vous avez la nostalgie de la IV^e République !

M. Robert Fabre. Monsieur, je ne défends pas la IV^e République. Je ne suis pas un vieux parlementaire et je n'étais pas membre des assemblées qui ont siégé avant 1958. La IV^e République a eu ses torts. Ne revenons pas sur les errements d'autrefois. Ne faites pas de cet argument une autre tarte à la crème.

Si nous voulons que ce Parlement joue un rôle, comme semble le souhaiter le Premier ministre et comme l'a affirmé le Président de la République, notre travail doit être plus sérieux, mieux organisé et, dans les commissions comme en séance publique, nous devons être mis à même d'étudier les affaires à fond et non pas superficiellement comme c'est le cas actuellement.

Je souhaite que cette Assemblée dont le rôle, du fait des circonstances, a été un peu réduit, il faut bien le dire, à celui d'une chambre d'enregistrement...

M. le président. Je vous en prie, mon cher collègue, respectez les limites qui sont imposées à un rappel au règlement et surtout ne dépassez pas le temps de parole auquel vous avez droit.

M. Robert Fabre. J'en ai terminé, monsieur le président.

Je demande, disais-je, que cette Assemblée ne se contente pas d'avaliser et surtout qu'elle n'accepte pas de s'avilir.

Pour assurer la survie de notre système parlementaire, dernier rempart contre le pouvoir personnel abusif (*Murmures sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.*) ...

Mme Odette Launay. C'est inconcevable !

M. Robert Fabre. ... Je demande que l'on mette fin à des méthodes anarchiques et que l'on rende à l'Assemblée son efficacité. Du même coup, elle retrouvera sa dignité. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique et des groupes socialiste et communiste.*)

M. le président. Mon cher collègue, si j'ai bien compris, votre propos s'adresse surtout au Gouvernement dont le représentant, à son banc, vous a entendu.

En ce qui me concerne, j'ai pris bonne note de vos remarques et je me ferai un devoir de les communiquer à la conférence des présidents qui, à plusieurs reprises d'ailleurs, a examiné le problème que vous avez évoqué.

M. Charles Privat. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Privat, pour un rappel au règlement.

M. Charles Privat. Monsieur le président, vous venez de nous donner connaissance de l'ordre du jour établi par la conférence des présidents, lequel prévoit la discussion, demain après-midi, de cinq questions orales avec débat, relatives à la crise agricole dont chacun mesure la gravité.

Pouvez-vous nous donner l'assurance que M. le ministre de l'Agriculture, qui est aujourd'hui à Bonn au côté de M. le Président de la République, sera présent demain à son banc pour répondre à nos questions ?

M. le président. Monsieur Privat, hier, le représentant du Gouvernement à la conférence des présidents n'a soulevé aucune objection à ce sujet, pas plus, d'ailleurs, que le représentant de votre groupe.

Je pense donc, qu'étant donné l'urgence que nous reconnaissons tous à cette question, il était convenu que M. le ministre de l'Agriculture serait présent demain.

Cependant, il m'est impossible de vous donner une assurance.
M. Charles Privat. Le Gouvernement est représenté, monsieur le président.

M. le président. Si M. le secrétaire d'Etat veut vous répondre, je lui donne très volontiers la parole.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Monsieur Privat, il est vraisemblable que, sauf contre-ordre, M. le ministre de l'Agriculture sera présent demain au banc du Gouvernement.

Personnellement, je n'ai pas connaissance d'un empêchement.

— 3 —

TAXE COMPENSATOIRE SUR CERTAINES IMPORTATIONS D'ITALIE

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ratifiant le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie (n° 135, 350).

La parole est à M. Pezé, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Edmond Pezé, rapporteur. Monsieur le ministre, le rapport que je vais brièvement résumer a vivement intéressé la commission de la production et des échanges.

Il est, en effet, intéressant à un double titre : d'une part en ce qui concerne l'objectif particulier de l'industrie du froid en France, d'autre part en ce qui concerne l'application du traité de Rome car nous allons pouvoir apprécier aujourd'hui les modalités des accords qui ont permis, dans un cas particulier, de défendre une industrie qui se trouvait gravement menacée.

En effet, en ce qui concerne l'industrie du froid, la production plafonnait en 1960 aux environs d'un million d'appareils. Puis brusquement, par suite d'une concurrence très vive de l'Italie qui, avec des prix plus bas et une fabrication qui était peut-être de moins bonne qualité, a réussi à s'introduire sur le marché, 278.000 appareils, dans une seule année, sont entrés en France. Le fait, bien entendu, a provoqué un malaise certain dans nos industries du froid et même une importante entreprise a dû cesser son activité et licencier un personnel nombreux, ce qui est infiniment regrettable.

Aussi, à la requête de la fédération des industries mécaniques, le gouvernement français a-t-il demandé à la commission de la Communauté économique européenne d'autoriser la France à instituer un des mécanismes de sauvegarde prévus par l'article 226 du traité de Rome à l'égard des matériels désignés dans un tableau précis.

En effet, cet article prévoit qu'« un Etat membre peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde permettant de rééquilibrer la situation et d'adapter le secteur intéressé à l'économie du Marché commun ».

Vous le savez, lorsque le traité de Rome a été signé, il a été convenu que, dans un avenir aussi proche que possible, on essaierait d'égaliser à la fois les charges fiscales et les charges sociales des différents pays de telle façon que la concurrence soit loyale.

Bien entendu, cette mesure n'a pas encore pleinement abouti et, si des décisions ont été prises tendant à rapprocher les charges de divers pays voisins, on n'est pas encore arrivé à un équilibre.

C'est pourquoi la commission de la Communauté économique européenne, après avoir ordonné une enquête, a décidé, le 17 janvier 1963, d'autoriser le Gouvernement français à imposer une taxe compensatoire à l'importation des matériels en cause sous réserve qu'une taxe correspondante n'ait pas été perçue à la sortie d'Italie.

En effet, ou bien la charge supplémentaire est mise à l'entrée ou bien on demande au pays exportateur de bien vouloir lui-même créer une charge plus importante de façon que le prix à l'exportation relève d'une concurrence normale.

Bien entendu, le Gouvernement italien, dès que cette décision a été notifiée, a saisi la Cour de justice européenne et sollicité l'avantage d'instituer une taxe compensatoire à la sortie d'Italie pour ces matériels destinés à la France.

En fait, les taxes perçues par le gouvernement italien sont versées à un compte et le gouvernement italien en envisage le remboursement si la Cour de justice européenne infirme la décision de la commission.

Pratiquement, cette taxe a donc joué mais sans qu'il ait été possible d'apprécier dans quelle mesure il y avait ou non remboursement, au bénéfice des industriels italiens, de la taxe compensatoire.

La Communauté européenne a donc accordé un délai de six mois pour qu'une taxe — import ou export — soit instituée sur l'importation des réfrigérateurs italiens.

Très vite, les importations italiennes ont diminué et l'industrie française, d'autre part, a pu fabriquer plus d'appareils que l'année précédente, sans toutefois atteindre le plafond de 1960.

Il faut signaler une autre conséquence très heureuse de cette mesure : en France, l'industrie du froid était trop dispersée et les chaînes de fabrication ne permettaient pas une productivité suffisante. Au contraire, en Italie, une seule marque englobe pratiquement toutes les fabrications d'appareils frigorifiques et autres machines comparables. Après les événements que je viens de rappeler, le nombre des entreprises est passé en France de 73 en 1959 à 54 en 1961 et, aujourd'hui, dix entreprises seulement — dont cinq polyvalentes — assurent 95 p. 100 de la production.

De plus, ces industries, en général, ne fabriquent pas seulement des appareils réfrigérateurs mais également des machines à laver et toutes sortes d'autres appareils.

Les entreprises qui demeurent devront, bien entendu, se réserver entre elles, dans toute la mesure du possible, une spécialisation leur permettant d'améliorer, avec leur production, leur productivité.

Votre commission de la production s'est particulièrement intéressée aux résultats obtenus. J'ajouterai que la vigilance s'impose d'autant plus au Gouvernement que notre législation interdit aux producteurs français d'utiliser de mesures telles que le refus de vente à certains distributeurs. Les firmes étrangères qui se livrent à une concurrence anormale ne sont pas touchées par cette réglementation.

Ceux d'entre nous qui étaient parlementaires sous la dernière législature se souviennent certainement des discussions passionnées qui ont eu lieu au sujet de la circulaire Fontanet. Certains, dont je suis, n'ont pas manqué de signaler que des incidences, imprévisibles au départ, ne manqueraient pas de se produire et que des concurrences irrégulières étaient à craindre du fait que les firmes étrangères ne sont pas assujetties à la règle française.

Ces firmes pourraient vendre en France, aux conditions qui leur sembleraient les meilleures, sans être bridées par notre système interdisant le refus de vente.

Aussi votre commission approuve-t-elle le Gouvernement d'avoir demandé l'application de cette mesure.

Celle-ci avait été accordée pour six mois. Mais, l'industrie du froid étant saisonnière — nous serons bientôt à fin juillet, époque où cette taxe supplémentaire n'aura plus effet — nous n'estimons pas qu'il soit utile de la proroger.

La commission vous demande donc, mes chers collègues, de bien vouloir ratifier le projet de loi. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Mesdames, messieurs, je vous donnerai quelques explications complémentaires à l'excellent rapport de M. Pezé.

Le problème qui fait l'objet un projet de ratification a été soulevé par le fait que l'industrie française des réfrigérateurs électrodomestiques connaît une période difficile : une firme a déposé son bilan, une autre a interrompu ses fabrications et, au moment où le rapport a été établi, le stock excédentaire s'élevait à 190.000 unités.

Cette situation était due essentiellement à l'importation d'appareils italiens. Pourquoi ces appareils italiens étaient-ils compétitifs et concurrentiels ? Parce que leurs prix étaient inférieurs. Pourquoi ces prix étaient-ils inférieurs ? Parce que, mis à part les méthodes de fabrication ou les problèmes de productivité, les charges sociales, qui ne sont pas encore harmonisées, et les méthodes d'imposition sont moins lourdes en Italie qu'en France.

Le résultat, c'est que le nombre des réfrigérateurs importés d'Italie, qui était de 22.000 au début de 1961, est passé à 136.000 en 1962.

Devant ce phénomène, le Gouvernement a demandé à la commission de la Communauté économique européenne d'autoriser la France, dans le cadre de l'article 226 du traité de Rome, à instituer une taxe compensatoire. Le 17 janvier 1963, la commission a fait droit à cette demande, à moins qu'une taxe correspondante n'ait été perçue à la sortie d'Italie, ce qui, soit dit en passant, a été le cas, d'où la faible répercussion de la mesure sur nos prix intérieurs.

Cette taxe, M. Pezé en a indiqué le montant. Le décret du 24 janvier 1963, pris en vertu de l'article 19 ter du code des douanes, a effectivement mis cette mesure en application.

Selon la décision de la commission de la Communauté économique européenne, la taxe demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet courant. Je ne pense pas, comme l'a suggéré M. Pezé,

qu'il y ait lieu de proroger ce mécanisme au-delà de cette date puisque le problème des importations de réfrigérateurs ne se pose plus. Mais il est évident que s'il se reposait nous saisiions de nouveau la commission de la Communauté économique européenne ; la date du 31 juillet ayant été fixée par simple arrêté, le Gouvernement ne serait pas obligé de revenir devant l'Assemblée nationale pour une prorogation éventuelle.

Telle est, mesdames, messieurs, l'économie de ce projet de ratification et tels sont les mécanismes qui, prévus par le traité de Rome, entrent en mouvement à propos de l'importation de ces réfrigérateurs.

Je vous demande, mesdames, messieurs, d'adopter ce projet de loi. (Applaudissements.)

M. Raoul Bayou. Il faudra demander une taxe équivalente pour le vin et pour les tomates venant de l'étranger !

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — Est ratifié le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 4 —

ACCIDENTS DU TRAVAIL AGRICOLE DUS A UNE FAUTE INTENTIONNELLE

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi de M. Guéna, tendant à modifier l'article 1147 du code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle (n° 170, 304).

La parole est à M. La Combe, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. René La Combe, rapporteur. Mes chers collègues, nous examinons en effet la proposition de loi de mon ami M. Guéna, concernant les accidents du travail dus à une faute intentionnelle.

Comme vous le savez, l'indemnisation des salariés agricoles victimes d'un accident du travail est soumise au régime social des salariés agricoles. L'employeur est responsable et doit une indemnisation au salarié. Les indemnités sont les mêmes que celles qui sont prévues pour les employés du commerce et de l'industrie. Tous sont protégés par l'assurance accidents du travail.

Tous les salariés, du régime général comme du régime agricole, ont un droit de recours leur permettant d'obtenir une indemnisation plus complète. Mais c'est là précisément qu'apparaît une différence entre les deux régimes. Jusqu'à présent, l'ouvrier agricole n'avait aucune possibilité de recours contre son patron lorsque c'était ce dernier qui avait exercé la violence, c'est-à-dire lorsque l'accident était dû à la faute intentionnelle de l'employeur.

Rien ne justifie cette discrimination défavorable aux salariés agricoles. C'est pourquoi votre commission, unanime, vous propose de compléter l'article 1147 du code rural par l'alinéa suivant :

« Si l'accident est dû à la faute intentionnelle de l'employeur ou de l'un de ses préposés, la victime ou ses ayants droit conserve également contre l'auteur de l'accident le droit de demander la réparation du préjudice causé conformément aux règles de droit commun dans la mesure où ce préjudice n'est pas réparé par application des dispositions du présent code. »

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir adopter la proposition de loi déposée par mon ami M. Guéna et acceptée à l'unanimité par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur ceux du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Guéna.

M. Yves Guéna. Comme auteur de cette proposition de loi, je voudrais y apporter quelques rapides commentaires, encore que son objet se comprenne aisément et ait été parfaitement dégagé par M. le rapporteur.

Notre législation sociale comporte d'excellentes dispositions, et d'autres qui le sont moins. Il appartient au Gouvernement et au Parlement de l'aménager sans cesse. Mais si certaines mesures nouvelles posent de difficiles problèmes de structure et surtout des questions de financement assez délicates, d'autres sont bien plus simples et, si j'ose dire, vont de soi. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit simplement — comme c'est le cas aujourd'hui — de combler un hiatus qui s'est créé au fil du travail législatif.

En l'espèce, il n'était pas normal que les salariés de l'agriculture se vissent refuser la faculté d'obtenir une réparation selon les règles du droit commun en cas d'accident du travail dû à une faute intentionnelle alors que leurs camarades de l'industrie en avaient la possibilité. En déposant cette proposition de loi, nous avons cherché seulement à supprimer entre les deux législations une disparité que rien ne justifie, et qui n'est, me semble-t-il, que le fruit du hasard. Cette disparité constitue une injustice au détriment des salariés de l'agriculture. C'est compte tenu de cette considération — j'anticipe si vous me le permettez sur la discussion de l'article — que j'approuve pour ma part l'amendement de notre collègue M. Aizier. En donnant à la loi un caractère interprétatif, il en permet l'application sans délai aux instances en cours. Il est en effet normal, dès lors que cette insuffisance de notre législation rurale est apparue, et si l'on est décidé à la redresser, que la disposition nouvelle s'applique sans plus tarder.

Tels sont, mes chers collègues, les motifs qui m'ont conduit à vous proposer ce texte et qui me portent à approuver également l'amendement dont l'a assorti notre collègue Aizier. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Article unique.]

M. le président. Je donne lecture de l'article unique :
« Article unique. — L'article 1147 du code rural est complété par le cinquième alinéa suivant :

« Si l'accident est dû à la faute intentionnelle de l'employeur ou de l'un de ses préposés, la victime ou ses ayants droit conserve également contre l'auteur de l'accident le droit de demander la réparation du préjudice causé conformément aux règles de droit commun dans la mesure où ce préjudice n'est pas réparé par application des dispositions du présent code ».

Le vote sur l'article unique est réservé jusqu'à l'examen de l'article additionnel.

[Article additionnel.]

M. le président. M. Aizier a présenté un amendement n° 1, dont la commission accepte la discussion, tendant à introduire l'article additionnel suivant :

« Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus ont un caractère interprétatif et s'appliquent aux instances en cours et à toute décision judiciaire non encore revêtue de l'autorité de la chose jugée. »

La parole est à M. Guéna, pour soutenir l'amendement.

M. Yves Guéna. Les explications que j'ai données doivent conduire l'Assemblée à adopter l'amendement de M. Aizier.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gilbert Grandval, ministre du travail. Le Gouvernement n'y fait pas opposition.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1 présenté par M. Aizier.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ayant été adopté, je mets aux voix l'ancien article unique, devenu article 1^{er}, dont le vote avait été réservé.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Bayou, pour expliquer son vote sur l'ensemble.

M. Raoul Bayou. Mes chers collègues, l'objet de ce projet de loi est de réparer une erreur dont ont été victimes un trop grand nombre de travailleurs de la terre.

Il tend, en effet, à conférer à ces travailleurs les mêmes droits qu'à ceux du régime général en ce qui concerne la faute intentionnelle du patron ou de son préposé.

Le groupe socialiste a toujours cherché à assurer la parité intégrale entre tous les travailleurs. Il se réjouit donc de voter le projet présenté.

Qu'il me soit permis, cependant, de rappeler que, sur ma proposition, l'Assemblée a décidé que les exploitants agricoles pourraient, en rachetant les annuités de retard, percevoir la retraite agricole et prétendre aux avantages de l'assurance maladie et chirurgie.

J'avais, à ce moment-là, signalé qu'il existait encore une anomalie. En effet, les ouvriers agricoles qui n'ont pas versé pendant un temps suffisant leurs cotisations réglementaires n'ont pas droit à la retraite, ne perçoivent que l'allocation-vieillesse et, de ce fait, perdent les avantages de l'assurance maladie et chirurgie. Le Gouvernement avait alors promis formellement qu'à la première occasion il réglerait ce problème et autoriserait dorénavant les ouvriers agricoles à racheter les annuités de retard, leur ouvrant ainsi droit à toutes les dispositions légales en matière de maladie et de chirurgie.

Je crois exprimer l'opinion générale en rappelant cette promesse au Gouvernement et en lui demandant de corriger de toute urgence cette anomalie — l'une des dernières — faute de quoi on ne pourra pas vraiment dire qu'il y a égalité entre les travailleurs des villes et les travailleurs des champs. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 5 —

RATIFICATION D'UNE CONVENTION RELATIVE A L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956 (n° 133).

La parole est à M. Mer, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

M. Jacques Mer, rapporteur. Mesdames, messieurs, le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui ne doit pas en principe soulever de difficultés majeures, puisque aussi bien il a été adopté à l'unanimité par votre commission des affaires étrangères et que son article unique vise à autoriser la ratification de la convention signée le 7 décembre 1956 et relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

Cette convention, résultat des travaux d'une conférence diplomatique convoquée par le conseil économique et social des nations unies et qui s'est tenue à Genève durant l'automne 1956, complète elle-même une convention de 1928, préparée et signée sous les auspices de la Société des nations et à laquelle les grandes puissances mondiales, notamment la France, étaient parties. Elle vise à en combler les lacunes, notamment à serrer de plus près la définition de l'esclavage en même temps qu'à prévoir la répression de « pratiques et coutumes analogues à l'esclavage », non visées par le texte de 1928 ; enfin elle renforce les dispositions relatives à la répression de l'esclavage traditionnel proprement dit et de la traite.

Au fond, la convention de 1928 n'est que la dernière étape d'une évolution lente mais sûre du droit international public concernant l'esclavage, évolution qui s'est poursuivie tout au long du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle et qui avait trouvé son expression dans les conventions ou actes diplomatiques signés à l'occasion des grandes conférences internationales, notamment.

C'est la raison pour laquelle il nous a paru utile de rappeler dans une première partie les grandes étapes de cette évolution du droit des gens ; ensuite d'analyser, dans la seconde partie, les principales dispositions de la convention de 1956, notamment ce qu'elle apporte de nouveau. Enfin nous essaierons de dégager la valeur et l'actualité de ladite convention, et les raisons qui en commandent la ratification.

Tout au long du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e, le droit international public s'est préoccupé de mettre au point et d'imposer aux Etats, spécialement aux grandes puissances, l'interdiction puis la répression de l'esclavage et de la traite. Sous l'influence de divers courants, en effet, notamment d'un mouvement d'idées humanitaristes, d'origine reli-

gieuse, les nations civilisées et d'abord les nations européennes, ont fait alors leur examen de conscience et condamné une institution qui, au cours des siècles précédents, leur avait paru naturelle et avait puissamment servi leur expansion, tant elle était liée au développement de leurs économies et de leur rayonnement outre-mer.

C'est en 1814 et en 1815 que nous trouvons pour la première fois, dans des actes diplomatiques, l'expression de la volonté commune des Puissances de condamner l'esclavage et d'abolir la traite. L'acte final du congrès de Vienne, qui mit fin aux guerres de la Révolution et de l'Empire, traduit cette manifestation de volonté, ainsi que les traités de Paris du 30 mai 1814 et du 20 novembre 1815. Cependant, ces instruments ne portaient aucun engagement précis et leur portée sur ce point est plus morale que pratique. Il est néanmoins significatif que les États européens aient commencé à prendre acte du mouvement humanitaire qui, depuis le XVIII^e siècle, s'était développé sur le continent et, durant la Révolution française, avait abouti à l'abolition, malheureusement temporaire, de l'esclavage, par le décret du 16 pluviôse an II.

Quoi qu'il en soit, la tendance se précisait tout au long du XIX^e siècle. D'une part, un certain nombre d'États abolirent l'esclavage proprement dit. Ce fut le cas de l'Angleterre en 1833, de la France — définitivement, cette fois-ci — en 1848, et même, pour citer un pays musulman en avance sur de nombreux États chrétiens, de la Tunisie, par une circulaire beylicale de 1846. Pendant ce temps, l'Angleterre signait des traités bilatéraux en vue d'empêcher la traite. Enfin, toutes ces dispositions furent complétées par des traités multilatéraux qui essayèrent d'associer les grandes puissances et de définir une action internationale de coopération contre l'esclavage et la traite, notamment maritime. Ce fut d'abord la convention de 1841, puis l'acte général de Berlin en 1885, enfin l'acte de Bruxelles de 1890. Par ces derniers, en même temps qu'elles partageaient l'Afrique en territoires coloniaux et en zones d'influence, les puissances jetaient les bases d'une politique concrète et concertée contre la traite, comportant des engagements réciproques et une collaboration constante dans la mise sur pied et le contrôle des mesures de répression.

Cela n'alla évidemment pas sans difficultés, diverses formules précises destinées à supprimer la traite, tels le droit de poursuite sur terre et le droit de visite sur mer, pouvant porter atteinte au principe de la souveraineté nationale et provoquant inévitablement des réticences. Par ailleurs, la crainte de renforcer encore la supériorité de l'Angleterre, maîtresse des mers, éveillait bien des soupçons et empêchait souvent de prendre des mesures de contrôle efficaces.

Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, cette évolution du droit international eut des effets bénéfiques et contribua pour beaucoup à la disparition de pratiques et de trafics, que l'évolution économique semblait par ailleurs condamner.

Au lendemain de la première guerre mondiale, la convention de Saint-Germain-en-Laye reprit le problème de l'esclavage et de la traite. Mais, bien qu'ayant abrogé pour ses signataires le système établi par les actes de Berlin et de Bruxelles, elle n'alla pas au-delà des déclarations de principe.

C'est la raison pour laquelle, très tôt, la Société des nations se préoccupa de mettre sur pied une convention d'ensemble, spécialement consacrée à ces problèmes. Nous en arrivons ainsi à la convention de 1926, que la convention de 1956, soumise aujourd'hui à vos suffrages, est chargée de compléter.

La convention du 25 septembre 1926, élaborée par la S. D. N. et qui est d'ailleurs toujours en vigueur, puisqu'elle a été amendée par le protocole du 7 décembre 1953 — lequel a transféré aux organes correspondants de l'O. N. U. ce qui était de la compétence des organes de la S. D. N. — constitue le texte de base que précise et étend la convention de 1956.

Par rapport aux instruments précédents, la convention de 1926 représente un progrès puisque ses dispositions sont d'une application universelle, alors que les conventions multilatérales précédemment conclues s'appliquaient seulement à certaines régions données, notamment aux zones contaminées de l'Afrique.

Elle comporte aussi, pour la première fois dans l'histoire de la lutte internationale contre l'esclavage, des dispositions précises pour combattre ce fléau. En revanche, les stipulations relatives à la traite et au contrôle constituent un recul par rapport à l'acte général de Bruxelles. L'évolution que l'on peut ainsi déceler tend à laisser aux États signataires une liberté croissante en ce qui concerne l'application des dispositions conventionnelles toujours plus étendues du point de vue tant géographique que fonctionnel.

La convention de 1926 se présentait sous la forme d'un texte assez court comportant douze articles; il est indispensable de se pencher sur quelques-uns d'entre eux, précisément pour examiner les lacunes que la convention de 1956 va s'efforcer de combler.

Tout d'abord on y définissait l'« esclavage » et l'« esclave »; mais c'était une définition *stricto sensu* dans laquelle n'entraient pas des pratiques, des institutions, des coutumes analogues à l'esclavage ou dont les conséquences sont semblables à celles de l'esclavage.

C'est là une lacune importante si l'on songe qu'au vingtième siècle l'esclavage se maintient surtout dans certaines parties du monde sous ses formes dérivées ou connexes — liées d'ailleurs souvent à des structures sociales ou économiques ancestrales — et non sous la forme plus « directe » et traditionnelle qui avait prospéré et frappé l'opinion aux siècles précédents (esclavage et traite des noirs, dans les colonies européennes de plantation).

Par ailleurs, la convention de 1926 comportait l'engagement des parties contractantes de poursuivre la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes d'une manière progressive et aussitôt que possible, c'est-à-dire qu'elle contenait une « clause d'évolution » qui montrait que les puissances signataires n'avaient pas voulu prendre la responsabilité de bouleversements économiques et sociaux pouvant résulter pour les pays intéressés et pour les esclaves eux-mêmes d'une abolition trop brusque.

En ce qui concerne la lutte contre la traite, le principe de la répression immédiate avait été posé, mais alors que l'article 3 stipulait qu'une convention additionnelle serait signée entre les parties contractantes, qui prévoiraient des mesures pratiques de coopération et d'action concertée contre la traite maritime, ladite convention additionnelle n'a jamais vu le jour. En réalité, les puissances ont renoncé à toute action internationale contre la traite. Plus exactement l'action menée n'a été que nationale.

En conclusion, la convention de 1926 bien que représentant un progrès certain par rapport aux instruments précédents, et quoi qu'elle engageât sous les auspices de la S. D. N. 41 États dont les plus grandes puissances mondiales, se montra néanmoins insuffisante parce que, d'une part elle donnait une définition trop stricte de l'esclavage, et que, d'autre part, elle se révélait trop timide dans l'organisation de l'action internationale et concertée contre la traite.

C'est la raison pour laquelle dans les années précédant la seconde guerre mondiale, la S. D. N. manifesta le désir de compléter cette convention. Mais cette intention resta sans lendemain et sans efficacité, et il fallut attendre 1945 et la naissance de l'Organisation des Nations unies pour que le problème fût de nouveau posé en termes concrets.

L'Assemblée générale des Nations unies, après avoir adopté en décembre 1948 la Déclaration universelle des droits de l'homme — laquelle affirme dans son article 4 : « Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes » — se pencha sur cette question.

Le Conseil économique et social fut chargé de préparer les voies à une nouvelle convention qui comblerait les lacunes évidentes du texte de 1926. Il désigna en 1949 un comité d'experts, le « Comité spécial de l'esclavage » qui, pendant trois ans, enquêta sur les pratiques esclavagistes encore en vigueur et présenta finalement au Conseil deux rapports. Par ailleurs, le Conseil consulta les gouvernements en leur envoyant des questionnaires précis.

Enfin, grâce à l'article 71 de la charte des Nations unies, des organisations non gouvernementales, bénéficiant du statut consultatif, furent associées à ces travaux.

Tout cela aboutit à mettre le Conseil économique et social en possession d'un dossier très fourni à la suite de quoi il interrogea les gouvernements sur l'opportunité et la teneur d'une nouvelle convention.

Un comité comprenant les représentants de dix nations fut bientôt chargé d'établir un projet. Et c'est ce dernier qui fut soumis à une conférence de plénipotentiaires convoquée en 1956 par le Conseil, conférence qui adopta le texte définitif de la convention aujourd'hui soumis à votre examen.

Comme son titre le précise, la convention de 1956 élaborée pour les motifs et dans les conditions précédemment indiquées est une convention « supplémentaire », c'est-à-dire qu'elle vise essentiellement à compléter la convention de 1926 sur un certain nombre de points non concernés par cette dernière.

A ce sujet, une remarque préliminaire doit être faite. Au cours des travaux préparatoires, les représentants de certains États soulignèrent que les États ne devraient être admis à adhérer à la nouvelle convention que s'ils acceptaient en même temps les dispositions de la convention de 1926. Cette thèse a été repoussée la majorité estimant que la conférence ne devait rien faire qui puisse fournir aux gouvernements une excuse pour ne pas adhérer à la nouvelle convention, s'ils ne désiraient pas assumer les obligations découlant de celle de 1926.

La « convention supplémentaire » précise et étend le texte ancien dans deux directions : d'une part, elle prévoit l'abolition et la répression des « institutions et pratiques analogues à l'es-

clavage », c'est-à-dire qu'elle comble les lacunes résultant de la définition *stricto sensu* de l'esclavage dans le texte de 1926 ; elle vise des cas non prévus alors et qui, pourtant, comptent parmi les formes les plus importantes et les plus répandues de l'esclavage résiduel dans le monde actuel.

D'autre part, en ce qui concerne l'esclavage proprement dit et la traite couverts par l'instrument de 1926, elle renforce la répression, aussi bien dans le cadre national qu'international.

Quelles sont donc les pratiques nouvelles, les « institutions analogues » visées par la convention de 1956 ? Elles sont énumérées à l'article 1^{er}. Ce sont la servitude pour dettes, le servage, les achats de femmes ou de fiancées, enfin, l'exploitation d'adolescents et d'enfants de moins de dix-huit ans. Il y a là toute une gamme de pratiques qui ressortent le plus souvent de la coutume, et souvent de coutumes et structures sociales profondément et anciennement enracinées. C'est donc un progrès essentiel du droit des gens et du droit international que de définir pour la première fois l'interdiction ou, tout au moins, le principe de l'interdiction de ces coutumes.

En outre, après avoir défini avec une relative précision « les pratiques et institutions analogues à l'esclavage » qu'elle entend réprimer, la convention passe aux mesures que doivent prendre les Etats en vue d'aboutir à la disparition de ces pratiques. Là, voulant être réaliste, la convention a été prudente. C'est la raison pour laquelle, dans l'article 1^{er}, il est question de ne prendre que les mesures qui sont « réalisables et nécessaires » pour obtenir « progressivement » et « aussitôt que possible » l'abolition complète des pratiques incriminées. La majorité des signataires a, en effet, estimé qu'il fallait adopter des formules souples en vue de permettre l'adhésion à la nouvelle convention du plus grand nombre possible d'Etats. Par ailleurs, a-t-on fait remarquer, l'abolition ou l'abandon brusque de certaines pratiques coutumières pourrait provoquer un chaos et des bouleversements d'ordre économique et social, nuisibles aux esclaves eux-mêmes. En fait — et cela ressort aussi des travaux préparatoires — les Etats sont tenus normalement de prendre immédiatement quelques mesures partielles, visant au moins l'une des pratiques couvertes par la convention et s'appliquant à une partie au moins du territoire ou de la population.

On retrouve la même prudence à l'article 6 du paragraphe 2, qui prévoit que les parties contractantes introduiront des mesures législatives en vue de punir comme infraction pénale le fait d'inciter autrui à se placer ou à placer une personne à sa charge dans une condition résultant d'une des institutions ou pratiques énumérées à l'article 1^{er} : les mots « progressivement » et « aussitôt que possible » s'appliquent aussi à cette disposition.

Enfin l'article 2 invite les parties contractantes à modifier leur législation du mariage, en fonction des interdictions visées à l'article 1^{er}, paragraphe c — achat de fiancées ou d'épouses et transmission d'épouses sans leur consentement. Les Etats devront notamment « fixer, là où il y a lieu, des âges minimums appropriés pour le mariage ; encourager le recours à une procédure qui permette à l'un et à l'autre des futurs époux d'exprimer librement leur consentement et encourager l'enregistrement des mariages ». Ici encore, le texte de la convention ne comporte aucun engagement bien déterminé ; mais, s'agissant de coutumes souvent très anciennes et répandues dans la plupart des pays où elles subsistent, on a préféré être prudent pour permettre une application réaliste, donc progressive, des règles formulées.

En ce qui concerne la répression de l'esclavage traditionnel et de la traite, la convention de 1956 a étendu la portée de la convention de 1926, en prévoyant une répression plus sévère, et des mesures internationales de coordination qui permettent aux nations signataires de coopérer et de coordonner leur action dans un domaine où, malheureusement, l'action unilatérale avait été très souvent la règle.

En conclusion, si l'on veut bien considérer également que les dispositions relatives au contrôle de l'exécution de la convention sont plus satisfaisantes que dans la convention de 1926, on peut dire qu'une certaine prudence a prédominé, mais que la convention de 1956 comporte une évolution certaine du droit des gens et, tout au moins, une affirmation de la volonté des nations de coopérer dans la répression de pratiques, qui, jusqu'à présent, n'avaient pas encore été atteintes.

Il peut sembler intéressant, avant de conclure sur l'étude de cette convention, de s'interroger quant à l'actualité profonde d'un tel texte et d'essayer de déterminer si les pratiques qu'il entend condamner, réprimer et faire disparaître conservent encore une vitalité et une vigueur notables dans certaines parties du monde.

Mais l'observateur qui se veut impartial aborde ici un domaine d'études extrêmement délicat où les renseignements précis et les statistiques sont rares, où, finalement, quelles que soient les enquêtes faites, il est difficile d'obtenir confirmation d'affirmations largement répandues et abondamment entretenues et où l'observation même des faits est quelquefois impossible pour des témoins venus de l'extérieur.

Et puis, quels que soient les efforts entrepris par les gouvernements, souvent avec une bonne volonté qui ne saurait être mise en doute, les pratiques visées sont liées à des structures sociales, familiales ou religieuses si anciennes et si profondément enracinées qu'il faut des efforts considérables et permanents pour transformer lentement ces structures et ces coutumes ancestrales.

Par ailleurs, la définition des institutions et des pratiques — et, notamment, de toutes celles visées à l'article 1^{er} — peut donner lieu, dans ses applications pratiques, à des discussions et à des contestations animées et, dans la mesure où une grande latitude est laissée aux Etats, il sera souvent difficile, dans le cadre des législations nationales, de faire la distinction entre ce qui doit être considéré comme une infraction pénale, ce qui devra être aboli sans rémission et ce qui peut être toléré ou, même, expressément et légalement autorisé.

Quoi qu'il en soit, la convention de 1956 doit favoriser l'abolition et la disparition de pratiques dont il est sûr, même si les précisions désirables manquent souvent, qu'elles subsistent encore largement de par le monde, notamment dans les pays du tiers monde.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'à l'occasion d'un débat qui eut lieu en 1956 à l'Assemblée de l'Union française, de nombreux indices avaient été rapportés permettant de supposer l'existence de trafics clandestins d'esclaves — trafics sans doute moins considérables que certaines informations sensationnelles auraient voulu le laisser croire, mais néanmoins importants — reliant ce qui était alors l'Afrique anglaise ou l'Afrique française à certaines régions du Proche-Orient et de l'Asie du Sud-Ouest.

Il avait même été précisé — peut-être peut-on le signaler ? — que, malgré les efforts et les contrôles permanents et sévères entrepris par les gouvernements intéressés, des institutions aussi respectables que le pèlerinage de La Mecque pouvaient malheureusement fournir des occasions favorables aux agissements de trafiquants sans scrupules désireux de camoufler leur commerce.

Depuis lors, d'autres informations sont venues confirmer ces faits et, si l'on ne peut donner de renseignements numériques valables ni même des ordres de grandeur concernant l'existence et l'importance de l'esclavage ou d'un « semi-esclavage » dans les zones les plus contaminées, il faut bien se résoudre à admettre qu'il s'étend sans doute encore à quelques millions d'hommes, de femmes et d'enfants sur la planète, et qu'il sévit plus particulièrement dans les régions les plus misérables, les plus dénuées, les plus arriérées économiquement.

Les Gouvernements de ces Etats en sont d'ailleurs les plus souvent conscients et s'efforcent de promouvoir des législations appropriées en vue de faire disparaître lesdites pratiques. C'est ainsi que, l'an dernier, l'Arabie séoudite a pris des mesures importantes en ce sens. Ils comptent également sur la coopération internationale et notamment sur l'aide technique, économique et culturelle des Etats plus développés ou plus favorisés, pour les aider à transformer les structures sociales archaïques dans lesquelles s'intègrent les institutions condamnées.

C'est la raison pour laquelle beaucoup d'entre eux sont disposés à apporter leur concours actif à l'application d'une législation, prudente certes, et qui prévoit des étapes indispensables, mais dont le mérite éminent est d'avoir fait progresser le droit des gens dans la définition précise des conditions pratiques de la liberté individuelle et dans la condamnation de coutumes contraires à la dignité humaine.

Pour tous ces motifs, notre pays ne peut donc que s'associer sans réserve à la mise en vigueur d'un instrument valable qui, d'ailleurs, a été ratifié par quarante Etats — dont la plupart des grandes puissances mondiales — et qui le sera sans doute, nous l'espérons, par bon nombre d'autres Etats, notamment les Etats du tiers-monde dont la coopération est indispensable pour la bonne exécution de la convention.

La France a d'autant plus de raisons de le faire que, depuis bientôt deux siècles, son histoire est marquée par une volonté constante de s'attaquer à l'esclavage, à ses séquelles et aux pratiques inhumaines qu'il peut entraîner.

Est-il besoin de rappeler que les noms de l'abbé Grégoire et de Victor Schoelcher sont encore présents dans les esprits, car ils ont porté, partout dans le monde, témoignage de la vocation humanitariste de notre pays ?

Est-il besoin de rappeler que, dans les nombreuses régions où l'ère de la colonisation avait amené sa présence, la France s'est toujours donné pour objectif principal de lutter contre telles coutumes condamnables, telles structures archaïques, et qu'elle a tenu, avant tout, à faire évoluer ces pays dans le respect toujours plus profond de la liberté et de la dignité humaine ?

Est-il besoin de rappeler que notre pays, qui se place actuellement largement en tête des puissances occidentales pour l'importance relative de l'assistance fournie aux nations sous-développées, se soucie, là encore, d'aider ces Etats dans leurs efforts pour progresser sur le plan économique, social et culturel et donc faire définitivement disparaître tout ce qui pourrait subsister de domination de l'homme par l'homme.

Aussi votre commission des affaires étrangères vous demande-t-elle à l'unanimité d'adopter le projet de loi autorisant la ratification de la convention de 1956. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Mesdames, messieurs, le rapport si complet que vient de faire au nom de votre commission des affaires étrangères M. Jacques Mer, j'aurais mauvaise grâce à développer à mon tour l'économie de la convention qui vous est présentée.

Cette convention du 4 septembre 1956, qui complète la convention du 25 septembre 1926 sur l'esclavage a, vous l'avez constaté, une utilité certaine. En effet, l'esclavage proprement dit, malgré son caractère odieux, semble ne pas avoir entièrement disparu de la surface de notre planète et, par ailleurs, les institutions et pratiques analogues à l'esclavage, que l'on vous a décrites il y a un instant, demeurent plus ou moins répandues dans un certain nombre de pays où, heureusement, l'esclavage proprement dit n'existe déjà plus aujourd'hui.

En ratifiant la convention qui vous est soumise, la France ne fera qu'affirmer les principes traditionnels auxquels elle est le plus attachée tels que le respect de la liberté et de la dignité de l'homme.

Dans le passé — on vous l'a dit et je veux y revenir à mon tour — elle a participé activement sur le plan international à la lutte contre l'esclavage : signataire de l'acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, elle fut également partie à la convention du 25 septembre 1926 dont on vous rappelait à l'instant l'économie.

Elle n'avait pas, du reste, attendu la conclusion sur le plan international de ces accords, pas plus *a fortiori* que de la convention dont la ratification vous est aujourd'hui proposée, pour abolir, dans les territoires d'outre-mer dont elle avait alors l'administration, l'esclavage et les pratiques qui lui sont analogues.

C'est en effet un décret du 27 avril 1848 qui a prononcé l'abolition de l'esclavage dans l'ensemble des anciennes colonies françaises. Les institutions et pratiques analogues à l'esclavage ont été interdites par les décrets du 15 juin 1939 et 14 septembre 1931 dans les territoires qui constituaient alors l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française.

Notre pays a donc joué en ce domaine un rôle d'initiateur, de même qu'aujourd'hui, comme on vient de le rappeler, il est à la tête — proportionnellement à sa population — non seulement des puissances occidentales mais du monde entier pour l'aide apportée aux pays de l'outre-mer. (Applaudissements sur quelques bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Joseph Perrin. On ne le soulignera jamais assez !

M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Aussi aura-t-il pu paraître surprenant qu'un délai de quelques années se soit écoulé entre la signature par la France de la convention supplémentaire de 1956 et le dépôt du projet de loi en autorisant la ratification. Seules des raisons de caractère technique, tenant à l'évolution constante au cours de cette période de nos rapports constitutionnels avec les territoires africains, sont à l'origine de ce retard que le Gouvernement a entendu combler aujourd'hui.

Cette évolution désormais achevée, nous nous devons d'accomplir un geste et nous convions le Parlement à le faire avec le Gouvernement, geste conforme à notre tradition et à notre intérêt, geste qui est attendu de nous par les autres nations du monde civilisé. (Applaudissements.)

M. René Sanson. Très bien !

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. Je donne lecture de l'article unique :
« Article unique. — Est autorisée la ratification de la convention supplémentaire du 7 septembre 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 6 —

DOMAINE PUBLIC MARITIME

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif au domaine public maritime (n° 62, 418, 419).

La parole est à M. Hersant, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Robert Hersant, rapporteur. Mesdames, messieurs, le projet de loi relatif au domaine public maritime se propose de réformer les dispositions de l'ordonnance de la marine datant d'août 1681, une époque à laquelle on ne prévoyait guère l'utilisation intensive des rivages de la mer à l'occasion des vacances.

L'article 538 du code civil précise bien que « les rivages, lais et relais de la mer sont considérés comme des dépendances du domaine public », mais en fait et contrairement à la lettre de ce texte, une jurisprudence constante qui s'appuie sur l'article L. 64 du code du domaine de l'Etat, décide que les lais et relais de la mer font partie du domaine privé de l'Etat.

Par lais et relais, on entend généralement les atterrissements et débris végétaux abandonnés par la mer au cours des siècles passés. Il résulte de ce qui précède que le domaine privé de l'Etat et le domaine public de l'Etat sont bien souvent imbriqués et soumis à deux régimes juridiques différents, ce qui rend difficile, dans la plupart des cas, l'examen des problèmes soulevés.

Dans l'exposé des motifs du projet, le Gouvernement précise que « cette situation gêne la tâche des services et est de plus une source de complications, du fait de possibilités de contestations quant au régime domanial des emplacements ; en particulier, les auteurs de contraventions doivent être poursuivis, lorsqu'il s'agit du domaine public, devant les tribunaux administratifs et, lorsqu'il s'agit du domaine privé, devant les tribunaux ordinaires ».

Le projet du Gouvernement contient, en fait, trois propositions essentielles : d'abord, l'incorporation d'office, sous réserve des droits des tiers, au domaine public maritime, du sol et du sous-sol de la mer territoriale et des accroissements artificiels futurs du rivage de la mer ; ensuite, l'incorporation possible, toujours sous réserve des droits des tiers, des lais et relais de la mer faisant actuellement partie du domaine privé de l'Etat ; enfin, la possibilité de création de réserves, après enquête publique, sur des immeubles privés, en vue de la satisfaction des besoins d'intérêt public d'ordre maritime, balnéaire ou touristique.

La commission des lois constitutionnelles vous propose plusieurs amendements déposés par ses membres et adoptés par elle. Il s'agit en général — nous le verrons au cours de l'examen des articles — de textes qui visent à sauvegarder les droits acquis par les tiers.

L'ensemble des dispositions du projet ne s'applique pas aux départements et territoires d'outre-mer. M. le ministre des travaux publics et des transports, entendu par la commission, a rappelé que deux textes édictés ces dernières années répondaient précisément au problème particulier posé dans les départements d'outre-mer.

Par une note, M. le ministre d'Etat chargé des territoires d'outre-mer a précisé par ailleurs qu'un projet de loi concernant ces territoires serait prochainement déposé devant le Parlement.

Sous le bénéfice de ces observations et sous réserve de l'adoption des amendements que je viens d'évoquer, votre commission de la production et des échanges vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est soumis. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Richet, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges.

M. Robert Richet, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, le projet de loi relatif au domaine public maritime a vivement intéressé la commission de la production et des échanges, puisqu'il touche à des questions de production, telle l'extraction de matières premières et à des questions d'urbanisme ou de tourisme.

Il est souhaitable d'incorporer au domaine public maritime le sol et le sous-sol de la mer territoriale. Mais, comme il semble difficile de préciser les limites de la mer territoriale, la commission de la production et des échanges souhaite que le Gouvernement les fixe sans ambiguïté, du point de vue du droit interne. Ainsi seraient évitées les contestations susceptibles de naître de l'imprécision actuelle en cas d'exploitation de fonds situés à plus de trois milles de la côte.

Pour les lais et les relais de la mer, le projet de loi distingue selon qu'ils existent déjà ou qu'ils se créeront ultérieurement.

Par application du paragraphe b) de l'article 2 du projet, les lais et relais futurs sont incorporés au domaine public maritime. Toutefois, l'article 3 prévoit le déclassement de parcelles de lais et de relais incorporés.

La conséquence de ce déclassement est de faire rentrer le bien intéressé dans le domaine privé de l'Etat. Or, en règle générale, les biens immobiliers déclassés tombant dans le domaine privé de l'Etat doivent être remis aux services des domaines pour être aliénés s'ils ne sont plus susceptibles d'être utilisés par l'Etat.

Ainsi la combinaison des dispositions des trois premiers articles du projet aura pour conséquence l'incorporation des lais et des relais de la mer dans le domaine public maritime de l'Etat ou dans le domaine privé tout court.

C'est cette dernière perspective qui a conduit la commission de la production et des échanges à demander, par 29 voix et une abstention importante, la suppression de l'article 3.

Hormis cette suppression et sous réserve d'obtenir du Gouvernement une définition précise des lais et relais de la mer, elle a donné un avis favorable à l'adoption des deux premiers articles.

L'article 4 a pour objet de créer des réserves sur les immeubles bâtis et non bâtis situés dans une zone côtière dont la largeur peut varier de 20 à 50 mètres. Ces réserves, décidées par arrêtés conjoints des ministres des travaux publics, des finances, de la construction et de l'intérieur, sont valables pour cinq ans et peuvent être renouvelées. Le propriétaire d'un terrain réservé peut demander l'acquisition de son immeuble par l'Etat, à l'instar de la réglementation des réserves prévues par les plans d'aménagement.

Les principes qui inspirent les dispositions de l'article 4 ont rencontré l'approbation de votre commission. Cependant, elle aurait aimé qu'elles soient plus efficaces. En effet, cette réserve ne paraît être qu'une déclaration d'intention car l'arrêté interministériel qui la créera ne semble pas pouvoir, selon le texte présenté, contenir la déclaration d'utilité publique des opérations d'acquisition ou d'expropriation au bénéfice des collectivités locales pour leur permettre d'utiliser ces immeubles réservés. Seuls, en effet, les propriétaires ont l'initiative dans l'acquisition par l'Etat de la partie réservée les intéressant.

Plusieurs commissaires ont estimé également que le délai de cinq ans était trop court. Néanmoins, la commission a décidé de donner un avis favorable à l'adoption de l'article 4 sans modification.

Les articles 5, 6 et 7 n'appellent pas d'observations particulières de la commission de la production et des échanges, qui a trouvé satisfaisantes les explications de M. le ministre des travaux publics sur le régime des lais et relais de la mer dans les départements d'outre-mer.

En conclusion, votre commission attend des éclaircissements sur les notions juridiques incluses dans l'article premier du projet de loi et des indications sur les intentions d'incorporation au domaine public maritime des lais et relais faisant actuellement partie du domaine privé. Elle souhaite, enfin, la suppression de l'article 3.

Sous ces réserves, elle donne un avis favorable à l'adoption du projet de loi soumis à vos délibérations. (Applaudissements.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Palmero, premier orateur inscrit. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. Francis Palmero. Mesdames, messieurs, le projet de loi relatif au domaine public maritime répond en partie aux deux propositions de loi déposées sous la précédente législature par les députés du Var, d'une part, et moi-même, d'autre part, dans le but d'obtenir la modernisation et l'assouplissement de la législation des plages et, ce, pour permettre en définitive un meilleur équipement des côtes françaises, atout essentiel de notre politique touristique.

Les activités maritimes et balnéaires sont, à notre époque, celles qui déterminent, incontestablement, le plus large mouvement des vacanciers. Encore faut-il, pour la clientèle française et encore davantage pour la clientèle étrangère — car la concurrence est active dans ce domaine — disposer d'établissements de bains de qualité, de plages parfaitement aménagées, de piscines, de ports de plaisance, d'installations sportives et de jeux, voire de centres de thalassothérapie ou d'établissements héli-marins.

Il ne fait de doute pour personne que les dispositions du code de Justinien, reprises par l'ordonnance de la marine, qui remonte à 1681, ne pouvaient envisager l'évolution sociale et psychologique qui s'est produite, puisqu'il y a à peine plus d'un siècle les bains de mer étaient seulement conseillés aux personnes atteintes de la rage.

Dans cette optique, le projet du Gouvernement constitue à nos yeux la première étape essentielle sur la voie de l'adaptation à ce prodigieux changement de mœurs.

Nous nous félicitons donc de cette remise en ordre du domaine maritime et de son régime juridique puisqu'elle constitue un progrès par rapport à l'état de droit actuel, en ce sens qu'elle unifie la législation applicable aux espaces côtiers, soumis actuellement à des règles de droits différentes selon qu'ils sont considérés comme lais et relais ou comme rivages proprement dits de la mer, alors que ces espaces constituent indéniablement un tout homogène, tant sur le plan économique que sur le plan de l'utilisation sociale.

Le projet de loi devrait permettre, par voie de conséquence, une simplification et une uniformisation des règles qui régissent les concessions domaniales octroyées aux collectivités locales ou aux exploitants privés d'établissements de bains de mer. Le régime est différent selon que les installations sont établies sur les lais et relais relevant du domaine privé de l'Etat ou sur les rivages qui font partie du domaine public, étant observé de surcroît que nombre d'établissements empiètent à la fois sur les deux domaines.

Cela étant acquis, nous voudrions connaître plus précisément les intentions du Gouvernement et le but qu'il vise afin de nous assurer de notre identité de vues.

Juridiquement, le régime proposé d'extension du domaine public maritime nous paraît fondé mais, lorsqu'on considère le nécessaire équipement et le développement des installations côtières qui exigent la mise en œuvre, par les collectivités locales ou même par des particuliers mais jamais par l'Etat, de moyens très importants, le projet qui nous est soumis peut paraître restrictif.

Je m'explique. Actuellement et dans de nombreux domaines, l'évolution économique a déterminé une égale évolution du droit et la gestion même des services publics a quitté le cadre étroit et rigide de la réglementation pour s'orienter dans un sens plus libéral par la création notamment de sociétés d'économie mixte. C'est d'ailleurs bien, sous cet angle que le Gouvernement lui-même a envisagé l'aménagement des plages du Languedoc-Roussillon. Il y a là un exemple dont nous devrions certainement tenir compte et qui ne saurait être suspecté.

Du moment que, par ce précédent, le Gouvernement reconnaît le caractère de service public et d'intérêt général des stations balnéaires, comme il l'a déjà reconnu depuis longtemps pour les ports de tourisme subventionnés par l'Etat, il peut paraître contradictoire aujourd'hui d'accentuer le caractère public du statut du droit maritime et même d'y inclure des dépendances relevant actuellement du domaine privé.

La modification de l'article 538 du code civil est donc particulièrement profonde. Elle touche aux principes élémentaires de la théorie de l'accession d'après laquelle certains biens sont susceptibles par nature et par voie naturelle de tomber dans la propriété privée.

En droit administratif, par ailleurs, dès qu'une voie ou une dépendance du domaine privé est affectée à l'usage public ou à une circulation publique, elle tombe dans le domaine public et cela a été jugé récemment pour les cours de gare. Mais, par définition, inversement, dès qu'un bien ou une dépendance sont susceptibles d'une utilisation privative, ils tombent dans le domaine privé.

La notion de domaine public vous permettra-t-elle, monsieur le ministre, de donner toute l'ampleur voulue à la politique d'aménagement des plages ?

La conjoncture actuelle et future exige, en vérité, la plus large utilisation et l'exploitation rationnelle du domaine maritime. Les nouveaux moyens d'action qu'apporte ce projet permettront-ils de mettre en œuvre une véritable collaboration des personnes publiques avec les personnes privées ? Il nous apparaît donc selon ce raisonnement que l'évolution législative devrait se faire dans le sens de l'évolution générale et qu'au contraire le classement en domaine privé de l'Etat des parties émergées du domaine public permettrait plus normalement des concessions aux tiers.

Cela nous conduit donc, monsieur le ministre, à vous demander s'il est bien dans vos intentions de faciliter le développement de cette industrie nouvelle qui prend une place de plus en plus grande dans les activités touristiques de notre pays et, dans l'affirmative, si le texte proposé nous donnera les moyens de cette politique, car nous ne voudrions pas établir des freins juridiques qui compromettraient l'essor que nous souhaitons.

Je dois reconnaître objectivement que votre bonne volonté et celle de M. le ministre des finances nous sont déjà apparues puisque le service des domaines, après vous avoir consulté, s'est montré favorable à un aménagement de la durée des baux consentis aux communes, en fonction de l'obligation pour elles d'amortir des investissements de mise en valeur des plages.

A cet égard, la circulaire des domaines du 18 avril 1962 nous donne déjà satisfaction partiellement; des locations de neuf, douze, quinze ou dix-huit années permettent désormais aux collectivités locales de mettre leur plage en état et de l'entretenir, tout en la laissant gratuitement au public, ou bien, le cas échéant, en la sous-traitant à des exploitants moyennant de substantiels aménagements.

Il y a cependant une différence d'optique fondamentale entre le service des domaines et votre propre ministère.

Celui-ci — et c'est son rôle — protège et défend les collectivités locales. Il a le souci de l'expansion des stations balnéaires, mais l'administration des domaines, au contraire, veut en toutes circonstances — et c'est son devoir — tirer le maximum de profit des biens de l'Etat; d'où des redevances qui stérilisent généralement les efforts d'investissement nécessaires et c'est là que nous faisons appel à M. le ministre des travaux publics et, aussi, à M. le secrétaire d'Etat chargé du tourisme qui sont, par vocation, nos avocats, pour que l'Etat s'associe à la politique de modernisation des plages en demandant des redevances qui tiennent compte de la priorité à accorder aux travaux généralement importants.

En compensation, nous invitons le Gouvernement à être très exigeant en matière de confort, de salubrité, d'hygiène, de propreté et de police des terrains concédés. Mais, en contrepartie, il convient de ne pas pressurer le concessionnaire par une redevance qui doit demeurer forfaitaire et proportionnelle à l'effort consenti.

Je suis persuadé, monsieur le ministre, que c'est bien là votre intention, ne serait-ce que parce que vous étiez, hier encore, le responsable du tourisme français.

Dans cet esprit, il doit être convenu notamment que les communes qui connaissent leurs besoins, qui en ont déjà tenu compte dans leurs plans d'urbanisme et dans leurs projets éditoriaux et qui tiennent essentiellement à assurer un équilibre harmonieux entre plages gratuites et plages payantes — et je ne dis pas, intentionnellement: entre plages publiques et plages privées, car nous savons tous qu'il n'y a pas juridiquement de plages privées — il doit être convenu, dis-je, que ces communes ne se voient pas privées de plages au profit de particuliers ou de tous autres organismes qui offriraient davantage.

Autrement dit, il ne faut pas que se renouvelle le précédent d'Hendaye où la ville a été menacée de se voir privée d'une partie de sa plage au profit de l'assistance publique.

J'entends bien que l'Etat veuille se prémunir contre les fantaisies de certaines stations qui pourraient aller jusqu'à concéder la totalité de leur rivage et priver, ainsi, le public de plages à eux ouvertes.

A cet égard, la bonne volonté des maires est démontrée, ne serait-ce que par le projet du cahier des charges type soumis par l'association des maires des stations balnéaires à l'attention de vos services.

Cela doit nous conduire à reconnaître la profession d'exploitants de bains de mer. Ceux-ci sont trop souvent encore considérés comme des romanciers ou comme des marchands à la sauvette qui exercent en plein air un métier purement saisonnier.

Ce métier, convenons-en, est utile et même indispensable. Ce n'est pas l'Etat qui pourra satisfaire des besoins collectifs qui relèvent maintenant aussi bien des sports que de l'organisation des loisirs, des distractions de la jeunesse et même de la santé publique.

Il est inconcevable aujourd'hui que le particulier apporte sur la plage sa cabine, sa chaise longue, son parasol, voire sa bouée de sauvetage pour les premières brasses. Il doit tout y trouver.

Par vos arrêtés sur la sécurité publique, vous avez confié aux plagistes des missions de police, vous avez engagé leur responsabilité civile en cas d'accident. On ne peut donc, d'une part, en faire des auxiliaires de l'administration et, d'autre part, les ignorer en tant que commerçants, si ce n'est pour les assujettir à tous les impôts et taxes.

Les risques du bord de mer — il n'est pas rare que leur matériel soit englouti — l'usure due à l'air marin établissent des conditions d'exploitation particulièrement difficiles et onéreuses. Il n'est plus possible qu'une telle profession ne relève toujours que de l'article 2 de la loi de finances du 20 septembre 1892, lequel se borne à autoriser l'Etat à percevoir des redevances sans autres modalités.

Il lui faut aujourd'hui un véritable statut, que vous avez donné d'ailleurs aux établissements de pêche installés, eux aussi, sur le domaine public maritime et qui bénéficient des décrets-lois du 8 janvier 1932. *Mutatis mutandis*, ces règles pourraient être rendues applicables aux établissements de bains de mer.

La procédure actuelle de la permission de voirie ou de la concession de droit réel sur le domaine public est toujours justifiée par une occupation privative en faveur d'intérêts privés limités et nous souhaitons qu'il en soit accordé le moins

possible — je sais que c'est l'intention profonde de notre rapporteur — car l'accès au rivage est trop souvent compromis, mais cette procédure n'est plus adaptée à l'occupation du domaine public dans l'intérêt général.

La précarité des concessions aux plagistes, de trois, six ou neuf années à la discrétion de l'administration, la remise en adjudication trop fréquente et sans droit de préférence pour l'occupant en place, le caractère révoicable en tout temps et même sans faute du concessionnaire et sans indemnité, l'enlèvement des installations chaque fin de saison ne peuvent que limiter au minimum des dépenses d'installations et interdisent d'ailleurs tout emprunt.

De même que l'impossibilité de cession de bail, même en cas de mort, alors que les numéros de taxis, dont l'implantation est pourtant moins marquée, peuvent se vendre.

La précarité des installations était justifiée autrefois, m'a-t-on dit, par les nécessités de la navigation maritime car, au temps de la marine à voiles, il fallait pouvoir accoster à tout endroit propice. Nous en sommes loin à l'époque des sous-marins atomiques!

Le projet qui nous est proposé, complété par une déclaration d'intention, me paraît tout de même constructif en ce sens qu'il remédie à une réglementation vétuste et confuse. Il nous éclaire en toutes circonstances sur la nature du domaine et c'est très important, mais à partir de là il convient de prévoir la mise en valeur d'une richesse nationale encore bien mal exploitée.

Il suffit de connaître le succès des plages de l'Adriatique ou de la Costa Brava, sans parler de celles des Etats-Unis, pour comprendre l'urgence et l'intérêt du problème chez nous.

Une étude d'ensemble s'impose avec le concours de tous les services et organismes intéressés.

Il nous semble que le commissariat général au tourisme serait bien inspiré de réunir les « Etats généraux des plages de France » pour choisir et proposer, en accord avec toutes les organisations et toutes les personnalités qualifiées, toutes les mesures adaptées à la vocation touristique et balnéaire de notre pays afin qu'il affronte le « marché commun des vacances » avec toutes ses chances de succès. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. Mesdames, messieurs, une première observation sur le texte nous paraît s'imposer.

L'état de fait invoqué dans l'exposé des motifs, dont on nous dit qu'il est la conséquence de la vogue croissante des baignades de mer et de l'utilisation touristique des plages, donc du besoin croissant pour nos concitoyens de disposer librement de l'accès à la mer, ne peut à nos yeux suffire à justifier la présentation de ce projet de loi.

En réalité, nous estimons que l'évolution sociale, notamment dans les régions littorales urbanisées et autour des grands centres, rend nécessaire l'extension du domaine public maritime de l'Etat.

Un deuxième fait concourt à rendre plus impérieuse cette extension, c'est celui des empiètements privés sur le domaine public maritime de l'Etat et de la spéculation foncière dans les secteurs côtiers à vocation touristique.

Malheureusement — et des millions de Français le regrettent — alors que de plus en plus nombreux sont nos concitoyens qui devraient pouvoir user d'un droit d'accès à la mer, nous constatons que le domaine public de l'Etat, loin de s'étendre, se trouve chaque jour plus réduit, soit par le développement des installations portuaires ou industrielles, soit, et cela plus particulièrement sur le littoral méditerranéen, par une politique foncière orientée vers la satisfaction d'intérêts privés.

Si, sur le plan général, l'Assemblée est saisie d'un texte de portée générale, je me permettrai, en tant que représentant d'un département méditerranéen, quelques observations supplémentaires, non point sur la nécessité d'uniformiser le régime existant en matière de procédure à l'égard des occupants du domaine de l'Etat selon qu'il s'agit du domaine public ou du domaine privé. Nous sommes d'avis qu'une simplification s'impose, ces deux domaines étant, dans la réalité, limitrophes, je dirai mitoyens.

L'une de ces observations porte sur le classement dans le domaine public des lais et relais de mer.

En effet, la définition de ces termes est précise: « Ces terrains que la mer en se retirant laisse à découvert d'une façon permanente » sont ceux des rivages de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique.

Cette disposition ne peut donc nous satisfaire complètement puisque le littoral méditerranéen où le tourisme et les activités balnéaires sont les plus développés se trouverait pratiquement exclu de l'application de la loi.

La Méditerranée n'est pratiquement pas soumise à l'influence des marées et, pour une large part, la nature rocheuse du rivage réduit au minimum les zones découvertes, selon la définition de l'ordonnance d'août 1681.

Le domaine public ne serait pas augmenté par le simple classement des lais et relais de la mer. C'est donc la partie de ce texte concernant la création des réserves sur les immeubles privés qui nous paraît devoir être sur notre littoral profitable à l'intérêt public.

A notre sens, ce n'est point une possibilité de création qui devrait être prévue par la loi, mais le principe d'obligation des réserves.

La loi ne doit pas porter sur l'exception mais sur un principe général, l'exemption ne devant être qu'exceptionnelle, dûment motivée sur la base d'un intérêt légitime, réel, public comme en matière de prescription.

Ce sont les observations que nous avons présentées en commission, notamment en ce qui concerne les articles 2 et 4 pour lesquels nous aurions préféré l'expression « sont incorporés ou sont réservés » plutôt que « peuvent être incorporés ou réservés », la loi devant s'appliquer à tous sauf cas d'exception, certaines amodiations devant être réexaminées dans l'intérêt général.

Au bénéfice de cette observation, nous sommes favorables à la durée de validité de l'arrêté prévu par l'article 4.

En ce qui concerne la profondeur de la réserve, le texte paraît correspondre aux observations générales des particuliers, des organisations intéressées. Sans doute une extension de cette limite à 100 mètres serait-elle désirable. Mais ce n'est pas réalisable dans tous les cas et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle on propose une profondeur de réserve de vingt et de cinquante mètres.

A ce propos, certaines parties du rivage, près des grands centres ou de valeur touristique — plages, calanques par exemple — se trouvent dans une situation exceptionnelle. Les réserves du domaine public doivent correspondre réellement aux besoins d'intérêt général afin d'éviter l'implantation de certains lotissements, la prolifération de baraquements édifiés dans un but spéculatif.

L'Assemblée discute aujourd'hui d'un problème qui a fait l'objet, depuis la guerre surtout, de réclamations véhémentes, notamment de la part des citadins. Ainsi, mes amis du conseil municipal de Marseille ont, à de nombreuses reprises, souligné l'intérêt d'une modification des textes régissant le rivage de la mer.

Dans cette commune de Marseille où le rivage, bien que très étendu, n'est en fait que fort peu accessible en raison tant des installations portuaires que de la nature rocheuse du rivage, il existe une seule plage au sujet de laquelle on parle, ici et là, de concession d'usage et d'exploitation après son nettoyage et de la réalisation de l'ouvrage de détournement de la rivière l'Huveaune.

Il y a peu, un lais de mer, à l'anse du Cuivre, au quartier d'Endoume, a été vendu au « possesseur » de ce lais de mer.

En un autre point de la commune, en janvier 1962, un arrêté préfectoral prescrivait l'ouverture d'une enquête sur la cession d'un lais de mer au lieu-dit « calanque de Samena ». Cette cession correspondait à la transformation de cette calanque en plage privée; elle a motivé l'intervention de mon ami M. Paul Cermolacce sur les conditions dans lesquelles cette cession était envisagée et sur la modification de la législation relative au domaine public maritime.

Plages privées, calanques réservées, lotissements avec accès à la mer, voilà ce que nous trouvons dans les Bouches-du-Rhône, de la Couronne-Caro à Rouet-Plage, à Samena et vers Cassis-La Ciotat.

Ces plages, ces calanques isolées à l'intérieur de propriétés privées ne sont pas reliées aux routes publiques. Par voie de conséquence, leur utilisation en est interdite.

C'est pour cette raison que nous donnons notre accord total à l'amendement proposé à l'article 4 concernant l'extension de la réserve en vue de la construction d'une voie publique d'accès.

Le présent projet de loi, qui nous donne en partie satisfaction, ne règle pourtant pas l'ensemble du problème des rivages méditerranéens, que je viens d'évoquer seulement pour le département des Bouches-du-Rhône. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la direction générale?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article. 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Sont incorporés, sous réserve des droits des tiers au domaine public maritime :

« a) Le sol et le sous-sol de la mer territoriale.

« Cette incorporation ne porte pas atteinte aux polices qui s'exercent dans les eaux territoriales.

« b) Les lais et relais futurs et, sous réserve de dispositions contraires d'actes de concession, les accroissements artificiels futurs du rivage de la mer. »

M. le rapporteur, au nom de la commission, et **M. Pleven** ont présenté un amendement n° 3 tendant à rédiger comme suit le début de cet article :

« Sous réserve des droits acquis par les tiers et des usages traditionnels, sont incorporés au domaine public maritime. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. le rapporteur. Cet amendement a simplement pour objet de donner plus de force à l'affirmation des droits acquis par les tiers et de compléter cette affirmation en visant les usages traditionnels qui ont pu être institués ça et là sur nos côtes.

M. le président Pleven a été amené dans ses explications à parler notamment des récoltes de goémon et de certains coraux. La commission vous propose d'adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à **M. le ministre des travaux publics et des transports.**

M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports. L'amendement que vient de défendre **M. le rapporteur** et qu'avait également déposé **M. Pleven** exprime la crainte que la loi projetée n'impose des charges nouvelles à l'extraction d'amendements marins ou à la récolte d'herbes marines.

Je ferai remarquer tout d'abord que la police de l'extraction des amendements marins et de la récolte des herbes marines est actuellement assurée par l'administration de la marine marchande. Rien ne sera modifié à cet égard, ainsi que le précise le texte du projet de loi.

La récolte des herbes marines et l'extraction d'amendements marins, quand elles sont opérées au moyen de bateaux, sont régies par les textes sur la pêche maritime et sont ainsi assimilées à des opérations de pêche. Il en résulte, en particulier, que ces opérations ne sont assujetties à aucune redevance domaniale même lorsqu'elles sont effectuées sur le domaine public maritime.

L'incorporation de la mer territoriale au domaine public maritime ne modifiera évidemment en rien cette situation. Les intérêts des personnes qui pratiquent l'extraction des amendements marins et la récolte des herbes marines étant ainsi sauvegardés, il ne paraît pas possible d'accepter l'amendement selon lequel les usages traditionnels seraient réservés. Cette formule, par sa généralité et son imprécision, pourrait conduire à ne rien modifier à l'état de choses existant dans la mer territoriale, sans parler des difficultés auxquelles donnerait lieu la définition des usages traditionnels dont je serais curieux de connaître l'énumération.

D'autre part, dans l'amendement présenté par la commission, après les mots : « sous réserve des droits », ont été ajoutés les mots : « acquis par des tiers », ce qui rendrait, en réalité, la proposition de la commission plus restrictive que celle du Gouvernement. Là encore, il y aurait à mon avis une source de difficultés considérables dans l'application.

Il m'apparaît par conséquent que l'expression très simple, mais très générale, « sous réserve des droits des tiers », qui peuvent être de toute nature, doit être maintenue.

Je demande en outre à l'Assemblée de bien vouloir rejeter la notion d'usage traditionnel, qui donnerait lieu, je le répète, à de très nombreuses difficultés d'application et qui limiterait certainement la portée de notre projet. (Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R. - U.D.T.)

M. le président. La parole est à **M. René Pleven**, pour répondre au Gouvernement.

M. René Pleven. En écoutant la première partie de l'intervention de **M. le ministre** je me préparais à ne prendre la parole que pour le remercier de nous apporter des précisions de nature à rassurer les principaux usagers des côtes, qui sont, dans nos régions bretonnes en tout cas, les pêcheurs de goémon et les dragueurs d'amendements calcaires.

J'enregistre les assurances que vient de nous donner **M. le ministre des travaux publics** et qui garantiront les droits de cette catégorie très importante d'usagers.

Mais la deuxième partie de l'intervention de **M. Jacquet**, en revanche, m'a un peu consterné car je ne croyais pas qu'il était dans l'esprit du Gouvernement de modifier en quoi que ce soit les traditions existantes et qui sont d'ailleurs différentes sur nos côtes selon les quartiers d'inscription maritime.

Ce n'est pas nous qui demandons un changement de la législation. Sur nos côtes se rencontrent des pêcheurs à pied, des pêcheurs de coquillages, des gens qui ont obtenu le droit d'exploiter des parcs à huîtres, d'autres des parcs à moules. Je crains qu'ils ne soient effrayés par le refus du ministre des travaux publics d'accepter notre amendement qui ne visait qu'à préciser que rien n'était changé à leur statut actuel.

Après les paroles que vous venez de prononcer, monsieur le ministre, quel va être le souci de tous ces usagers des fonds marins ? Il sera de savoir s'ils doivent procéder à des régularisations ou demander de nouvelles autorisations.

Je suis pour ma part persuadé que vous n'avez pas l'intention de toucher à ces intérêts acquis mais, je vous en prie, dites-le, dites-le très clairement.

C'était le but de notre amendement. Nous pouvons le retirer si vos assurances débordent largement les deux catégories que j'avais mentionnées spécifiquement en commission, c'est-à-dire les chercheurs d'amendements calcaires et les coupeurs de goémons, mais il faut que votre assurance couvre l'ensemble des usagers de fonds qui, je le rappelle, étaient jusqu'à présent des biens sans maître, alors que vous allez en faire maintenant une partie du domaine public de l'Etat. *(Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et sur divers bancs.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je remercie M. le président Pleven de son intervention qui me permet de préciser mes bonnes intentions.

Ce qui est gênant, en l'occurrence, c'est l'introduction dans un texte juridique précis du mot « usages », dont le contenu juridique est très vague. C'est pourquoi nous nous sommes opposés à l'introduction de ce terme dans le texte de l'article 1^{er}.

Mais je vous donne l'assurance que toutes les polices qui s'exercent dans les eaux territoriales seront maintenues et que dans tous les cas que vous avez évoqués, monsieur Pleven, les droits seront sauvegardés. Il n'y a sur ce point aucune espèce de doute.

Ce texte ne vise pas à remettre en cause de nombreuses petites activités comme celles que vous avez signalées et qui sont parfaitement légitimes, bien au contraire. Ce que nous voulons seulement, c'est donner, aux collectivités des moyens légaux et efficaces d'intervenir à des fins touristiques.

Je vous demande donc de comprendre dans quel esprit nous vous présentons ce texte, tout en vous rassurant entièrement sur les problèmes que vous avez soulevés.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. René Pleven. Si cela signifie que nous revenons aux textes antérieurs, je peux retirer mon amendement. Mais il est bien entendu que, lorsqu'il s'agira d'interpréter ce texte, nous pourrions renvoyer les intéressés aux déclarations formelles qui viennent d'être faites par M. le ministre des travaux publics.

M. le ministre des travaux publics. Je vous remercie.

M. le président. L'amendement ayant été présenté conjointement par M. Pleven et par M. le rapporteur, au nom de la commission, quel est l'avis de celle-ci ?

M. le rapporteur. L'auteur de l'amendement acceptant de le retirer, la commission ne peut que prendre la même position.

M. le président. L'amendement n° 3 est retiré.

MM. Palmero et Pleven ont présenté un amendement n° 12 rectifié tendant à compléter l'article 1^{er} par l'alinéa suivant :

« Les accroissements artificiels résultant de travaux ou ouvrages réalisés aux frais exclusifs des collectivités locales ou de sociétés d'économie mixte agissant pour leur compte sont concédés d'office et gratuitement à ces collectivités. »

La parole est à M. Palmero.

M. Francis Palmero. Ainsi que l'indique l'amendement, il s'agit d'accroissements artificiels et futurs ; au moment où nous légiférons, les terrains en cause n'existent pas. Généralement, ces terrains sont conquis sur la mer, grâce à des travaux particulièrement onéreux et moyennant aussi des frais d'entretien importants pour les collectivités locales.

Mais ces terrains seront-ils ensuite admis d'office dans le domaine public maritime ? Nous ne le pensions pas car les collectivités auraient pu légitimement conserver ces terrains. Néanmoins, ce matin, à la commission des lois, nous avons admis qu'il y avait intérêt à unifier le domaine public maritime. Nous estimons cependant qu'en compensation il devrait être convenu que ces terrains gagnés sur la mer au frais des collectivités, locales devraient leur être concédés d'office et gratuitement.

Nous ne comprendrions pas en effet que l'Etat, s'appropriant les terrains créés par d'autres, puisse ensuite les concéder à des particuliers ou pour le moins exiger des redevances importantes qui, en définitive feraient échec à la réalisation de projets intéressants.

Comme l'Etat n'a pas la possibilité de réaliser des équipements sur l'ensemble des côtes françaises, il est sage, en contrepartie, de faciliter et d'encourager la réalisation de leurs projets par les collectivités.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je pourrais céder à un vieux réflexe que j'avais acquis autrefois sur ces bancs et opposer l'article 40 de la Constitution.

En effet, je ne peux pas accepter cet amendement, monsieur Palmero, parce qu'il aboutit à une réduction des recettes de l'Etat. On ne peut évidemment admettre que le domaine public soit tout simplement remis aux collectivités locales, si respectables soient-elles.

Mais dans la pratique, bien entendu, un certain nombre d'aménagements pourront intervenir : en particulier par la procédure du transfert de gestion.

En pareil cas la redevance demandée par l'Etat ne sera pas exagérée.

Ainsi je crois donc pouvoir vous apaiser et, ne souhaitant pas opposer l'article 40, je vous demande de bien vouloir retirer votre amendement.

M. le président. La parole est à M. Palmero, pour répondre au Gouvernement.

M. Francis Palmero. Je sais qu'en réalité le ministère des travaux publics nous encourage beaucoup, mais ce que je crains, c'est l'action de l'administration des domaines, et précisément, l'évocation de l'article 40 ne me rassure pas du tout.

M. le président. La parole est à M. Pleven.

M. René Pleven. — Monsieur le ministre, je ne crois pas — et je fais appel à l'ancien rapporteur général de la commission des finances — que vous puissiez invoquer l'article 40 de la Constitution à propos de cet article.

En effet, il ne s'agit pas d'une recette existante ; il s'agit de travaux qui, dans le futur, seront réalisés par des collectivités locales et dont la conséquence sera de rendre disponibles des terrains qui auront été gagnés sur la mer.

Il est incontestable qu'à l'heure actuelle il n'y a aucune recette de l'Etat et que l'amendement déposé par M. Palmero et moi-même ne diminue en rien les ressources dont dispose l'Etat en ce moment.

Nous sommes en train d'élaborer une nouvelle législation. Vous pourrez nous opposer l'article 40 lorsque cette législation aura été votée. Mais vous ne pouvez pas plus nous l'opposer maintenant que vous ne pourriez l'opposer si, dans une loi de finances, nous discutons de la quotité d'un nouvel impôt. *(Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du groupe socialiste et du groupe communiste.)*

M. le président. Monsieur le ministre, opposez-vous ou non l'article 40 de la Constitution ? Vous savez en effet que, dans l'affirmative, je dois demander l'avis de la commission des finances.

M. le ministre des travaux publics et des transports. J'ai dit que je souhaitais ne pas opposer l'article 40, mais je dois souligner que les dispositions en vigueur en la matière sont la source de recettes budgétaires : c'est le cas en particulier des concessions d'endigage.

Je crois donc vraiment que si le texte était modifié comme le souhaite M. Pleven, il y aurait une perte de recettes pour l'Etat.

J'en suis d'autant mieux persuadé que les accroissements artificiels en cause pourraient être établis en partie sur l'actuel domaine public maritime de l'Etat.

Si encore l'amendement portait : « peuvent être concédés », on aurait pu discuter. Mais il dispose que les accroissements artificiels « sont concédés d'office », ce qui, de plus, crée une véritable obligation pour l'Etat.

C'est pourquoi je crois que l'application de l'article 40 de la Constitution — que, encore une fois, je souhaite ne pas avoir à invoquer — serait justifiée en l'occurrence.

M. René Pleven. Monsieur le ministre, cette invocation de l'article 40 de la Constitution repose sur des sables mouvants ! *(Sourires.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement ?

M. le rapporteur. Ce matin, la commission n'a pas pris position sur ce texte, se réservant d'entendre les explications de M. le ministre et de laisser l'Assemblée juge, si toutefois l'amendement était maintenu par MM. Pleven et Palmero.

M. le président. La parole est à M. de Sesmaisons, pour répondre à la commission.

M. Olivier de Sesmaisons. Mesdames, messieurs, l'amendement de MM. Pleven et Palmero était très intéressant parce que nous aurions pu, par extension, l'appliquer aux travaux accomplis par les collectivités locales, syndicats ou autres, en vue d'augmenter le domaine agricole par prélèvement de terrains sur la mer.

Si nous ne votons pas l'amendement de MM. Pleven et Palmero, la loi que nous discutons peut avoir les plus graves conséquences pour les exploitants de terrains acquis au prix de dépenses considérables et de risques importants. Si, demain, vous leur enlevez ces terrains, que leur restera-t-il ?

C'est pourquoi l'on peut demander à MM. Palmero et Pleven de modifier leur amendement dans le sens qui vous est agréable, monsieur le ministre, c'est-à-dire de substituer au mot « doivent » le mot « peuvent ». Mais j'estime qu'il faut faire quelque chose pour les cas que je viens d'envisager, car la question est grave.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Tout d'abord, je crois que la question soulevée par M. de Sesmaisons est, non pas du domaine législatif, mais du domaine réglementaire.

Ensuite, je pense que le texte que nous vous proposons ne touche en rien aux droits en question. En premier lieu s'il s'agit de concessions d'endigage existantes les droits qui en résultent sont formellement réservés par le projet de loi. En second lieu pour l'avenir l'article premier du projet maintient la possibilité de concessions d'endigage donnant à leur bénéficiaire la propriété du sol.

Je ne vois pas comment le texte de M. Palmero pourrait changer quoi que ce soit à la situation des agriculteurs cités par M. de Sesmaisons.

M. Olivier de Sesmaisons. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. Pleven, pour répondre au Gouvernement.

M. René Pleven. Que l'on m'excuse de reprendre la parole, mais je me demande, monsieur le ministre, si de ce qui n'est pas très important nous ne faisons pas actuellement une montagne.

Car enfin, voilà une collectivité, une commune, qui demande au ministre des travaux publics l'autorisation de faire un endigage ou de bâtir un épi dont elle espère qu'il provoquera un accroissement artificiel.

Peut-il être normal de penser que dans ce cas on pourrait donner la concession du terrain ainsi conquis sur la mer grâce aux travaux financés par la collectivité à quelqu'un d'autre ? Cela ne me paraît pas possible.

Seulement, nous le disons, parce que nous voulons encourager les collectivités à entreprendre ces travaux.

Ce contre quoi nous voulons nous prémunir, M. Palmero et moi, c'est le risque qu'une fois le terrain conquis sur la mer, la direction des domaines nous demande, pour occupation de domaine public, de verser à l'Etat une redevance de quelques centaines de mille francs.

Une telle redevance ne serait pas justifiée parce que c'est la collectivité locale qui aura pris les risques, qui aura exécuté et financé les travaux.

Si vous ne voulez pas de cela, il y a une solution bien simple, c'est que l'Etat fasse les travaux lui-même. Si l'Etat faisait les travaux, nous ne demanderions pas de concession. Mais il me semble tout de même juste qu'une collectivité locale bénéficie du fruit de ses initiatives et de ses investissements. C'est tout ce que nous demandons. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Là encore je ne suis pas d'accord avec M. Pleven.

En réalité, si l'Etat concède à une collectivité une partie du domaine public maritime, une convention sera établie. Si l'Etat demande une redevance, justifiée par l'occupation du domaine, elle sera donc librement discutée.

M. René Pleven. Il ne s'agit pas d'une propriété d'Etat, et c'est ce point que je tiens à préciser...

M. le ministre des travaux publics et des transports. Mais si ! Le domaine public sur lequel sera consentie la concession est bien propriété de l'Etat.

M. René Pleven. ...il s'agit de quelque chose qui deviendra une propriété de l'Etat grâce à l'initiative et au financement des collectivités communales.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Mais c'est bien sur le domaine public que la collectivité construira puisque le projet de loi incorpore le sol de la mer territoriale au domaine public.

Je répète de nouveau qu'une convention interviendra obligatoirement au moment où la collectivité locale demandera l'autorisation de procéder aux travaux.

Franchement, je ne vois pas où se trouve la difficulté.

M. René Pleven. Franchement, je ne vois pas pourquoi vous repoussez l'amendement. (Sourires.)

M. le ministre des travaux publics et des transports. Parce que cela me paraît du domaine réglementaire, et non du domaine de la loi. La loi est très précise. Elle réserve la possibilité de concessions d'endigage.

A partir du moment où le domaine public maritime est étendu au sol de la mer territoriale, il ne peut pas y avoir d'ambiguïté au sujet des relations entre une collectivité locale et l'Etat.

La réglementation est suffisamment large pour répondre à tous les cas.

M. Joseph Perrin. Exactement.

M. Diomède Catroux. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Palmero, pour répondre au Gouvernement.

M. Francis Palmero. Ce qu'a dit M. le ministre est exact dans le cadre du projet de loi. Celui-ci précise en effet que le sol de la mer est classé dans le domaine public maritime.

Mais tant que le projet de loi n'est pas voté, on se borne uniquement en somme à vendre la mer.

M. Diomède Catroux. Non, il n'y a plus de *res nullius* en droit français.

M. Francis Palmero. En définitive, et sous réserve de l'accord de M. Pleven, cosignataire, je pense que cet amendement devrait être maintenu, ne serait-ce que dans un souci de moralité publique. En effet, j'ose dire que l'Etat ne peut pas être proxénète et réaliser des bénéfices sur le travail des autres. (Sourires.)

M. le président. L'amendement étant maintenu, je vais le mettre aux voix.

Je rappelle qu'il est repoussé par le Gouvernement.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Dans ces conditions, j'oppose l'article 40. (Protestations sur divers bancs.)
Un député communiste. Il n'est pas applicable.

M. René Pleven. Je demande l'application du règlement.

M. Roger Souchel. C'est-à-dire ?

M. René Pleven. C'est-à-dire que la commission des finances statue sur la recevabilité de cet article.

M. André Fanton. La commission des finances n'a pas à statuer lorsque le Gouvernement oppose l'article 40.

M. le président. L'amendement n° 3 est réservé jusqu'à ce que j'aie reçu l'avis de la commission des finances.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Du rapporteur général.

M. le président. L'article 1^{er} est réservé.

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Peuvent être incorporés au domaine public maritime, sous réserve des droits des tiers, par arrêtés conjoints du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances et des affaires économiques, les lais et relais de mer faisant partie du domaine privé de l'Etat à la date de la promulgation de la présente loi. Les arrêtés seront publiés au *Journal officiel*. »

M. le rapporteur, au nom de la commission, et **M. Palmero** ont présenté un amendement n° 4 rectifié tendant à rédiger comme suit le début de cet article 2 :

« Sous réserve des droits acquis par les tiers, et notamment de l'indemnisation des droits de propriété commerciale, peuvent être incorporés au domaine public maritime par arrêtés conjoints... (le reste sans changement) ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'objet de cet amendement est de réserver, dans le cadre de propriétés commerciales actuellement établies sur le domaine privé, en cas de transfert au domaine public, les droits sur la propriété privée ainsi transférée.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Cette adjonction paraît superflue au Gouvernement. Il semble même inopportun de viser particulièrement les droits de propriété commerciale alors que bien d'autres catégories de droits peuvent exister sur les lais et relais de la mer qui font actuellement partie du domaine privé.

L'incorporation au domaine public maritime n'est d'ailleurs que facultative pour le Gouvernement. Dans ces conditions, je ne vois pas ce qu'ajouterait l'amendement. Le texte de la loi sera, je le répète, assorti de décrets d'application.

M. le président. La parole est à M. Palmero, pour répondre au Gouvernement.

M. Francis Palmero. Nous concevons que, sur le domaine privé actuel de l'Etat, des concessions, des aliénations aient été

consenties. Il existe, par conséquent, des droits de propriété commerciale parfaitement légitimes et fondés.

L'amendement que nous avons déposé avait surtout pour objet d'obtenir du Gouvernement la précision qu'il n'y aura pas de transfert d'office du domaine privé au domaine public sans indemnisation de tous les droits valables existants, notamment des droits de propriété commerciale.

Compte tenu de la déclaration de M. le ministre des travaux publics, nous retirons l'amendement.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je vous en remercie.

M. le rapporteur. La commission est d'accord pour retirer l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 4 rectifié est retiré.

M. le rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 5 tendant à substituer dans l'article 2 aux mots « lais et relais de mer », les mots « lais et relais de la mer ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Nous proposons cet amendement afin de rendre l'expression « lais et relais de la mer » conforme à celle que l'on trouve dans le code civil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2 modifié par l'amendement n° 5.

(L'article 2, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Les parcelles de lais et relais incorporées au domaine public pourront être déclassées lorsqu'elles ne seront plus utiles à la satisfaction des besoins publics. »

M. Richet, rapporteur pour avis, a présenté, au nom de la commission de la production et des échanges, un amendement n° 10 tendant à supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. L'article 3 prévoit le déclassement de parcelles de lais et relais incorporées au domaine public maritime, ce qui a pour conséquence de faire entrer le bien intéressé dans le domaine privé de l'Etat. Or, en règle générale, les biens immobiliers déclassés tombés dans le domaine privé de l'Etat doivent être remis au service des domaines, lesquels devront les aliéner s'ils ne sont pas susceptibles d'être utilisés par l'Etat.

Ainsi, la combinaison des dispositions des trois premiers articles aura pour conséquence l'incorporation des lais et relais de la mer dans le domaine public maritime de l'Etat, dans son domaine privé ou dans le domaine privé tout court.

C'est cette dernière perspective qui a conduit la commission de la production et des échanges à demander, à la majorité de vingt-neuf voix — de nombreux commissaires s'étant abstenus — la suppression de l'article 3.

Je demande donc à l'Assemblée, au nom de cette commission, de bien vouloir adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement ne peut pas accepter cet amendement. La règle générale, applicable notamment au domaine public portuaire, veut que les parties de ce domaine devenues sans utilité pour les besoins à la satisfaction desquels il a été créé puissent être déclassées. Il ne convient pas d'y déroger.

J'ajoute que les cas susceptibles de l'application de l'article 3 seront très probablement très rares. Mais l'Assemblée comprendra que je lui demande de ne pas adopter un amendement qui, je le répète, dérogerait gravement aux règles habituelles en la matière.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des lois a repoussé cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, l'amendement, mis aux voix par assis et levé, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur a présenté au nom de la commission un amendement n° 6, qui tend à insérer dans l'article 3, après le mot : « déclassées », les mots « selon la procédure prévue à l'article 2 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'article 2 prévoit que des arrêtés conjoints du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances et des affaires économiques sont nécessaires pour transférer au domaine public des parcelles du domaine privé.

La commission propose que la même procédure soit utilisée pour le déclassement du domaine public.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'article 3 modifié par l'amendement n° 6.

(L'article 3 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — En vue de la satisfaction des besoins d'intérêt public d'ordre maritime, balnéaire ou touristique, des immeubles privés pourront être réservés après enquête publique par arrêtés conjoints du ministre des travaux publics et des transports, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la construction et du ministre de l'intérieur. Ces arrêtés seront valables pour cinq ans, sauf renouvellement dans les mêmes formes.

« La profondeur de la réserve ne peut dépasser, perpendiculairement à la limite côté terre du domaine public maritime tel qu'il se trouve étendu par application des articles 1^{er} et 2 ci-dessus, vingt mètres en ce qui concerne les immeubles clos de murs ou de toute clôture équivalente selon les usages du pays et les immeubles bâtis totalement ou partiellement et cinquante mètres dans les autres cas.

« Cette réserve fait obstacle à toute construction ou addition de construction sur l'immeuble réservé, sauf autorisation spéciale qui sera délivrée dans les conditions fixées par les décrets prévus à l'article 6 ci-après, éventuellement en vertu de dérogations générales. Elle est notifiée au propriétaire et à l'occupant du terrain ; le propriétaire peut demander l'acquisition de son immeuble par l'Etat dans les conditions prévues à l'article 28 du décret n° 58-1463 du 31 décembre 1958.

« Les immeubles acquis par l'Etat sont incorporés au domaine public maritime.

« L'institution de la réserve ne donne lieu à aucune indemnité. »

M. le rapporteur, au nom de la commission, et M. Zuccarelli ont présenté un amendement n° 13 qui tend, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « enquête publique », à insérer les mots : « faite dans les formes prévues à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. C'est dans un but de précision que la commission propose cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur, au nom de la commission, et M. Plevin ont présenté un amendement n° 7 qui tend, à la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article 4, à substituer aux mots : « et du ministre de l'intérieur », les mots : « du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du tourisme ».

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement est favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Richet a déposé un amendement n° 11 qui tend à rédiger comme suit la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Ces arrêtés, qui peuvent être renouvelés dans les mêmes formes, portent effet pendant cinq ans et valent déclaration d'utilité publique ».

La parole est à M. Richet.

M. Robert Richet. Le propriétaire d'un terrain réservé pourra demander l'acquisition de son immeuble par l'Etat à l'instar de la réglementation des réserves prévues par les plans d'aménagement. La réserve paraît donc n'être qu'une déclaration d'intention, car l'arrêté ministériel qui la créera ne semble pas pouvoir, selon le texte présenté, contenir une déclaration d'utilité publique permettant d'entamer les opérations d'acquisition ou d'expropriation, donc de voir utiliser ces immeubles réservés soit par l'Etat, soit par les collectivités locales.

En fait, seuls les propriétaires ont l'initiative de l'acquisition de la part de réserve les intéressant. C'est pour remédier à

cette situation que j'ai déposé l'amendement dont M. le président vient de donner lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission qui n'avait pas en sa possession tous les éléments de jugement n'avait pas donné son accord à l'amendement présenté par M. Richet.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur, au nom de la commission, et M. Bustin ont présenté un amendement n° 8 qui tend à compléter le deuxième alinéa de l'article 4 par la phrase suivante :

« Lorsque le domaine public maritime n'est pas relié à la voirie communale, départementale ou nationale, la profondeur de la réserve est étendue dans les limites nécessaires à la construction d'une voie d'accès. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'article 4 permet la création de réserves sur des immeubles privés et définit, selon les cas, la profondeur de ces réserves ; mais il n'est pas prévu, lorsque le domaine public de l'Etat n'est pas relié à la voirie publique, de possibilités de création de réserves permettant la construction de routes de jonction ou d'accès.

C'est pour tenir compte de cette situation que la commission des lois a adopté le texte qui vous est présenté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des travaux publics et des transports. Cet amendement paraît superflu.

Le Gouvernement a eu surtout le souci de n'imposer aucune contrainte nouvelle à la propriété privée, sinon dans la mesure strictement indispensable. S'il est nécessaire de réserver des terrains au-delà de la zone définie par le texte qui vous est soumis, le code de l'urbanisme permettra de disposer des emprises nécessaires à la création des voies publiques d'accès au rivage.

Cette considération m'amène à demander à M. Bustin le retrait de son amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Edmond Garcin. Au nom de M. Bustin, je maintiens l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, l'amendement, mis aux voix par assis et levé, n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 15 tendant à rédiger comme suit la fin de la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 4 :

« ... ; le propriétaire peut demander, dans les conditions prévues à l'article 28 du décret n° 58-1463 du 31 décembre 1958, l'acquisition par l'Etat de l'immeuble réservé. »

M. de Sesmaisons a présenté un sous-amendement n° 16 qui tend, dans le texte proposé par l'amendement n° 15 du Gouvernement, après les mots : « l'acquisition par l'Etat de » à insérer les mots : « tout ou partie de ».

La parole est à M. de Sesmaisons.

M. Olivier de Sesmaisons. Par les intéressants exposés de M. Palméro et de M. Garcin, j'ai appris que, sur certaines rives de la Méditerranée, se manifestaient des abus de la propriété privée qui nuisaient au public et à l'intérêt général. Mais d'autres mers baignent les rivages de notre pays et la disposition du dernier alinéa de l'article 4 peut porter un préjudice certain à des familles que j'ai l'intention de défendre, brièvement d'ailleurs, en soutenant l'amendement que j'ai déposé.

Je désire, en effet, que les mots : « acquisition par l'Etat de l'immeuble » soient remplacés par les mots : « acquisition par l'Etat de tout ou partie de l'immeuble ».

Quelle est la raison de cette modification ? Le fait de constituer une réserve entraîne automatiquement un préjudice. Or, il est de règle d'indemniser celui qui est lésé. Mais je laisserai de côté ce point particulier.

Je considérerai seulement le cas des personnes qui, en bordure de la mer ou sur une falaise, possèdent une habitation, destinée souvent à permettre aux enfants de s'aérer les poumons après leur année scolaire et aux occupants de se reposer à leur travail. La réserve dont il est question peut être importante, puisqu'elle varie de vingt à cinquante mètres ; si elle touche une famille fortunée, la mesure n'a pas grande conséquence, car c'est la vue de la mer qui intéresse cette famille.

Comme elle a des disponibilités, elle trouvera ailleurs ce qu'il lui faut. En revanche, une famille modeste, aux moyens limités et qui a besoin de disponibilités, se verrait infliger un préjudice considérable.

M. le ministre des travaux publics nous dit : l'Etat sera là pour acheter le terrain. A quoi je réponds que la famille peut avoir intérêt à conserver sa maison pour la santé des enfants.

Je demande donc qu'il n'y ait pas obligation d'acheter tout le terrain, mais seulement une partie si la famille le désire. Tel est l'objet de mon amendement.

Etant donné la cause que je défends, je demande à M. le ministre des travaux publics de se montrer aussi bienveillant pour la famille qu'il l'a été tout à l'heure quand il m'a répondu au sujet des travaux faits par les collectivités locales et les syndicats au profit de l'agriculture.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je ne peux pas suivre M. de Sesmaisons, car il est nécessaire de réserver à l'Etat la faculté d'exproprier la totalité du terrain qu'il a jugé utile d'acquérir. C'est pourquoi il est fait référence à l'article 28 du décret du 31 décembre 1958.

Toutefois, lorsqu'il n'y a pas expropriation mais acquisition à l'amiable, le vendeur aura toujours la latitude d'offrir la totalité ou une partie seulement de sa propriété.

Je demande donc à l'Assemblée de repousser le sous-amendement n° 16 de M. de Sesmaisons et d'adopter l'amendement n° 15 du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. de Sesmaisons, pour répondre au Gouvernement.

M. Olivier de Sesmaisons. Monsieur le ministre, je vais pouvoir vous donner satisfaction puisque vous me donnez satisfaction.

Vous parlez d'expropriation pour cause d'utilité publique. Je n'ai pas visé ce cas. Il est normal, en effet, que si l'intérêt général l'exige, l'Etat prenne une propriété par le jeu de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Ce qui m'intéresse c'est que si, par suite d'une réserve, vous stérilisez un terrain, le propriétaire de ce terrain, qui peut avoir besoin d'argent, puisse le vendre en tout ou en partie.

Vous dites que, s'il n'y a pas expropriation pour cause d'utilité publique, la chose est possible. Mon amendement est donc sans objet, son seul but ayant été de me permettre de vous poser la question devant l'Assemblée. Vous venez de répondre avec beaucoup d'élégance. Vos paroles figureront au *Journal officiel*. En cas de besoin, il pourra y être fait référence.

Ayant ainsi satisfaction, je retire mon sous-amendement.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je remercie M. de Sesmaisons.

M. le président. Le sous-amendement n° 16 de M. de Sesmaisons étant retiré, je demande l'avis de la commission sur l'amendement n° 15 du Gouvernement.

M. le rapporteur. La commission, prenant acte du retrait du sous-amendement n° 16, accepte l'amendement n° 15 proposé par le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15 présenté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 2 dont j'étais saisi par M. de Sesmaisons devient ainsi sans objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 modifié par les amendements adoptés.

(L'article 4 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5. — Seront punis d'une amende de 1.500 à 150.000 F ceux qui, après notification de la réserve de terrain et sauf autorisation régulièrement accordée, auront exécuté des travaux de construction sur un terrain réservé. »

« Le tribunal pourra ordonner la démolition des constructions irrégulières dans un délai qu'il déterminera. »

« A l'expiration de ce délai, la démolition pourra être exécutée d'office aux frais du condamné. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5, mis aux voix, est adopté.)

[Article 6.]

M. le président. « Art. 6. — Des décrets en Conseil d'Etat fixeront les modalités d'application de la présente loi. »

Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à discussion commune.

Le premier, n° 9, présenté par M. le rapporteur, au nom de la commission, et M. Palmero tend à compléter cet article par les mots suivants : « et détermineront notamment le régime des concessions et permissions accordées sur le domaine public maritime ».

Le deuxième amendement, n° 1, présenté par M. Catroux, tend à compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« En particulier, pour l'exploitation des plages et des bains de mer, qui est d'intérêt général, le Gouvernement sera tenu de publier dans les trois mois, un décret fixant le régime spécial des conditions d'occupation des lais et relais de mer ou toute autre partie du rivage appartenant au domaine public par des établissements de plage ou bains de mer.

« Le texte devra prévoir une durée suffisante pour les concessions, afin de permettre l'amortissement normal des installations, et la procédure d'adjudication après vérification de la compétence et de la moralité professionnelle des candidats. »

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir son amendement n° 9.

M. le rapporteur. La commission a été d'avis d'adopter l'amendement n° 9 proposé par M. Palmero. Elle a rejeté, en revanche, l'amendement proposé par M. Catroux car elle estime que l'approbation donnée à l'amendement de M. Palmero donne, par là même, satisfaction à M. Catroux.

M. le président. La parole est à M. Catroux.

M. Diomède Catroux. Mes chers collègues, je me rallierais volontiers à la formule proposée à l'article 6 par la commission sur l'initiative de M. Palmero, si je ne craignais qu'elle ne se heurte à un état de fait.

En effet, il existe déjà un régime des concessions et permissions accordées sur le domaine public maritime, et l'innovation que veut introduire la commission risque d'être sans effet quant à l'amélioration des conditions du tourisme, de l'exploitation des établissements balnéaires et de l'aménagement des installations.

Je demande l'avis de M. le ministre des travaux publics et des transports, et selon sa position, nous prendrons soit la formule adoptée par la commission, soit celle que je propose si la commission en est d'accord.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Le Gouvernement rendra un jugement de Salomon à rebours puisqu'il repoussera les deux amendements.

En effet, l'objet du projet de loi est de modifier et d'étendre la consistance du domaine public maritime. Ce domaine public demeure régi, en ce qui concerne les concessions et permis d'occupation, par les règles générales fixées pour l'ensemble du domaine public par le code du domaine de l'État, règles qu'il ne paraît pas nécessaire de modifier comme conséquence de l'intervention de la loi.

Ce serait une redondance que de dire que des textes subséquents détermineront le régime des concessions et des permissions accordées sur le domaine public maritime, puisqu'il est déjà réglementé et qu'il n'y a pas lieu d'imposer au Gouvernement de prendre de nouvelles dispositions en la matière.

Je ne vois pas en effet pourquoi les dispositions du code des domaines ne seraient pas appliquées à la partie nouvellement incorporée au domaine public du fait de l'extension que nous vous proposons.

M. le président. La parole est à M. Catroux, pour répondre au Gouvernement.

M. Diomède Catroux. Je comprends fort bien le point de vue du Gouvernement et j'admets sa thèse, mais, étant donné la nouvelle législation qui tend à faire passer du domaine privé au domaine public un certain nombre d'alluvions, de lais et de relais de la mer, le régime des concessions en vigueur est trop étroit et pour un certain nombre de plages de la Méditerranée, notamment, s'il n'existe pas de concession de longue durée, s'il n'y a pas de la part du Gouvernement la volonté d'aider l'implantation d'installations balnéaires, aucune société privée ne pourra s'engager dans des dépenses souvent considérables et procéder à des installations.

Partis d'un texte apparemment anodin destiné à régler des contestations d'attribution entre les tribunaux administratifs et les tribunaux judiciaires en matière de contraventions de voirie sur le domaine public ou sur le domaine privé, nous attendons du Gouvernement qu'il veuille bien nous donner, en étendant les possibilités que lui offre ce texte, les moyens d'obtenir des conditions favorables au développement de l'équipement touristique.

M. le ministre des travaux publics et des transports a eu encore récemment la charge du tourisme ; le tourisme n'a d'ailleurs eu qu'à s'en louer. J'espère qu'aujourd'hui il n'oubliera pas ses anciennes responsabilités.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

Le ministre des travaux publics et des transports. Je veux rassurer M. Catroux qui a bien compris l'esprit de mon intervention.

Le régime des concessions est d'ores et déjà modifié, puisqu'une circulaire du 18 avril 1962 du ministère des finances a autorisé les Domaines à consentir des concessions jusqu'à dix-huit ans, alors qu'antérieurement la durée des concessions était limitée à neuf ans.

Je ne peux pas maintenant vous garantir un nouvel allongement de la durée des concessions, car il faudrait consulter M. le ministre des finances. Il me semble évident cependant que la tendance sera d'accroître cette durée et le délai de vingt-cinq ans me paraît raisonnable.

Après ces précisions, je crois que les objections de M. Catroux sont levées et que son amendement pourrait être retiré. Je lui confirme que l'intention du Gouvernement est bien de favoriser les opérations qu'il préconise. Le texte de loi proposé vise non seulement à une remise en ordre du domaine public maritime, mais aussi et surtout à favoriser le développement de l'équipement touristique sur les bords de mer.

Telle est la raison profonde du dépôt du projet ; je suis persuadé que vous en avez la conviction après l'intéressant débat de cet après-midi.

M. le président. La parole est à M. Catroux.

M. Diomède Catroux. Je retire volontiers mon amendement. Je prends acte des déclarations de M. le ministre des travaux publics et je l'en remercie. La position qu'il prend sera très utile à l'aménagement des plages de la Côte d'Azur, de l'Atlantique et de la mer du Nord.

M. le président. La parole est à M. Palmero.

M. Francis Palmero. En réalité, l'amendement que j'avais déposé à la commission des lois constitutionnelles était semblable à celui de M. Catroux et c'est dans un esprit de conciliation que je m'étais rallié à la formule que M. le rapporteur vient de présenter.

Ainsi que je l'ai expliqué à la tribune, il y a un instant, nous souhaitons l'établissement d'un véritable code des droits et des devoirs des exploitants de plage et j'aimerais, à ce sujet, que M. le ministre confirmât ses intentions — il vient d'ailleurs de le faire en partie — mais surtout en ce qui concerne les propositions de loi qui ont été déposées tant par mes collègues députés du Var que par moi-même, précisément au sujet du sort qui sera réservé, à l'avenir, aux exploitants de plage. Je considère d'ailleurs que le projet actuel est déjà une première étape vers la réforme de ce régime des plages.

Si M. le ministre veut bien nous dire que la question n'est pas abandonnée mais que l'on cherchera, dans les mois à venir, à établir un régime plus valable à l'égard de cette profession, je retirerai également mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Monsieur Palmero, vous reconnaissez avec moi que les dispositions dont il s'agit sont du domaine réglementaire. Je tiens compte de vos observations. J'en ferai part à M. le ministre des finances, de façon que nous examinions sur quelle base nous pouvons établir les textes dont vous souhaitez l'intervention.

M. Francis Palmero. Je vous remercie, monsieur le ministre, et je retire mon amendement.

M. le président. Monsieur le rapporteur, acceptez-vous également de retirer l'amendement n° 9 ?

M. le rapporteur. La commission des lois constitutionnelles suit M. Palmero et retire l'amendement.

M. le président. Les amendements n° 9 et n° 1 sont retirés. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.
(L'article 6, mis aux voix, est adopté)

[Article 7.]

M. le président. « Art. 7. — La présente loi n'est pas applicable aux départements d'outre-mer. »

M. Lenormand a présenté un amendement n° 14 tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Dans les territoires d'outre-mer, les assemblées territoriales prennent des délibérations portant réglementation territoriale en matière de zone maritime. »

La parole est à M. Lenormand.

M. Maurice-Henry Lenormand. Mesdames, messieurs, le projet de loi en discussion a pour objet de permettre l'amélioration et le développement de l'industrie touristique en métropole par

le transfert au domaine public d'une partie du domaine de l'Etat.

Mais les mêmes nécessités existent dans les territoires d'outre-mer. Dans ces territoires où la zone qualifiée de « maritime » comprend à la fois les cinquante pas géométriques situés sur le rivage de la mer et les îles et îlots, il serait utile que les assemblées territoriales, pour favoriser le développement du tourisme, puissent assurer la gestion et l'administration de cette zone maritime, comme elles le font pour les terres vacantes et sans maître qui viennent du domaine de l'Etat.

Je rappelle que la zone maritime, par suite du silence de la loi-cadre, semble être restée dans le domaine privé de l'Etat, alors que les terres vacantes et sans maître, qui faisaient également partie du domaine privé de l'Etat, ont été placées, dans les territoires d'outre-mer, sous la gestion des assemblées territoriales.

Il serait donc utile, pour permettre là, comme en métropole, de favoriser le développement de l'industrie touristique, d'inclure dans les attributions des assemblées territoriales la gestion et l'administration de cette zone maritime, c'est-à-dire des cinquante pas géométriques ainsi que des îles et îlots.

La législation qui régissait autrefois les territoires d'outre-mer n'établissait pas de distinction entre les deux domaines, tandis que la loi-cadre de 1958 a distingué un domaine de l'Etat et un domaine des territoires.

Le domaine public, qui était domaine de l'Etat, est devenu domaine des territoires ; quant au domaine privé de l'Etat il est devenu le domaine privé des territoires en ce qui concerne les terres vacantes ; mais la loi est restée silencieuse en ce qui concerne les îles et îlots, les lais et relais de la mer et on peut ajouter le sol et le sous-sol de la mer.

De ce fait, actuellement, aucun organe ne peut décider de l'aménagement de cette zone et prendre des décisions qui ne seraient pas contestables et les entreprises privées qui souhaiteraient installer des hôtels ou aménager des plages n'osent pas risquer des investissements importants, car elles redoutent les conséquences juridiques d'une contestation sur l'origine de la propriété.

Une note, qui a été remise à la commission des territoires d'outre-mer par des services compétents, indiquait qu'un projet de loi était à l'étude dans les services. Si ce projet permettait le transfert de propriété du domaine de l'Etat au domaine des territoires la question serait résolue. C'est elle que je soulève aujourd'hui. Si M. le ministre pouvait me donner cette assurance, ce nouveau projet de loi déposé après le vote de celui que nous discutons aujourd'hui permettrait aux territoires d'outre-mer et à leur économie de bénéficier des mêmes avantages que nous allons accorder aux départements de la métropole.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des travaux publics. Nous avons eu avec M. Lenormand, en commission, un échange de vues assez étendu sur ce problème. Nous sommes arrivés, l'un comme l'autre, à la conclusion qu'il était sans aucun doute très difficile d'étendre le projet de loi aux territoires d'outre-mer. La Constitution impose en effet la consultation préalable de l'assemblée territoriale.

Je crois pouvoir promettre à M. Lenormand que le Gouvernement déposera un projet de loi sur le sujet qui l'intéresse après avoir effectivement consulté les assemblées territoriales et, dans ces conditions, je pense que l'amendement pourrait être retiré.

M. le président. Quel est l'avis de la commission.

M. le rapporteur. En fait, M. Lenormand n'avait pas présenté son amendement devant la commission, se réservant d'obtenir des explications de M. le ministre des travaux publics, avant de prendre une position définitive. Dans ces conditions, la commission ne peut que laisser l'Assemblée juge de sa décision.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Lenormand ?

M. Maurice-Henry Lenormand. Puisque M. le ministre vient de me donner satisfaction en m'indiquant que les assemblées territoriales seront consultées et comme je ne doute pas qu'elles seront de mon avis, c'est-à-dire pour le transfert, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 14 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7.

(L'article 7, mis aux voix, est adopté.)

[Article 1° (suite).]

M. le président. L'article 1° avait été réservé. J'en rappelle les termes :

« Art. 1°. — Sont incorporés, sous réserve des droits des tiers au domaine public maritime :

« a) Le sol et le sous-sol de la mer territoriale.

« Cette incorporation ne porte pas atteinte aux polices qui s'exercent dans les eaux territoriales.

« b) Les lais et relais futurs et, sous réserve de dispositions contraires d'actes de concession, les accroissements artificiels futurs du rivage de la mer. »

Le Gouvernement a opposé l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 12 (rectifié) présenté par MM. Palmero et René Pleven, tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Les accroissements artificiels résultant de travaux ou ouvrages réalisés aux frais exclusifs des collectivités locales ou de sociétés d'économie mixte agissant pour leur compte, sont concédés d'office et gratuitement à ces collectivités. »

Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. Jean-Paul Palewski, président de la commission des finances. L'article 40 de la Constitution est applicable.

M. le président. L'article 40 étant déclaré applicable, l'amendement n° 12 rectifié n'est pas recevable.

La parole est à M. Pleven.

M. René Pleven. Monsieur le président, je suis trop respectueux des prérogatives de la présidence de l'Assemblée et de la présidence de la commission des finances pour discuter l'application de l'article 40 de la Constitution dont je rappelle pourtant qu'il est ainsi conçu :

« Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. »

J'estimais que notre amendement ne tombait pas sous le coup de cet article, car, incontestablement, il ne crée ni n'aggrave une charge publique et il ne pouvait avoir pour conséquence une diminution d'une ressource publique puisque celle-ci n'existe pas au moment où nous discutons le projet de loi.

La jurisprudence établie aujourd'hui est très importante parce qu'elle rend l'article 40 applicable à des recettes non encore existantes et je tenais à le souligner.

Maintenant, je ne conteste pas une décision qui a été prise avec l'avis de la commission des finances, c'est-à-dire conformément à l'article 98 du règlement. Je m'incline, laissant aux juristes le soin de discuter de cette jurisprudence.

J'ai donc rédigé de façon différente un amendement que je viens de déposer sur le bureau de la présidence. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et des groupes socialiste et communiste.)

M. le président. Je suis en effet saisi d'un amendement n° 17, présenté par MM. Palmero et René Pleven, qui tend à compléter l'article 1° par les deux alinéas suivants :

« Priorité sera accordée aux collectivités locales ou aux sociétés d'économie mixte agissant pour leur compte pour la concession des accroissements artificiels résultant de travaux ou d'ouvrages réalisés aux frais exclusifs des collectivités. »

« Les termes de la concession tiendront compte des frais et risques supportés par les collectivités intéressées. »

La parole est à M. Palmero.

M. Francis Palmero. Cet amendement se justifie par son texte même.

Il ne peut pas être plus conciliant. En réalité, il ne fait que corroborer ce qui se passe chaque fois que des travaux de cette importance sont entrepris.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je le répète : les accroissements artificiels résultant de travaux ou d'ouvrages réalisés aux frais des collectivités locales auront été faits en vertu de conventions intervenues entre elles et l'Etat aux termes desquelles les questions de priorité, comme celles qui sont soulevées, auront été réglées.

Au surplus la question posée est du domaine réglementaire.

Je ne vois finalement pas ce que l'amendement apporte de nouveau, à moins qu'il ne comporte une intention cachée que j'aimerais connaître.

M. le président. La parole est à M. Pleven pour répondre au Gouvernement.

M. René Pleven. Ce texte ne comporte aucune arrière-pensée. Je tiens à en donner l'assurance à M. le ministre des travaux publics.

Il tend à constituer une orientation pour l'administration qui saura, lorsqu'elle devra discuter dans une circonstance de ce genre des termes de la concession, qu'elle doit tenir compte des risques et des dépenses engagées par la collectivité locale.

Je reconnais que cet amendement a beaucoup moins de portée que le précédent mais je suis tenu par les limites de l'article 40 et je vous demande de me faciliter une retraite honorable. *(Sourires.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics et des transports.

M. le ministre des travaux publics et des transports. Je laisserai, pour ma part, l'Assemblée juger.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission, qui avait donné son approbation au premier amendement présenté par MM. Pleven et Palmero, la renouvellera pour cette seconde rédaction.

M. Roger Souchal. Je demande la parole, pour répondre à la commission.

M. le président. La parole est à M. Souchal.

M. Roger Souchal. Je poserai une question qui, en fait, s'adresse plutôt à M. Pleven.

L'expression, « Priorité sera accordée aux collectivités locales... » pourrait laisser sous-entendre que lorsqu'un organisme privé aurait eu l'initiative de l'idée, une priorité pourrait être accordée à la collectivité aux dépens de cet organisme privé.

Est-ce là la portée de votre amendement, monsieur Pleven ?

M. René Pleven. Mon cher collègue, il y a une très grande différence, comme vous le savez, entre les idées et les réalisations.

Si vous longez les côtes françaises, vous rencontrerez, à tous les points de la côte, des hommes qui ont eu des idées : celui-ci a eu l'idée de barrer un chenal, celui-ci a eu l'idée de rejoindre deux îles, celui-là a eu l'idée de créer un isthme.

Mais je ne crois pas que cela puisse lui donner un droit quelconque car, ce qui est important, c'est de prendre les risques et de fournir le financement.

Tout ce que je défends, dans cette affaire, c'est l'initiative des collectivités. Ce que je cherche, c'est à encourager les collectivités à prendre des initiatives et à leur donner l'assurance que, les ayant prises, elles ne se verront pas dépouillées du prix de leurs efforts.

C'est tout le sens de mon amendement. *(Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et des groupes socialiste et communiste.)*

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je veux tout de même présenter une observation et rappeler qu'il est bien précisé, dans le texte initial du Gouvernement, qu'une discussion des concessions aura lieu avant même que soient entrepris les travaux.

Il est donc bien évident qu'avant d'entreprendre des travaux, une municipalité, une collectivité locale ou une société d'économie mixte se seront fait couvrir par un acte de concession, acte de concession qui tiendra compte des modalités de la concession et, notamment, du prix à verser, précédemment débattus.

C'est là un point que je tenais à rappeler.

M. le président. La parole est à M. Catroux, pour répondre à la commission.

M. Diomède Catroux. Monsieur Pleven, votre amendement, tel qu'il est modifié, s'insère mal dans l'article 1^{er}.

En effet, celui-ci vise à donner une définition. Il dispose : « Sont incorporés, sous réserve des droits des tiers au domaine public maritime... » Puis, brusquement s'ajouterait un amendement ayant trait à un régime de concession aux collectivités locales.

L'amendement proposé ne doit pas, selon moi, figurer à l'article 1^{er}, mais bien plutôt à l'article 2 ou à l'article 3.

M. le président. Monsieur Catroux, l'article 1^{er} a été réservé pour que la commission des finances fasse connaître son avis sur l'applicabilité, à un amendement, de l'article 40 de la Constitution.

Les autres articles du projet ont déjà été votés par l'Assemblée.

M. Diomède Catroux. Dans ces conditions, le texte n'aura pas de sens !

M. le président. Monsieur Catroux, l'amendement en discussion ne peut être présenté qu'à l'article 1^{er} et ne saurait porter sur d'autres articles déjà votés par l'Assemblée.

Monsieur Pleven, maintenez-vous votre amendement ?

M. René Pleven. Oui, monsieur le président.

M. Diomède Catroux. Croyez-moi, cela peut soulever des difficultés juridiques sans fin.

Je pense qu'il serait préférable que cet amendement fasse l'objet d'un article additionnel.

M. le président. Il ne m'a pas été présenté comme tel, monsieur Catroux.

La parole est à M. Pleven.

M. René Pleven. Je rappelle à M. Catroux que l'article 1^{er} se termine par l'alinéa que voici :

« b) Les lais et relais futurs et, sous réserve de dispositions contrares d'actes de concession, les accroissements artificiels futurs du rivage de la mer. »

Or mon amendement porte essentiellement sur le statut des accroissements artificiels futurs du rivage de la mer provoqués par des travaux ou par des ouvrages construits aux frais des collectivités locales.

Il est donc logique qu'il se rattache à l'alinéa b) de l'article 1^{er}.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17, présenté par MM. Palmero et Pleven, accepté par la commission, le Gouvernement laissant l'Assemblée juger.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 1^{er} ainsi modifié.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 7 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des finances et des affaires économiques un projet de loi ratifiant le décret n° 63-635 du 3 juillet 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 423, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 8 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Louis Vallon, rapporteur général, un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale (n° 226).

Le rapport sera imprimé sous le n° 420 et distribué.

J'ai reçu de M. Lecornu un rapport fait, au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi adoptée avec modification par le Sénat dans sa deuxième lecture tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux (n° 233).

Le rapport sera imprimé sous le n° 421 et distribué.

J'ai reçu de M. Heitz un rapport d'information fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur le vieillissement de la population active agricole et le sous-emploi en agriculture.

Le rapport d'information sera imprimé sous le n° 422 et distribué.

J'ai reçu de M. Salardaine un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales tendant à l'abrogation de l'article 31 de la loi n° 53-285 du 4 avril 1953 interdisant le cumul d'une pension militaire proportionnelle avec un traitement aux anciens militaires inscrits au registre de l'aéronautique civile (n° 129).

Le rapport sera imprimé sous le n° 424 et distribué.

J'ai reçu de M. Mer un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956 (n° 133).

Le rapport sera imprimé sous le n° 425 et distribué.

— 9 —

DEPOT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. Richet un avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi relatif au domaine public maritime (n° 62).

L'avis sera imprimé sous le n° 419 et distribué.

— 10 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 5 juillet, à quinze heures, séance publique :

Questions orales avec débat.

Question n° 2336. — **M. Boscary-Monsservin**, retenant que les prix agricoles français sont, pour la plupart des produits, inférieurs à la moyenne européenne, et que, dans le cadre de la politique agricole commune, est actuellement en discussion le règlement concernant les critères qui doivent être observés lors de la fixation des prix indicatifs pour les produits agricoles, demande à **M. le ministre de l'Agriculture** : 1° quelles mesures il entend prendre pour harmoniser les prix français avec les prix européens ; 2° quelle position a défendu et défendra le représentant de la France au sein du conseil des ministres européens sur le règlement concernant les critères qui doivent être observés lors de la fixation des prix indicatifs pour les produits agricoles.

Question n° 3464. — **M. Bourdellès** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que les cours de la « pomme de terre primeur » à la production se sont effondrés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, d'extrême urgence, en faveur de ces producteurs si gravement lésés.

Question n° 3629. — **M. Commenay** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** quelles mesures il compte prendre dans l'immediat pour mettre un terme à la crise qui affecte les dix mille gemmeurs de la forêt des Landes de Gascogne. Il ne semble pas, en effet, que la dotation consentie au fonds de compensation soit susceptible de combler l'insupportable réduction de plus du quart, subie depuis 1961 par les salaires des gemmeurs. De plus, il lui demande de préciser : 1° si le Gouvernement entend à l'avenir maintenir la production de la gemme et assurer aux travailleurs de la forêt un juste salaire ; 2° s'il est décidé à protéger cette production contre la concurrence étrangère.

Question n° 3795. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que la politique d'importation pratiquée par le Gouvernement en matière de fruits et légumes a provoqué un effondrement des cours de ces produits dans les régions productrices, en particulier en ce qui concerne les pommes de terre et les tomates. Il lui demande : 1° quelles ont été les quantités de ces produits récemment importées ; 2° quelles mesures il compte prendre pour assurer aux producteurs, déjà durement frappés par les rigueurs d'un hiver exceptionnel, des prix rémunérateurs.

Question n° 3796. — **M. Privat** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** quelle politique il entend suivre pour venir en aide aux producteurs de primeurs et de fruits dont les cours s'effondrent étant donné les importations admises par le Gouvernement.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures cinquante minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. de Grailly a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 14 juin 1962, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (n° 355).

M. Zimmermann a été nommé rapporteur de la proposition de loi de Mme Hauteclouque relative à l'exécution des condamnations pour abandon de famille (n° 369).

M. Hoguet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Boscher et Calmejane tendant à la revalorisation des assurances dotales (n° 374).

M. de Grailly a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Fanton et plusieurs de ses collègues tendant à faire présider les conseils de prud'hommes par un magistrat (n° 376).

M. Baudouin a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Fanton tendant à modifier certaines dispositions relatives à la responsabilité des gérants et associés des sociétés à responsabilité limitée dans le cas de faillite ou de liquidation judiciaire (n° 377).

M. Hoguet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Karcher et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des rentes viagères constituées entre particuliers (n° 378).

M. Krieg a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Radius tendant à rendre obligatoire l'emploi de verres trempés dans la fabrication d'objets susceptibles de provoquer des accidents (n° 385).

M. Zimmermann a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Radius relative aux conditions de location des immeubles en construction (n° 387).

M. Trémollières a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Pasquini et plusieurs de ses collègues tendant à apporter réparation à certains dommages subis au cours des récents événements par les Français d'Algérie (n° 389).

M. Le Gallo a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Privat et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 397).

M. Neuwirth a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Becker relative aux règles de piégeage des oiseaux rapaces (n° 399).

M. Delachenal a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Guillon et plusieurs de ses collègues tendant à titulariser dans les emplois permanents des administrations de l'Etat les agents et ouvriers de l'Etat, contractuels ou auxiliaires, invalides de guerre à 100 p. 100 (n° 404).

M. Fanton a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris (n° 405).

M. Massot a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Voilquin, Charvet et Roger Julien, tendant à l'organisation de l'expertise judiciaire (n° 406).

M. Brousset a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Jamot, Georges Bourgeois et Chapalain, tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du code de l'administration communale (n° 408).

Ordre du jour établi par la conférence des présidents.

(Réunion du mercredi 3 juillet 1963.)

M. le président de l'Assemblée nationale a convoqué pour le mercredi 3 juillet 1963 la conférence des présidents constituée conformément à l'article 48 du règlement.

En conséquence, la conférence des présidents s'est réunie et a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 12 juillet 1963 inclus :

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement :

Jeudi 4 juillet 1963, après-midi :

Discussions :

De la proposition de loi de M. Guena tendant à modifier l'article 1147 du code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle (n° 170-304) ;

Du projet de loi autorisant la ratification de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956 (n° 133) ;

Du projet de loi ratifiant le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie (n° 135-358) ;

Du projet de loi relatif au domaine public maritime (n° 62-418).

Mardi 9 juillet 1963, après-midi et soir et mercredi 10 juillet, après-midi jusqu'à 18 heures :

Discussion du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale (n° 226).

Le débat étant organisé comme suit :

Orateurs inscrits dans la discussion générale, 10 minutes chacun.

Orateurs inscrits sur les articles, 5 minutes chacun.

Orateurs intervenant sur les amendements, 3 minutes chacun.

Le vote sur l'ensemble devant intervenir au plus tard le mercredi 10 juillet, à 18 heures.

La liste des orateurs inscrits dans la discussion générale sera close mardi 9 juillet, à 15 heures.

Mercredi 10 juillet 1963, après-midi à partir de 18 heures et soir,

Jeu­di 11 juillet, après-midi, et éventuellement soir :

Discussion du projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises (n° 213).

Le débat étant organisé par répartition du temps entre les groupes et poursuivi jusqu'à son terme.

La liste des orateurs sera close mercredi 10 juillet 1963, à midi.

Éventuellement, après la fin de la discussion du projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises (n° 213),

Discussions :

Du projet de loi organique modifiant les articles 3 et 39, alinéa 2, de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (n° 229) ;

De la proposition de loi de M. Collette relative aux donations mutuelles entre époux et aux clauses de réversibilité (numéros 201-416) ;

En deuxième lecture de la proposition de loi, tendant à instituer un plan de chasse du grand gibier pour créer un nécessaire équilibré agro-sylvo-cynégétique (n° 44).

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents :

Vendredi 5 juillet 1963, à 15 heures :

Cinq questions orales avec débat, celles jointes de MM. Boscary-Monsservin, Bourdellès, Commenay, Philibert et Privat (numéros 2336-3464-3629-3795-3796).

Vendredi 12 juillet 1963, à 15 heures :

Quatre questions orales sans débat, celles de MM. Boisson, Rossi, Pic et Loustau (n° 2489-1942-3153-3213) ;

La question orale avec débat de M. Michel Debré (n° 3628). Le texte de ces questions est reproduit ci-après en annexe.

ANNEXE

QUESTIONS ORALES VISÉES AU PARAGRAPHE II

1° Questions orales avec débat inscrites à l'ordre du jour du vendredi 5 juillet 1963, après-midi :

Question n° 2336. — M. Boscary-Monsservin, retenant que les prix agricoles français sont, pour la plupart des produits, inférieurs à la moyenne européenne, et que, dans le cadre de la politique agricole commune, est actuellement en discussion le règlement concernant les critères qui doivent être observés lors de la fixation des prix indicatifs pour les produits agricoles, demande à M. le ministre de l'Agriculture : 1° quelles mesures il entend prendre pour harmoniser les prix français avec les prix européens ; 2° quelle position a défendue et défendra le représentant de la France au sein du conseil des ministres européens sur le règlement concernant les critères qui doivent être observés lors de la fixation des prix indicatifs pour les produits agricoles.

Question n° 3464. — M. Bourdellès expose à M. le ministre de l'Agriculture que les cours de la « pomme de terre primeur » à la production se sont effondrés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, d'extrême urgence, en faveur de ces producteurs si gravement lésés.

Question n° 3629. — M. Commenay demande à M. le ministre de l'Agriculture quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour mettre un terme à la crise qui affecte les dix mille gemmeurs de la forêt des Landes de Gascogne. Il ne semble pas, en effet, que la dotation consentie au fonds de compensation soit susceptible de combler l'insupportable réduction de plus du quart, subie depuis 1961, par les salaires des gemmeurs. De plus, il lui demande de préciser : 1° si le Gouvernement entend à l'avenir maintenir la production de la gemme

et assurer aux travailleurs de la forêt un juste salaire ; 2° s'il est décidé à protéger cette production contre la concurrence étrangère.

Question n° 3795. — M. Philibert expose à M. le ministre de l'Agriculture que la politique d'importation pratiquée par le Gouvernement en matière de fruits et légumes a provoqué un effondrement des cours de ces produits dans les régions productrices, en particulier en ce qui concerne les pommes de terre et les tomates. Il lui demande : 1° quelles ont été les quantités de ces produits récemment importées ; 2° quelles mesures il compte prendre pour assurer aux producteurs, déjà durement frappés par les rigueurs d'un hiver exceptionnel, des prix rémunérateurs.

Question n° 3796. — M. Privat demande à M. le ministre de l'Agriculture quelle politique il entend suivre pour venir en aide aux producteurs de primeurs et de fruits dont les cours s'effondrent étant donné les importations admises par le Gouvernement.

2° Questions orales inscrites à l'ordre du jour du vendredi 12 juillet 1963, après-midi :

a) Questions orales sans débat :

Question n° 2489. — M. Boisson expose à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement que la généralisation de la quatrième semaine de congés payés ne pourra vraiment être profitable aux travailleurs que si elle est accompagnée d'une série de mesures destinées, d'une part, à fournir aux intéressés les moyens financiers de profiter de ce congé supplémentaire et, d'autre part, à mettre en état l'équipement touristique national pour le rendre apte à recevoir un nombre plus grand de touristes. Il lui demande si, pour atteindre ce double objectif, il envisage de créer une institution spécialisée — sous forme, par exemple, d'un fonds national vacances — qui pourrait être alimentée par une cotisation sur les salaires supportée conjointement par les employeurs et les salariés, serait gérée par les intéressés et aurait essentiellement pour but de résoudre les problèmes de transport, d'hébergement et d'utilisation des loisirs que les progrès techniques permettent d'accorder aux populations laborieuses.

Question n° 1942. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les problèmes budgétaires posés aux petites communes rurales par l'importance croissante du nombre des résidences secondaires. Ces dernières, en effet, entraînent, pour le budget municipal, les mêmes dépenses que les résidences principales, sans que leurs occupants soient décomptés dans la population de la commune pour le versement du minimum garanti de la taxe locale. Il lui demande s'il accepterait que, pour le versement dudit minimum garanti, les résidents secondaires et leurs familles soient recensés au même titre que les habitants de la commune. Enfin, les achats de résidences secondaires diminuent les chances de logement des habitants de ces villages et accélèrent ainsi l'exode rural. Il lui demande, en conséquence, s'il accepterait de se mettre en rapport avec son collègue de la construction pour faire créer un contingent spécial de primes à la construction à réserver aux habitants des régions de résidences secondaires.

Question n° 3153. — M. Pic expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'à la suite des arrêtés des 20 et 30 mai 1963 relatifs au classement judiciaire de certains emplois communaux, une profonde émotion s'est manifestée parmi les personnels intéressés en raison des insuffisances et des injustices existant dans ces nouveaux barèmes ; et que, devant l'incompréhension et la mauvaise volonté du Gouvernement, certaines catégories d'employés municipaux ont été contraintes pour défendre leurs droits à déclencher un mouvement de grève. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications de ces catégories de travailleurs.

Question n° 3213. — M. Loustau expose à M. le ministre de l'Intérieur que le 1^{er} juin 1963 un orage de grêle et d'eau a provoqué, à Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher), des dégâts considérables. De nombreuses habitations sont endommagées, l'installation d'adduction d'eau, dont la canalisation principale a été coupée, nécessite une remise en état urgente, les vignes et les arbres fruitiers sont détruits à 100 p. 100 et le nombre des sinistrés est très important. La ville de Saint-Aignan ne pouvant supporter les charges financières qu'entraîne cette calamité, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour lui venir en aide.

b) Question orale avec débat :

Question n° 3628. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il n'estime pas nécessaire de définir, en liaison avec M. le ministre du travail et ses autres collègues intéressés, une politique démographique correspondant aux exigences nationales.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

3873. — 4 juillet 1963. — M. Eugène Mentel expose à M. le ministre du travail que le conflit de Sud-Aviation, qui durait depuis plus de onze semaines, semblait être heureusement résolu par les accords intervenus entre la direction et les délégués du personnel et rendus publics le 1^{er} juillet 1963; que ces accords, accueillis dans l'enthousiasme par la population toulousaine, prévoyaient la levée du lock-out et la reprise du travail sans aucun licenciement, fixaient à 50 p. 100 la prima d'ancienneté et garantissaient l'octroi d'un pourcentage déterminé d'augmentation et que ces accords, ayant été portés à la connaissance des sept mille ouvriers de Sud-Aviation, de l'opinion publique et de la presse, revêtaient un caractère d'engagement et de promesse solennelle de la part de la direction. Il lui demande: 1^o comment il explique la déconcertante attitude de la direction de Sud-Aviation qui est revenue sur ces accords; 2^o quelles mesures il compte prendre pour confirmer leur validité.

3874. — 4 juillet 1963. — M. Henri Duffaut appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la gravité des événements survenus à Avignon le lundi 1^{er} juillet 1963 et qui ont leur origine dans une mévente des produits agricoles, en particulier des pommes de terre, tomates, pêches, abricots, mévente aggravée par des importations inopportunes. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable et urgent: 1^o d'arrêter les importations; 2^o d'accorder aux producteurs de pommes de terre notamment, sans considération des distances parcourues par les marchandises et à dater de la mi-juin, le concours du fonds de soutien.

3885. — 4 juillet 1963. — M. Cornut-Gentille constate que les déclarations du Gouvernement relatives à la réduction progressive devant aboutir à la suppression des abattements de zone de salaires ont pour effet de donner aux intéressés l'impression que les salaires versés à Paris et en province, à qualification professionnelle égale, devraient être assez rapidement les mêmes. Bien que la discussion des salaires entre les chefs d'entreprises et les salariés soit théoriquement libre, il est patent que le rôle de l'Etat en tant que tuteur des entreprises publiques est considérable en ce domaine. Or, la politique de régionalisation des salaires dont il a été amené à faire état lors d'importants conflits sociaux récents ou en cours, comme celui qui se poursuit à Sud-Aviation, aboutit en fait à une politique inverse de celle que l'opinion ouvrière a l'impression de lui voir mener en matière de zones de salaires. Dans ces conditions, il demande à M. le Premier ministre comment il entend concilier, d'une part, la suppression progressive des abattements de zone légaux et le maintien des écarts des salaires réels et, d'autre part, la politique salariale des entreprises à statut avec celle que la régionalisation des salaires impose aux entreprises privées. L'expérience montre, en effet, que dans les Alpes-Maritimes, pour des catégories professionnelles identiques, l'écart réel de salaire avec la région parisienne se situe aux environs de 10 p. 100, alors que l'abattement légal n'est que de 2,2 p. 100, cet écart pouvant aller jusqu'à 25 p. 100 pour la zone d'abattement de 8 p. 100 ainsi qu'il ressort d'une statistique récente du ministère du travail. Il lui demande également s'il ne pense pas que la situation évoquée met en cause, outre la question des salaires dont la clarification immédiate s'impose, la politique actuelle et future de la décentralisation dont le Gouvernement a si souvent affirmé qu'elle était le fondement de son action.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

3871. — 4 juillet 1963. — M. Scheff expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les familles des victimes de la catastrophe ferroviaire qui a eu lieu à Vitry-le-François le 18 juin 1961 attendent avec une légitime impatience que leur soient accordées les indemnités auxquelles elles ont droit. La plupart de ces familles cruellement éprouvées, et notamment celles qui, depuis plus de deux ans, ont été privées de leur soutien, se trouvent dans une situation tragique. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre de toute urgence afin que ces familles puissent recevoir dès maintenant, et sans attendre que soient connus tous les résultats de l'enquête, une indemnisation partielle et que, dans un avenir prochain, lorsque les causes de la catastrophe auront été déterminées, leur soit accordée l'indemnisation totale du grave dommage qu'elles ont subi.

3872. — 4 juillet 1963. — M. Billoux expose à M. le ministre du travail que l'article 31 X du livre 1^{er} du code du travail édicte: « La commission supérieure des conventions collectives est chargée d'étudier la composition du budget type servant à la détermination du salaire minimum interprofessionnel garanti » et que c'est donc en violation de cette disposition légale que, le 28 juin, la commission supérieure des conventions collectives a été appelée à « entériner » la décision, prise antérieurement par le conseil des ministres et

communiquée officiellement à la presse, portant dans la zone sans abattement le montant horaire du salaire minimum interprofessionnel garanti de 1.806 francs à 1.882 francs à compter du 1^{er} juillet 1963. Il souligne que tous les représentants des organisations syndicales: C. G. T., C. G. T.-F. O., C. F. T. C. et C. G. C., ainsi que les représentants de l'union nationale des associations familiales ont protesté ensemble contre de telles méthodes et ont déclaré notamment que « sans préjuger du fond, il ne leur était pas possible de formuler un avis dans la forme où le problème leur a été posé ». Ils ont réclamé en outre « la réunion la plus rapidement possible de la commission supérieure des conventions collectives pour élaborer le budget type ». Il observe, d'autre part, que pour retrouver son pouvoir d'achat de 1950, le salaire minimum interprofessionnel garanti aurait dû être relevé à 2,35 francs et que, conformément à l'avis en date du 21 mars 1961 du Conseil économique et social, il aurait dû être fixé à un taux identique pour toutes les professions et sans abattement de zone. En conséquence, il lui demande: 1^o quelle justification le Gouvernement peut-il donner de sa violation des dispositions de l'article 31 X du livre 1^{er} du code du travail; 2^o à quelle date il a l'intention de convoquer la commission supérieure des conventions collectives en vue d'établir la composition du budget type servant à la détermination du S. M. I. G.; 3^o à quelle date il envisage de supprimer enfin les injustes abattements de zone.

3875. — 4 juillet 1963. — M. Etienne Fajon expose à M. le ministre du travail que la réponse qu'il a faite au Journal officiel du 14 juin 1963 à sa question écrite n° 2847 ne peut donner satisfaction aux travailleurs de l'entreprise en cause. Si les violations caractérisées de la loi du 16 avril 1946 fixant le statut des délégués du personnel ne sont pas niées quant au fond, s'il est dit que « la situation existant dans l'entreprise a retenu depuis longtemps l'attention des services de l'inspection du travail », s'il est fait état de tentatives de conciliation de l'inspection du travail qui « se sont heurtées aux objections de la direction de l'entreprise », on est fondé à s'interroger sur les raisons pour lesquelles ne sont pas appliquées à cette direction les sanctions pénales prévues par l'article 18 modifié de la loi du 16 avril 1946. D'autre part, la direction de cette usine d'automobiles viole impunément les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 puisqu'elle s'oppose à la gestion et entrave le contrôle par le comité d'entreprise des œuvres sociales en même temps qu'elle refuse de consulter dans l'ordre économique le comité d'entreprise. Enfin, elle n'applique pas certaines dispositions de la convention collective et notamment son article 3. En un mot, elle se comporte comme si elle était au-dessus des lois. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour contraindre enfin, par les moyens que lui donne la loi, la direction de cette entreprise à appliquer les dispositions législatives et réglementaires relatives aux délégués du personnel, aux comités d'entreprise et aux conventions collectives de travail.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement:

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

3876. — 4 juillet 1963. — M. Martel expose à M. le ministre de l'industrie que les trois mines de fer d'Aachen, Aubrives et Langenberg doivent être fermées avant le 1^{er} août 1963 et que 400 mineurs sont menacés de licenciement. Il lui demande, conformément à la volonté des mineurs et de leurs familles, soutenus par le comité de défense du bassin ferrifère de Lorraine, les dispositions qu'il compte prendre avant le 15 juillet pour rejeter les licenciements envisagés et refuser la fermeture des mines ci-dessus visées.

3877. — 4 juillet 1963. — M. Robert Bellanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1^o que l'article 156, II, du code général des impôts prévoit que les intérêts des emprunts contractés par un contribuable pour faire apport à un organisme de construction dans le cadre de sa participation à une opération de location-vente ou de location-attribution sont déductibles pour la détermination du revenu imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques; 2^o que l'article 31 du code général des impôts dispose que le montant des intérêts des dettes contractées pour l'acquisition ou la construction d'un immeuble est déductible pour la détermination du revenu net foncier; 3^o qu'il semble résulter d'une note de la direction générale des contributions directes, en date du 21 août 1957, que les primes à la construction ne constituent pas un revenu de l'immeuble auquel elles s'appliquent et que si un particulier, bénéficiaire de la prime à la construction, contracte un emprunt en vue de la construction de son immeuble il peut comprendre dans les charges déductibles pour la détermination du revenu foncier afférent à cet immeuble le montant total des

intérêts annuels dus à l'établissement prêteur avant imputation de la prime à la construction. Or, ces textes ne sont pas toujours interprétés de la même façon. C'est ainsi que les deux propriétaires de deux « logécos » présentant exactement les mêmes caractéristiques, mais situés dans deux communes différentes de Seine-et-Oise, ne sont pas autorisés à déduire les mêmes charges. Dans une localité, la déduction des intérêts versés au Sous-comptoir des entrepreneurs et des frais financiers bancaires est admise. Dans l'autre, la déduction est calculée en multipliant le montant des intérêts par 2,14545. Il lui demande quel est le régime fiscal applicable aux copropriétaires des « logécos », notamment en matière de charges déductibles.

3878. — 4 juillet 1963. — **M. Lamps** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la circulaire du 20 mai 1963 a majoré les horaires hebdomadaires des professeurs de collèges d'enseignement général en fixant un minimum de service de vingt-quatre heures par semaine. Auparavant déjà, la circulaire du 5 août 1957 avait autorisé de déroger au maximum de service fixé par le décret du 25 mai 1950 et la circulaire du 1^{er} décembre 1950 à dix-huit heures par semaine. Cette circulaire de 1957 avait permis d'établir pratiquement le service hebdomadaire des professeurs de collèges d'enseignement général entre dix-huit heures et un maximum de vingt-quatre heures. En introduisant la notion de minimum de service hebdomadaire et en le fixant à vingt-quatre heures, la circulaire du 20 mai 1963 crée un précédent dangereux pour tous les ordres d'enseignement. Elle est préjudiciable non seulement aux professeurs, privés de toute possibilité de parfaire leur culture personnelle, mais également aux élèves de collèges d'enseignement général (cours moins bien préparés; devoirs moins nombreux ou moins bien corrigés, etc.). Il lui demande s'il entend abroger les dispositions de la circulaire du 20 mai 1963, et s'il compte : a) substituer, pour l'immédiat, le mot « maximum » au terme « minimum » ; b) créer des postes de C. E. G. en nombre suffisant pour que les maîtres de C. E. G. assurent au maximum vingt et une heures de service.

3879. — 4 juillet 1963. — **M. Barnaudy** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes** sur la situation des fabricants et négociants qui étaient exportateurs de produits en Algérie avant les accords d'Evian et qui, par suite des événements, ne sont pas en mesure de recouvrer leurs créances publiques ou privées, étant le plus souvent sans nouvelles de leurs débiteurs. Il lui demande : 1° quelles dispositions sont prises ou sont envisagées pour dédommager les intéressés victimes, au même titre que beaucoup d'autres, des événements d'Algérie, du préjudice qui leur est causé ; 2° quelles sont éventuellement les formalités à remplir par ceux-ci pour obtenir l'indemnisation du dommage qui leur a été causé.

3880. — 4 juillet 1963. — **M. Brugerolle** expose à **M. le ministre des rapatriés** que la circulaire n° 172 du 21 décembre 1962 de **M. le ministre de l'éducation nationale** stipule que, sous réserve de la possession du C. A. P. dans les délais voulus, les instituteurs stagiaires et suppléants rapatriés entrés dans l'enseignement avant le 1^{er} octobre 1960 seront titularisés au 1^{er} janvier 1963. Il lui demande : 1° si cette mesure est strictement réservée aux rapatriés d'Algérie ou si elle s'applique également aux personnes ayant enseigné en Tunisie ou au Maroc ; 2° si elle est strictement réservée aux maîtres de l'enseignement public ou si elle peut être appliquée aux maîtres de l'enseignement privé sous contrat.

3881. — 4 juillet 1963. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation administrative des cadres supérieurs des services extérieurs de la direction générale des impôts et des postes et télécommunications qui a subi un déclassement constant à la suite des réformes judiciaires successives et, pour la dernière fois le 12 décembre 1961, alors que leurs responsabilités et l'importance de leurs tâches ne cessent de croître. Ainsi la rémunération de la plupart d'entre eux est très sensiblement la même que celle du corps des fonctionnaires qu'ils ont sous leurs ordres ou qu'ils vérifient. Il en résulte un écrasement de la hiérarchie qui est incompatible avec le bon fonctionnement des grandes administrations modernes. Il lui demande s'il envisage de proposer à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique : 1° l'octroi des indices nets 575-600 aux directeurs départementaux adjoints et à leurs homologues des emplois comptables ; 2° la fusion, en une carrière unique se déroulant des indices 430 à 600 net, des grades d'inspecteur principal et de directeur départemental adjoint, ainsi qu'une mesure parallèle pour les comptables ou chefs d'établissement placés en parité.

3882. — 4 juillet 1963. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'en réponse à sa question n° 2640 (*Journal officiel*, débats A. N., du 21 juin 1963), il a pris position pour le maintien de la législation en vigueur, tout en admettant qu'une aide accrue de l'Etat devait être apportée aux collectivités, en particulier aux départements qui ont demandé à être déclarés maîtres de l'œuvre dans l'exécution des travaux concernant la protection des berges des cours d'eaux navigables. Or, en ce qui concerne le département de la Seine-Maritime, les crédits accordés par l'Etat en 1963 ont été réduits. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour pallier les risques graves et urgents afférents à la dégradation des berges de la Seine entre la Mailleraye et Rouen, compte tenu de ce que les collectivités locales ne peuvent apporter un effort financier supplémentaire.

3883. — 4 juillet 1963. — **M. Christiaens** expose à **M. le ministre des armées** que l'expansion des agglomérations urbaines, très rapide au cours de ces dernières années, s'est faite sur les parcelles disponibles vers la périphérie des villes. Le voisinage de casernes et d'installations militaires n'est, en général, pas incompatible avec la vie urbaine, sauf en ce qui concerne l'utilisation des stands de tir, dans lesquels l'instruction des recrues se fait à longueur de journée et parfois même de nuit. Il semble anormal de maintenir ces installations en pleine agglomération urbaine alors que la lutte contre le bruit s'avère plus nécessaire que jamais. Il lui demande quelles sont les dispositions qu'il envisage pour mettre fin à cet état de choses si préjudiciable au confort et à la santé des habitants du voisinage.

3884. — 4 juillet 1963. — **M. Flornoy** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur la discrimination dont sont victimes les agents auxiliaires d'hôpitaux, par rapport aux employés titulaires, dans l'attribution des primes de service alors qu'ils perçoivent des salaires inférieurs pour des emplois similaires, et ne jouissent d'aucune sécurité d'emploi. Il s'étonne que le refus d'attribuer ces primes se base, en particulier, sur un arrêté du 9 novembre 1955 d'après lequel les auxiliaires ne devraient pas être maintenus en fonctions pendant plus d'un an, alors qu'en fait certains d'entre eux, dans les hôpitaux de province, sont souvent en poste depuis plusieurs années. Il lui demande s'il ne pourrait prendre une mesure de dérogation à l'arrêté du 13 mars 1962, en faveur de ceux de ces auxiliaires dont les contrats ont été renouvelés.

3886. — 4 juillet 1963. — **M. Jacques Hébert** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les maraichers du département de la Manche se plaignent de n'avoir pas à leur disposition, en quantité suffisante, les wagons nécessaires pour le transport de leurs primeurs. Il lui demande si le parc de wagons disponible pour cet usage est suffisant et, dans le cas contraire, les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à l'insuffisance signalée.

3887. — 4 juillet 1963. — **M. Jacques Hébert** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation particulière de certains médecins vis-à-vis de la sécurité sociale. Les médecins, exerçant au bénéfice d'une entreprise (médecins du travail) rémunérés par elle, sont, en qualité de salariés de cette entreprise, affiliés au régime général de la sécurité sociale. Ils cotisent à cet effet. Par ailleurs, les médecins ayant adhéré aux conventions prévues par le décret n° 60-451 du 12 mai 1960 bénéficient des avantages sociaux complémentaires accordés aux praticiens et aux auxiliaires médicaux par le décret n° 62-793 du 13 juillet 1962. Pour percevoir les prestations prévues par ce texte, ils versent des cotisations à un compte spécial ouvert à la caisse primaire de sécurité sociale. Les médecins se trouvant à la fois dans l'un et l'autre cas signalés ci-dessus versent donc une double cotisation mais ne perçoivent que les prestations afférentes au régime général de la sécurité sociale. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour corriger cette anomalie.

3888. — 4 juillet 1963. — **M. Jacques Hébert** signale à l'intention de **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation dans laquelle se trouvent les maîtres d'internat libérés du service militaire obligatoire le 30 juin 1963. Ceux-ci ne doivent être réintégréés dans leur emploi qu'à partir du 23 septembre prochain, ce qui les prive de leur traitement pendant la durée des vacances scolaires. Cette décision lui paraissant particulièrement sévère, il lui demande s'il n'envisage pas de prescrire des mesures différentes permettant la réintégration des intéressés dès leur libération du service militaire, même si celle-ci intervient la veille ou au cours des vacances scolaires.

3889. — 4 juillet 1963. — **M. Le Goasguen** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les délais d'instruction des dossiers des personnes sollicitant l'indemnité des implaçables sont tels que les demandeurs se voient bien souvent contraints de rechercher une activité compensatrice qu'ils ne peuvent d'ailleurs tenir efficacement, mais suffisante pour que l'administration propose le rejet de la demande en raison de cette activité. Il lui demande si, pour pallier cette situation, il ne serait pas possible d'accorder l'octroi de l'indemnité à compter du jour de la cessation de toute activité et non pas du jour de la demande.

3890. — 4 juillet 1963. — **M. Le Goasguen** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'aux termes de l'article L. 107 du code des pensions militaires d'invalidité le droit à la jouissance des pensions militaires d'invalidité est suspendu, notamment par la condamnation à une peine afflictive ou infamante pendant la durée de la peine. Il en résulte qu'au cas où le pensionné est chargé de famille, ses enfants sont totalement privés de ressources pendant la durée de la peine. Or, si le pensionné était, par contre, titulaire d'une pension basée sur la durée des services, les enfants recevraient 50 p. 100 de la pension de leur père. Cette inégalité de traitement laisse supposer qu'a priori les services rendus par la durée des services sont plus importants pour la nation que ceux ayant motivé l'attribution d'une pension d'invalidité comme, par exemple, une blessure de guerre ou une maladie

contractée en service ayant provoqué la cessation prématurée du service. Il lui demande les mesures qu'il serait disposé à prendre pour faire cesser cette inégalité de traitement qui paraît dénuée de tout fondement.

3891. — 4 juillet 1963. — **M. Lemarchand** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'étant intervenu auprès de **M. le ministre des armées** pour lui signaler le cas d'un retraité militaire sollicitant la révision de sa pension conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1962, n° 62-873 du 31 juillet 1962, il lui fut répondu qu'aucune étude de la situation de l'intéressé ne pouvait être entreprise parce que le règlement d'administration publique prévu pour l'application de ladite loi n'était pas encore publié. Il lui demande si l'on peut espérer que cette publication aura lieu prochainement.

3892. — 4 juillet 1963. — **M. Bousseau** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les informations parues à la suite de ses déclarations, en vue de la création et de la subvention par l'Etat d'une société chargée de construire « une voiture de course » française. Il lui demande : 1° comment il entend procéder pour le choix de cette société, afin de ne pas renouveler une aide désastreuse à une société en difficulté telle « Facel-Vega » comme le rapporte la Cour des comptes ; 2° quel serait le coût de cette opération et quel contrôle l'Etat entend-il assurer sur les événements constructeurs ; 3° si, compte tenu des deux premières questions, il estime vraiment nécessaire de se lancer actuellement dans une telle opération.

3893. — 4 juillet 1963. — **M. Bousseau** demande à **M. le ministre de la justice** : 1° quelles mesures il entend mettre en vigueur pour accélérer la réforme du système hospitalier des prisons ; 2° s'il n'estime pas souhaitable qu'un service clinique pénitentiaire soit créé dans le cadre même des hôpitaux régionaux, et que les hôpitaux pénitentiaires existants soient assimilés aux catégories de la santé publique.

3894. — 4 juillet 1963. — **M. Le Tac** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** pour quelles raisons l'ordonnance du 4 février 1959 et le décret n° 59-329 du 20 février 1959, dont les modalités d'application ont été fixées par l'instruction n° 0493 A du 27 décembre 1961, concernant l'attribution d'une indemnité de soins aux anciens tuberculeux ex-victimes de la déportation, n'ont pas encore été suivis d'effet, et s'il envisage une application rapide des textes précités.

3895. — 4 juillet 1963. — **M. Le Tac** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** pour quelles raisons l'ordonnance du 4 février 1959 et le décret n° 59-329 du 20 décembre 1959, dont les modalités d'application ont été fixées par l'instruction n° 0493 A du 27 décembre 1961, concernant l'attribution d'une indemnité de soins aux anciens tuberculeux ex-victimes de la déportation, n'ont pas encore été suivis d'effet, et s'il envisage une application rapide des textes précités.

3896. — 4 juillet 1963. — **M. Malnguy** demande à **M. le ministre de la construction** s'il n'envisage pas la révision des dispositions du décret n° 49-908 du 15 juin 1949, modifié par le décret n° 54-810 du 11 juin 1954, concernant les loyers des jardins loués accessoirement à une maison d'habitation. Les prix de location de ces jardins se trouvent en effet bloqués depuis le 1^{er} juillet 1954, suivant les dispositions de l'article 11 du décret du 11 juin 1954. Or, les dépenses d'entretien entraînées par un jardin appartenant à une maison individuelle et comportant, sur un ou plusieurs côtés, une clôture et, le plus souvent, une porte ou un portail, n'ont cessé d'augmenter depuis le 1^{er} juillet 1954. Si l'on prend, par exemple, le cas d'un jardin de 94 mètres carrés loué, conformément au décret susvisé, 2,40 francs par mois, et où il a été récemment dépensé la somme de 500 francs pour le remplacement et la peinture du seul portail, soit l'équivalent de plus de dix-sept années de location de ce jardin, compte tenu également de nouveaux frais d'entretien devant être engagés, on arrive à ce résultat paradoxal que l'ensemble des biens loués procure un revenu net moins élevé que celui procuré par un local équivalent loué sans jardin. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable de décider la reprise des majorations des loyers des jardins.

3897. — 4 juillet 1963. — **M. Malnguy** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 22 bis, ajouté à l'article 14 de la loi n° 62-902 du 4 août 1962, prévoit le maintien dans les lieux pour les locataires non assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, âgés de plus de soixante-dix ans et occupant effectivement les lieux. Or, les grands infirmes et mutilés de guerre à plus de 100 p. 100 et bénéficiant de l'article 18 ont une situation matérielle au moins comparable à celle des personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Il lui demande s'il ne pourrait envisager de les faire bénéficier de ces mêmes mesures pour le maintien dans les lieux.

3898. — 4 juillet 1963. — **M. Pusquini** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que le décret du 19 mars 1963 a fixé les indices des adjoints des cadres hospitaliers des établissements de moins de 2.000 lits de 210 à 430 en 11 classes,

plus une classe exceptionnelle (455) réservée à 20 p. 100 des agents. Le décret du 8 juin 1959, toujours applicable, prévoit pour les adjoints des établissements de plus de 2.000 lits une échelle indiciaire 210-390, plus deux classes exceptionnelles (430 et 455) réservées à 20 p. 100 des agents. Dans l'état actuel des textes, si les agents des établissements de moins de 2.000 lits, avec un échelonnement plus long, sont certains d'atteindre l'indice 436, il n'en est pas de même pour les adjoints des établissements de plus de 2.000 lits. Dans ces conditions, il lui demande : 1° si des textes sont en préparation pour les adjoints des cadres des établissements de plus de 2.000 lits ; 2° dans l'affirmative, les raisons qui en retardent la publication et s'il est possible de prévoir la date de cette publication ; 3° si la date d'effet est la même que celle retenue pour les adjoints des cadres hospitaliers de moins de 2.000 lits, soit le 1^{er} janvier 1960.

3899. — 4 juillet 1963. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le mode de calcul pour la liquidation des rentes et pensions vieillesse du régime général de la sécurité sociale. Ce calcul est en effet basé sur un maximum de 120 trimestres pour les assurés sociaux ayant cotisé plus de trente années, et au taux de 40 p. 100 du plafond des rémunérations prises en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations. Il lui demande s'il ne pourrait envisager : 1° de calculer la rente sur la base, non pas de trente trentièmes mais, dans le cas des assurés sociaux ayant cotisé plus de 120 trimestres, sur celle d'un nombre de trentièmes supérieur à trente et correspondant à la durée réelle des cotisations versées ; 2° de supprimer la limitation du taux de la retraite, le maximum de celui-ci étant actuellement de 40 p. 100 du salaire de base.

3900. — 4 juillet 1963. — **M. Poncelet** se référant à la réponse à la question écrite n° 9202 parue au *Journal officiel* du 22 avril 1961 (débat parlementaire, Assemblée nationale), demande à **M. le ministre des armées** où en sont les études préparatoires relatives à la réparation à accorder aux personnels militaires dégagés des cadres entre 1940 et 1947.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

3209. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** que la loi du 12 avril 1943 a prévu l'interdiction de toute publicité dans un rayon de 100 mètres autour des monuments et sites classés ou protégés, ainsi que sur les immeubles privés lorsqu'il n'y a pas une autorisation du propriétaire. **M. le préfet de la Seine**, en vertu des articles 5 et 6 de la loi précitée, a pris, le 25 août 1952 et le 3 mai 1956, des arrêtés interdisant tout affichage sur les dépendances du domaine public et délimitant des périmètres protégés. Toutefois, il faut bien reconnaître que ces mesures ont été inopérantes. Les tribunaux ne retiennent que la responsabilité du colleur d'affiches pris en flagrant délit. En particulier, la responsabilité pénale de la personne physique ou morale au profit de laquelle l'affiche est rédigée ne peut en aucune manière être engagée. Or, les possibilités d'identification sont très réduites, les colleurs d'affiches opérant la plupart du temps la nuit. Le résultat en est que certains quartiers de Paris sont envahis d'affiches apposées par les groupements les plus divers, au mépris de toute esthétique et en défigurent les édifices publics et privés même lorsque ceux-ci viennent de faire l'objet de ravalements coûteux. Il serait tout à fait souhaitable que l'on puisse retenir non seulement la responsabilité du colleur d'affiches, mais aussi celle du bénéficiaire de l'affiche (particulier, groupement ou association de fait). Il lui demande s'il a l'intention de déposer un projet de loi renforçant en ce sens la loi de 1943 sur l'affichage. (Question du 6 juin 1963.)

Réponse. — La législation actuelle sur la publicité, ainsi que les arrêtés préfectoraux pris pour son application, ne permettent pas, spécialement dans les grandes agglomérations, de lutter, aussi efficacement qu'il serait souhaitable, contre la prolifération de l'affichage irrégulier, effectué généralement d'une manière clandestine. En effet, les tribunaux ne retiennent pratiquement que la responsabilité du colleur d'affiche pris en flagrant délit, à l'exclusion de celle de la personne au profit de laquelle l'affiche est apposée. Cette question n'a pas échappé au ministère des affaires culturelles qui étudie actuellement dans quelle mesure des modifications et des améliorations pourraient être apportées, notamment sur ce point particulier, à la loi du 12 avril 1943 sur la publicité.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1777. — **M. Maurice Schumann** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation des anciens combattants des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 qui, habitant l'étranger, ont dû, en raison de leurs activités françaises antérieures à l'invasion du 10 mai 1940, quitter le pays où ils habitaient afin d'échapper à la gestapo ou qui, mobilisés en 1939-1940, se sont trouvés pour le même motif dans l'impossibilité de rejoindre leur domicile à l'étranger. Un certain nombre d'entre

eux ont perdu leur situation et leurs biens. Ces patriotes ont pendant quatre ans été séparés de leurs familles et ont beaucoup souffert moralement, en particulier ceux d'entre eux qui ont été obligés, pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi, de changer de résidence. Il lui demande s'il n'estime pas que ces anciens combattants devraient bénéficier d'un statut spécial comme les autres victimes du nazisme, à la condition qu'ils puissent fournir des preuves et des témoignages incontestables établissant qu'ils remplit bien les conditions nécessaires pour obtenir les avantages du statut. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre a, dans son article 1^{er}, déterminé le droit à réparation due : 1^{er} aux militaires des armées de terre, de mer et de l'air, aux membres des forces françaises de l'intérieur, aux membres de la résistance, aux déportés et internés politiques et aux réfractaires atteints d'infirmités résultant de la guerre ; 2^o aux veuves, aux orphelins et aux ascendants de ceux qui sont morts pour la France. Certes, la situation des personnes signalées par l'honorable parlementaire est digne d'intérêt. Toutefois, les souffrances endurées par les intéressés, pour lesquels il n'est fait mention d'aucune arrestation ou détention, ne paraissent pas avoir dépassé celles subies par des Français restés en métropole, qui eurent à supporter toutes les rigueurs dues à l'occupation et pour qui, à ce titre, n'existe aucun régime de réparation particulier. Dans ces conditions, hormis le droit éventuel à réparation inscrit dans le code, il ne semble pas que la situation des intéressés justifie l'élaboration d'un statut spécial.

2845. — M. Paul Costa-Floret expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'un certain nombre de fonctionnaires lésés dans le déroulement normal de leur carrière administrative par suite d'événements de guerre et qui auraient rempli les conditions exigées pour bénéficier des dispositions de l'ordonnance n^o 45-1263 du 15 juin 1945 modifiée, n'ont pu, en raison de leur décès survenu avant la publication de ladite ordonnance, faire établir, pour la période comprise entre le 20 juin 1940 et la date de leur décès, la carrière administrative normale à laquelle ils avaient droit. Sans doute les administrations ont dans leur ensemble, en application de l'ordonnance du 29 novembre 1944, rétabli de plein droit la situation administrative ordinaire de leurs agents (annulation de la sanction du gouvernement de Vichy), mais les fonctionnaires « Morts pour la France » avant la publication de l'ordonnance du 15 juin 1945 n'ont pu faire rétablir leur situation administrative normale ; promotion au choix dans les conditions prévues par les dispositions statutaires de l'emploi à une classe ou grade supérieur, ainsi que cela a été possible pour leurs collègues demeurés à leur poste pendant leur absence. En conséquence, la pension civile attribuée aux veuves de ces fonctionnaires « Morts pour la France » est basée sur un grade inférieur à celui qui aurait dû être pris en considération. Une telle situation apparaît inadmissible, et elle pourrait être modifiée avec d'autant plus de facilité que le nombre de fonctionnaires empêchés par suite d'événements de guerre, remplissant les conditions d'ancienneté et de capacité statutaires pour accéder à un emploi supérieur entre le 20 juin 1940 et le 10 mai 1945 qui sont « Morts pour la France », ne peut être que très faible. Il ne peut, pour l'ensemble de la fonction publique, dépasser 2.000, et il ne comporte presque exclusivement que des grades inférieurs. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, en liaison avec les divers ministères intéressés, afin qu'il soit procédé sans tarder à un examen des dossiers administratifs des fonctionnaires remplissant les conditions fixées par l'ordonnance du 15 juin 1945 et par les textes complétant cette ordonnance qui sont « Morts pour la France », en vue de réparer les préjudices de carrière qu'ils ont subis du fait d'événements de guerre pendant la période comprise entre le 20 juin 1940 et la date de leur décès, et de faire attribuer à leurs veuves la pension à laquelle elles peuvent légitimement prétendre. (Question du 21 mai 1963.)

Réponse. — La mesure souhaitée par l'honorable parlementaire conduirait à accorder aux veuves de fonctionnaires qui, en raison de leur décès n'ont pu se réclamer des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, la possibilité de demander, le cas échéant, la réparation du préjudice de carrière subi par leur mari du fait de la guerre. Il en résulterait un éventuel rajustement de la pension de réversion concédée à ces veuves sur la base des services effectifs de leur mari. Le ministre des anciens combattants vient de saisir les départements intéressés d'un projet de texte tendant à accorder aux veuves en cause le bénéfice des dispositions qu'elles sollicitent.

EDUCATION NATIONALE

2994. — M. Pierre Viltter appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés d'application de l'enseignement de la technologie : 1^o un certain nombre d'élèves en fin de F. E. P. ou de cinquième ont des difficultés à continuer des études abstraites. La réforme prévue vise à leur donner leurs chances en technologie. Pourtant, l'enseignement des langues vivantes reste pour eux le principal handicap à surmonter. Il lui demande dans quelle mesure est prévue une organisation qui ne condamne pas ces élèves à végéter jusqu'en fin de troisième ; 2^o il lui demande quelle signification il faut entendre par « technologie » dans les établissements commerciaux. Les programmes de technologie semblent préparer plus spécialement à une formation industrielle et non au « technique économique ». Les élèves sortant de troisième ont la possibilité d'assimiler plus rapidement les notions de droit, de commerce et de comptabilité, en raison de leurs études générales. Par contre, l'apprentissage de la dactylo et de la sténo ou l'aisance dans les travaux pratiques de bureau commercial peuvent difficilement s'acquérir dans l'année spéciale prévue après la troisième. Il lui demande enfin quelles mesures sont envisagées à cet égard

pour introduire ces disciplines dans l'enseignement d'une technologie, non seulement industrielle, mais économique. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — 1^o La réforme de l'enseignement prévoit, au niveau des classes de 4^e et de 3^e, comme aux autres niveaux, une gamme de sections qui offre, à tout enfant, une voie conforme à ses aptitudes. A côté des sections secondaires, classique et moderne, dont la vocation reste inchangée, est maintenue la section moderne des collèges d'enseignement général. Appliquant des méthodes proches de celles de l'enseignement élémentaire, confiée à des maîtres peu nombreux, cette dernière convient à des élèves qui ont besoin d'appuyer leurs démarches intellectuelles sur l'observation et d'être guidés de près dans leur travail. L'harmonisation de deux programmes modernes, qui n'est nullement contradictoire avec la différenciation des méthodes, présente, jusqu'à la fin du premier cycle, toutes les possibilités d'orientation. Pour les élèves les moins doués, le décret de 1959 a créé, sous le nom de cycle terminal, une section pratique, où l'éducation gestuelle générale occupe une place importante et apporte une motivation aux divers enseignements qui revêtent un caractère essentiellement concret. Les classes de fin d'études primaires seront progressivement supprimées et remplacées par des classes de transition associées au cycle d'observation. Leurs élèves auront, selon le développement de leurs capacités, accès aux diverses sections énumérées ci-dessus. Des classes d'accueil leur permettront, le cas échéant, de rejoindre les sections classiques ou moderne. A titre transitoire, les classes de fins d'études primaires assurent à leurs élèves les mêmes débouchés. Il convient toutefois de noter que, jusqu'à l'entrée en vigueur de la prolongation de la scolarité obligatoire, d'une part le cycle terminal n'est pas généralisé, d'autre part les collèges d'enseignement technique continuent d'accueillir les élèves âgés de quatorze ans, qu'ils sortent d'un établissement de second degré ou d'une classe de fin d'études primaires ; 2^o il n'existe plus de spécialisation, ni industrielle, ni commerciale, au niveau des classes de 4^e et de 3^e, réserve faite, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et à titre transitoire, des collèges d'enseignement technique dont les programmes d'enseignement n'ont pas été modifiés. Dans les lycées (techniques, les programmes de ces classes sont des programmes d'enseignement moderne comportant une initiation à la technologie. Celle-ci est traitée, non comme une préparation professionnelle, mais comme un facteur de culture générale. Elle n'a donc pas pour objectif l'acquisition de techniques de production, en quelque domaine que ce soit, mais le développement des facultés de raisonnement et d'expression, ainsi qu'une meilleure compréhension du monde moderne. L'observation et la manipulation de mécanismes simples, l'étude critique de leur rôle fonctionnel, de celui de leurs divers organes et des liaisons entre ces derniers, représentation en dessin, coté, la recherche de modification éventuelles dans un but déterminé, sont des exercices hautement éducatifs et profitables à tous les élèves, quelque profession qu'ils embrassent plus tard. Il ne semble pas que la dactylographie, la sténographie, les travaux pratiques de bureau, répondent aux mêmes préoccupations. Par contre, une initiation à la vie économique et sociale est instituée, pour tous les élèves, en liaison avec l'éducation civique. Il convient enfin de remarquer que la classe terminale, à laquelle il est fait allusion, n'est pas une classe d'enseignement professionnel. Elle vise à compléter la formation des intéressés, en vue de leur entrée dans une activité nécessitant, non l'acquisition de techniques spécialisées, mais la possession d'une culture générale relativement étendue.

3039. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les temps de travail des professeurs et maîtres d'éducation physique sont différents suivant la qualification professionnelle et les indices qui leur sont attribués. C'est ainsi que les professeurs, qui ont un indice supérieur de 50 p. 100 à celui des maîtres, effectuent un temps de travail de seize à vingt heures par semaine, alors que les maîtres et les professeurs adjoints doivent accomplir un temps de travail de vingt à vingt-six heures par semaine, sans qu'il soit tenu compte de l'ancienneté ou de l'âge des titulaires. Il en est de même pour les premiers plein air. Il lui demande : 1^o s'il ne serait pas logique que les temps de travail soient les mêmes pour tout le monde ; 2^o s'il ne devrait pas, au moins, être tenu compte de l'âge des maîtres et des professeurs adjoints, lesquels pourraient avoir un horaire de travail sinon égal, du moins équivalent au maximum effectué par les professeurs, soit vingt heures ; 3^o si, en tout état de cause, il ne serait pas équitable au moins qu'il soit appliqué un barème dégressif horaire, suivant l'âge, de façon à ne pas obliger à des efforts physiques trop grands ceux des maîtres et des professeurs adjoints âgés, par exemple, de quarante-cinq ans ; 4^o si, d'autre part, on ne devrait pas uniformiser la valeur des premiers plein air, lesquels sont généralement décomptés pour trois heures pour les uns et deux heures pour ceux qui n'ont pas la chance de faire partie des cadres supérieurs ; 5^o quelles sont les raisons qui motivent de semblables anomalies. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — 1^o Il serait effectivement logique que le temps de travail soit le même pour tous ; 2^o l'unification souhaitable des horaires devrait intervenir sur la base d'un temps hebdomadaire de travail se situant entre le maximum actuellement effectué par les professeurs et le maximum actuellement effectué par les maîtres ; 3^o il est en effet anormal qu'un professeur ou un maître d'éducation physique conserve le même horaire de l'âge de vingt-cinq ans à l'âge de soixante-cinq ans. Il serait logique de fixer un barème dégressif suivant l'âge de manière à ne pas obliger à de grands efforts physiques trop grands ceux des maîtres et des professeurs les plus âgés. Le haut-commissariat à la jeunesse et aux sports avait établi un projet dans ce sens qui classait les enseignants d'éducation physique et sportive dans le cadre du service

actif. Dans l'ensemble de leur carrière, les enseignants n'effectuaient pas un nombre d'heures plus important qu'actuellement mais, d'une part, l'horaire hebdomadaire était augmenté pour tenir compte d'un avancement de cinq ans de l'âge de la retraite et, d'autre part, il était envisagé trois heures de différence dans le taux des heures hebdomadaires suivant que les intéressés avaient plus ou moins de quarante-cinq ans. Ce projet, qui avait recueilli l'accord de principe du ministère des finances, n'a pu être poussé plus loin en raison de l'opposition de principe des syndicats qui étaient directement concernés; 4° il serait effectivement souhaitable d'uniformiser la valeur d'une séance de plein air de manière à ce qu'elle entrât en ligne de compte pour une durée équivalente, qu'il s'agisse d'un professeur ou d'un maître d'éducation physique; 5° Il est normal que les enseignants ayant obtenu des diplômes particulièrement élevés et qui de plus en plus sont chargés de classes supérieures comportant des responsabilités particulières aient moins d'heures de cours à assurer que les professeurs pourvus de diplômes moindres et chargés de plus en plus de classes à moindres responsabilités.

3316. — **M. Robert Ballanger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale**: 1° comment serait décomptée la pension d'ancienneté d'un directeur d'école à cinq classes, depuis plus de cinq ans (5^e échelon, échelle 2), né le 11 juillet 1911, qui réunissait 33 ans 2 mois et 23 jours de services au 1^{er} janvier 1963, étant précisé que l'intéressé a été interné politique du 11 mars 1943 au 25 juin 1943 et déporté politique du 26 juin 1943 au 27 avril 1945 (ces temps sont-ils comptés comme campagne simple?), et qu'il est pensionné à 100 p. 100 au cas où il demanderait à bénéficier de l'article 98, du code des pensions civiles et militaires, qui semble lui être applicable; 2° si l'intéressé peut être admis au bénéfice du congé de longue durée, prévu à l'article 41 de la loi du 19 mars 1928, et dans l'affirmative, dans quelles conditions. (Question du 7 juin 1963.)

Réponse. — I. — Ce directeur d'école, s'il justifie de la condition d'âge, pourra prétendre à la fin de la présente année scolaire, c'est-à-dire à la date du 16 septembre 1963, à une pension d'ancienneté égale aux 68/100 des émoluments afférents à l'indice brut 560. Conformément à l'article 20 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955 et à la circulaire interministérielle du 20 novembre 1955, titre I-C, Journal officiel du 2 décembre 1955, lorsqu'il s'agit d'internés et de déportés politiques, le temps passé en détention, internement et déportation est pris en considération comme services militaires accomplis en temps de paix: il n'ouvre donc aucun droit à une bonification de campagne simple. II. — Actuellement les internés et déportés politiques ne peuvent prétendre ni au bénéfice de l'article L. 98 du code des pensions de retraite qui prévoit l'admission à la retraite anticipée des fonctionnaires, réformés de guerre, ni à l'octroi du congé de longue durée, visé à l'article 41 de la loi du 19 mars 1928. Toutefois leur situation particulière n'a pas échappé à l'attention des services compétents du ministère des finances, qui étudient la possibilité de leur accorder ces avantages.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

2987. — **M. Magne** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** dans quelles conditions les augmentations acceptées pour les tarifs de chemins de fer ont pu se traduire par des pourcentages extrêmement différents selon les services rendus, et généralement fort supérieurs à ceux qui avaient été annoncés au Parlement. C'est ainsi que, si le prix du kilomètre n'augmente que de 12 p. 100, en revanche les suppléments pour trains rapides augmentent de 20 p. 100, et le prix des locations (prix du ticket garde-place) augmente de 100 p. 100, passant de 1 franc à 2 francs. Il lui demande en outre si ces augmentations lui ont été soumises au préalable, et s'il leur a donné son accord. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — Le ministre des finances ne doit donner son accord, en application de l'article 18 de la convention du 31 août 1937, qu'aux seuls aménagements ou augmentations de tarifs proposés par le conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français. En revanche, le montant des taxes accessoires — comme celles concernant les suppléments pour trains rapides ou les locations — est fixé par le ministre des travaux publics et des transports sur proposition de la Société nationale des chemins de fer français. En conséquence: 1° j'ai donné mon accord au relèvement général des tarifs voyageurs qui a pris effet à compter du 20 mai 1963; 2° le ministre des travaux publics et des transports a autorisé la Société nationale des chemins de fer français à relever différentes taxes accessoires. L'honorable parlementaire trouvera dans la réponse qui est faite à la question qu'il a posée au ministre des travaux publics et des transports un exposé des raisons qui ont motivé ce dernier relèvement.

INFORMATION

3176. — **M. Bernasconi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'information** sur l'humanisation des hôpitaux qui a conduit certains directeurs d'établissements hospitaliers à faire installer dans les chambres des malades des récepteurs de télévision. Or, ces appareils sont utilisés d'une manière très différente de celle des foyers domestiques, cela en raison de l'innoculation temporaire des chambres et des périodes où les malades ne peuvent regarder les programmes en raison de leur état. Etant donné le but social indéniable que représente la pose de ces appareils auprès des malades, il lui demande s'il compte faire en sorte que la taxe de 85 francs

appliquée aux récepteurs de télévision ne soit pas perçue dans les cliniques, hôpitaux, hospices et associations spécialisées pour les maladies incurables. (Question du 4 juin 1963.)

Réponse. — A l'inverse de la radiodiffusion, l'exploitation de la télévision est encore déficitaire; c'est la raison pour laquelle les cas d'exonération de la redevance de télévision sont plus limités qu'en matière de radiodiffusion. Notamment, alors que les établissements hospitalier et d'assistance gratuite bénéficient de l'exemption de la taxe radiophonique, cette mesure ne s'applique pas aux téléviseurs dont ils peuvent être équipés. En tout état de cause, l'extension des cas d'exonération de la redevance, souhaitée par l'honorable parlementaire, ne saurait intervenir que dans les conditions prévues à l'article 10 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959, aux termes duquel la perte de recettes qu'entraînerait pour la radiodiffusion-télévision française toute nouvelle catégorie d'exemption doit être compensée par l'inscription d'une subvention correspondante au budget de l'Etat. Il convient d'ajouter que les cliniques, hôpitaux, hospices disposant de plus de dix récepteurs de télévision ont droit au tarif dégressif prévu à l'article 13 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, sur les bases suivantes: abattement de 25 p. 100 du taux de la redevance du onzième dispositif au trentième inclus, abattement de 50 p. 100 à partir du trente et unième.

JUSTICE

2308. — **M. Fouchler** demande à **M. le ministre de la justice**: 1° si le propriétaire d'une ferme dont les étables ont été infectées de tuberculose bovine, alors que le fermier les utilise à la profession d'éleveur et à des transits d'animaux, est tenu de les faire désinfecter à ses frais; 2° dans l'affirmative, s'il peut demander au fermier un complément de fermage égal à l'intérêt des sommes ainsi investies, au taux pratiqué par la caisse régionale de crédit agricole pour les prêts à moyen terme. (Question du 20 avril 1963.)

Réponse. — L'article 1719 du code civil impose au bailleur l'obligation d'assurer l'entretien de la chose en état de servir à l'usage auquel elle est destinée. Toutefois le bailleur est déchargé de cette obligation si le trouble à réparer provient de la faute du preneur ou de l'usage particulier que celui-ci fait de la chose louée (Cass. Req. 11 juillet 1900, D. P. 1900-1. 507). Dans l'espèce qui fait l'objet de la présente question, il y a lieu de penser, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que le bailleur n'est pas tenu de supporter les frais de désinfection rendus nécessaires en raison de l'activité même du preneur et du mode d'utilisation des lieux qui en résulte.

2503. — **M. Dejean** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les difficultés rencontrées par les officiers ministériels d'Algérie âgés de plus de soixante ans lorsqu'ils tentent de se reclasser en métropole dans leur profession, dans laquelle le droit à l'emploi leur avait été initialement reconnu jusqu'à soixante-dix ans. Les commissions régionales du ministère des rapatriés leur refusent souvent les prêts d'installation sollicités ou réduisent les délais de remboursement. D'autre part, le nombre et la quotité des subventions accordées jusqu'ici à cette catégorie de rapatriés paraissent excessivement faibles. Il lui demande quelles dispositions particulières il compte prendre pour faciliter le reclassement de ces officiers ministériels, compte tenu du fait qu'ils peuvent exercer leur profession en métropole sans limite d'âge, dès lors qu'ils sont considérés comme trop âgés pour pouvoir faire face à un prêt. (Question du 3 mai 1963.)

Réponse. — Dans les départements autres que ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les nominations aux offices publics et ministériels (notaire, avoué, greffier, huissier de justice et commissaire-priseur) entraînent pour le candidat l'obligation de verser une indemnité au cédant ou à ses ayants droits. En effet, la cession de l'office met en cause des intérêts d'ordre privé, et le prix de cession est un élément du patrimoine du cédant. Il n'appartient pas à l'administration de prévoir en faveur de certains candidats, par exemple les rapatriés, la suppression ou même la réduction de ce prix, car une semblable mesure porterait préjudice au cédant. Il en résulte que c'est uniquement dans le domaine des prêts et des subventions de réinstallation que des facilités de reclassement peuvent être accordées aux officiers publics et ministériels rapatriés. Cette question relève de **M. le ministre des rapatriés**, dont l'attention a été appelée sur le problème d'ordre pécuniaire posé par le reclassement des rapatriés qui ont dépassé l'âge de soixante ans. Il y a lieu toutefois de préciser que ces difficultés financières ne se présentent pas en ce qui concerne les nominations aux offices de notaire et d'huissier de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, car le statut particulier des officiers publics et ministériels de ces départements dispense les candidats de verser une indemnité. Cependant même dans ce cas, le Gouvernement a cru devoir assouplir les règles de nomination en vue de faciliter le reclassement des rapatriés (art. 7 du décret n° 62-1226 du 19 octobre 1962 relatif à l'accès des rapatriés aux fonctions de notaire, et art. 7 du décret n° 62-1234 du 19 octobre 1962 relatif à l'accès des rapatriés aux fonctions d'huissier de justice).

2937. — **M. Gauthier** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les dispositions de l'article 793 du code rural relatif au droit de préemption du preneur qui, déjà propriétaire d'un fonds rural, exerce ce droit pour installer un fils ou une fille ayant atteint l'âge de la majorité. Il lui demande si l'enfant, en faveur

duquel le preneur aura exercé le droit de préemption, peut acquérir directement la propriété du bien préempté et, dans l'affirmative, s'il peut bénéficier d'avantages fiscaux et de crédits équivalents à ceux qui sont consentis aux acquéreurs des fonds rétrocédés par les S. A. F. E. R. (art. 7, III de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole du 8 août 1962). (Question du 22 mai 1963.)

Réponse. — L'article 793 du code rural accorde au preneur seul le bénéfice d'un droit de préemption, en cas d'aliénation à titre onéreux du bien qui lui a été affermé. Les conditions d'ouverture de ce droit n'ont aucune incidence sur la détermination de la personne du bénéficiaire. Le fils du fermier ne peut notamment exercer directement le droit de préemption, même dans l'hypothèse mentionnée au deuxième alinéa de l'article 793 du code rural.

REFORME ADMINISTRATIVE

3157. — M. d'Allières expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que, malgré les récentes augmentations de traitement intervenues en faveur des fonctionnaires, la marge existant entre leurs traitements et ceux des agents du secteur nationalisé s'est encore accrue. Cette situation étant particulièrement injuste, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour arriver à la parité entre ces deux secteurs. (Question du 4 juin 1963.)

Répons. — La politique poursuivie ces dernières années a permis d'assurer le parallélisme dans l'évolution respective de la masse des rémunérations de la fonction publique et de celle des salaires du secteur semi-public. Après la remise en ordre de ces rémunérations en 1961 et conformément aux objectifs définis par le rapport au Président de la République du décret n° 61-1101 du 5 octobre 1961, l'harmonisation recherchée avec les salaires des entreprises nationales porte spécialement sur le relèvement du traitement de base compte étant d'ailleurs tenu des relèvements catégoriels de rémunération. D'ores et déjà, dans le même souci de parallélisme, le Gouvernement a arrêté, en fonction de l'évolution des rémunérations du secteur semi-public, le programme des augmentations générales des rémunérations de la fonction publique, qui aboutissent à un total de 7,25 p. 100 au 1^{er} janvier 1964. Un tel pourcentage, s'ajoutant au relèvement de 4,5 p. 100 accordé au 1^{er} janvier 1963, représente un effort substantiel, compte tenu de la situation économique du point de vue de la production et des prix et des nécessités de l'équilibre financier. Il est le test de la volonté du Gouvernement de poursuivre une politique d'harmonisation.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

3042. — M. Bousseu demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il envisage de faire devant l'Assemblée nationale une déclaration et d'engager un débat sur la situation des hôpitaux et des agents hospitaliers. Il apparaît de plus en plus que le malaise hospitalier est dû à l'insuffisance générale des effectifs, au défaut de titularisation de tous les agents tenant un emploi et à l'absence de solution à des problèmes spécifiques de l'organisation du travail. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — 1° Les créations d'emplois, dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, sont effectuées à la suite des délibérations des commissions administratives, délibérations qui sont soumises à l'approbation préfectorale. Le ministère de la santé publique et de la population n'a pas, en effet, en ce qui concerne les établissements en question, de pouvoirs de gestion, mais seulement des pouvoirs de tutelle. Il appartient donc aux commissions administratives, compte tenu des données particulières à chaque établissement, de décider des créations d'emploi qui apparaissent nécessaires; 2° le ministère de la santé publique et de la population se préoccupe au plus haut point du problème des auxiliaires dans les hôpitaux. Il n'est pas douteux que le nombre actuel des auxiliaires est anormalement élevé. Des instructions très fermes ont été adressées à tous les directeurs d'établissements en vue de la titularisation de tous les auxiliaires qui peuvent être titularisés en vertu de la réglementation actuellement en vigueur. D'autre part, le ministère de la santé publique et de la population étudie, en liaison avec les autres ministères intéressés, un texte autorisant la titularisation des auxiliaires entrés en fonctions après le 22 mai 1955; 3° la question posée par l'honorable parlementaire n'est pas suffisamment précise en ce qui concerne « l'absence de solution à des problèmes spécifiques de l'organisation du travail ». Dans la mesure où la question posée concerne la durée et les horaires de travail, il convient de souligner que le ministère de la santé publique et de la population ne perd pas de vue cet important problème. Tout d'abord, il faut rappeler que, conformément à l'article 2 du décret du 2 mars 1937, les horaires de travail peuvent être aménagés suivant divers modes entre lesquelles les établissements peuvent choisir : répartition uniforme sur cinq jours; répartition uniforme sur six jours; répartition inégale entre les jours de la semaine; répartition uniforme sur une période de deux semaines consécutives. Il s'agit là d'un problème auquel chaque établissement peut apporter la solution qui lui apparaît la meilleure en prenant en considération les aspects propres à l'établissement, et les conséquences que chacune des solutions peut entraîner en ce qui concerne la fixation des prix de journée; 4° le ministre de la santé publique et de la population fera le point de tous ces problèmes au cours de la prochaine discussion budgétaire.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

2624. — M. Prioux demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il est exact qu'il est prévu d'attribuer des cartes de transport, modèle 8, en priorité aux locataires ayant un contrat de longue durée pour un seul et même client et, dans l'affirmative, dans quel délai cette décision est susceptible d'être prise. (Question du 8 mai 1963.)

Réponse. — Le titre II — Transports de marchandises — du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949 relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers vient d'être modifié par le décret du 15 juin 1963 (publié au Journal officiel du 16 juin 1963). Parmi les dispositions nouvelles prévues figure notamment celle qui permettra à toute entreprise, déjà inscrite au registre des loueurs, qui présentera un contrat écrit ou un engagement écrit d'un locataire se réservant l'emploi exclusif du véhicule pour une période minimale de six mois, de recevoir, de plein droit, pour ce véhicule, une licence spéciale d'une durée qui correspond à celle du contrat ou de l'engagement sans pouvoir dépasser deux ans. La validité de cette licence sera renouvelée dans les mêmes conditions, sur présentation d'un nouveau contrat ou engagement. Des instructions ont été données pour que cette mesure entre en application dans les plus courts délais.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

2340. — 27 avril 1963. — M. Paul Coste-Floret appelle l'attention de M. le Premier ministre sur l'article 72 de la loi de finances pour 1963 qui dispose, en son paragraphe b: « Les agents titulaires des services des assemblées parlementaires sont des fonctionnaires de l'Etat dont le statut et le régime de retraites sont déterminés par le bureau de l'Assemblée intéressée. La juridiction administrative est appelée à connaître de tous litiges d'ordre individuels qui les concernent ». Il constate que cette disposition qui confirme la qualité de fonctionnaires d'Etat des fonctionnaires des assemblées parlementaires, met fin à une situation jusqu'ici controversée — avec le plein accord du Gouvernement, puisque ce paragraphe résulte d'un amendement accepté par ce dernier et présenté par MM. les questeurs de l'Assemblée nationale. En effet, malgré la jurisprudence, le Gouvernement soutenait antérieurement que « le personnel des assemblées parlementaires ne pouvait se prévaloir de la qualité de fonctionnaires de l'Etat, au sens du statut général de la fonction publique » (cf. Q. E. n° 8811, J. O. D. P. A. N. du 25 mars 1961, p. 333). Cette thèse, qui voulait ignorer l'existence d'une catégorie spéciale de fonctionnaires de l'Etat dépendant du législatif, le conduisait à considérer ces personnels comme des agents de seconde zone, qui n'avaient pas à bénéficier, en cas de suppression d'emploi ou d'administration, des mesures de reclassement et des dispositions particulièrement favorables, en matière de pension, réservées aux fonctionnaires dépendant de l'exécutif. Cette conception erronée et peu bienveillante a effectivement dicté la conduite du Gouvernement de l'époque dans le règlement, en mai 1959, de la situation du personnel de l'ancienne Assemblée de l'Union française, assimilée par une jurisprudence constante (C. E. arrêts Vouters, 26 mai 1950; Vuilleme, 17 novembre 1950) aux personnels des autres assemblées parlementaires. Cette position primitive du Gouvernement ressort nettement: 1° du mémoire en défense adressé, le 4 novembre 1959, par le Premier ministre au président de la troisième sous-section de la section contentieuse au Conseil d'Etat, saisi d'un recours contre le décret n° 59-616 du 12 mai 1959, réglant la situation du personnel de l'Assemblée de l'Union française, document où l'argument est repris et développé, bien qu'il ne dût pas être ultérieurement retenu par la haute juridiction; 2° de plusieurs réponses identiques faites à des questions écrites posées par différents parlementaires et relatives au sort de ce personnel administratif (Q. E. n° 1600, J. O. D. P. A. N., du 13 octobre 1959; n° 8811, J. O. D. P. A. N. du 25 mars 1961; n° 1636, J. O. D. P. S. du 5 mai 1961; n° 2575, J. O. D. P. S. du 3 juillet 1962). La reconnaissance tardive par le Gouvernement de la qualité de fonctionnaires de l'Etat aux fonctionnaires des assemblées parlementaires fait donc ressortir, avec plus d'acuité encore, le caractère radicalement discriminatoire et même injuste du traitement infligé aux agents de l'Assemblée de l'Union française par le décret du 12 mai 1959. Ce décret, en effet, il faut le rappeler: a) ne prévoit aucune mesure de reclassement; b) met à la retraite d'office, ou licencie la totalité du personnel; c) modifie gravement le statut qui était le sien, en imposant un abatement sur les retraites, totalement exorbitant du droit commun, et en aggravant les règles du cumul en la matière; d) ne prévoit aucune mesure en faveur des anciens combattants, anciens résistants, anciens combattants volontaires, victimes de guerre. Il lui demande: 1° s'il admet bien, désormais, le principe selon lequel les fonctionnaires d'assemblées parlementaires et constitutionnelles sont des fonctionnaires de l'Etat, dotés d'un statut particulier, comme l'ont toujours soutenu à bon droit les fonctionnaires de l'ancienne Assemblée de l'Union française et s'il entend s'y conformer logiquement et moralement pour le règlement de toutes les opérations de liquidation les concernant, aussi bien dans le passé, que dans le présent et l'avenir; 2° de lui faire connaître s'il existe un seul corps de fonctionnaires de l'Etat dont les conditions de liquidation aient été analogues à celles arrêtées par le décret n° 59-616

du 12 mai 1959; 3° si, compte tenu du fait nouveau que représente l'article 72 de la loi de finances, il ne croit pas nécessaire: a) de reconsidérer immédiatement la situation de ce personnel en alignant son sort sur celui fait aux autres fonctionnaires de l'Etat placés dans des situations identiques, et tout au moins de supprimer du décret du 12 mai 1959 toutes les dispositions contraires au statut adopté par le bureau de l'Assemblée de l'Union française à l'intention de son personnel administratif; b) d'aligner la situation faite aux fonctionnaires de cette assemblée, anciens combattants, anciens combattants volontaires, anciens résistants, victimes de guerre, sur celle faite à leurs camarades des autres administrations.

2343. — 27 avril 1963. — M. Duchesne demande à M. le ministre de l'agriculture si le conseil d'administration de la caisse de crédit agricole d'un département, qui confie ses actes de prêts et de mainlevées à tous les notaires de son département, peut refuser aux notaires des départements voisins et, particulièrement, limitrophes, de recevoir les actes de prêts sollicités et obtenus par leurs clients habitant dans le département de ladite caisse. Cette mesure discriminatoire, appliquée dans ce seul département (la réciprocité n'existe pas) a pour effet d'obliger les clients des notaires visés par elle à se rendre chez un notaire autre que le leur pour la réception de ces actes de prêts et des mainlevées en résultant, et cause, de ce fait, au notaire domicilié dans le département limitrophe un préjudice certain.

2345. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture, que les agriculteurs français sont très irrités par les importations abusives de produits agricoles étrangers, notamment quand les productions nationales de fruits et de légumes se révèlent suffisantes pour assurer un ravitaillement normal du marché intérieur français. Il lui demande: 1° avec quels pays le Gouvernement français a passé des accords commerciaux dans lesquels figurent des chapitres relatifs à des importations de produits agricoles, tels que les fruits et les légumes; 2° sur quelles quantités de fruits et de légumes, par catégories, portent ces accords; 3° quelles sont les dates prévues pour l'exécution de ces accords; 4° si, en cas de forte production nationale de fruits et de légumes, les importations prévues, de produits similaires, de l'étranger auront tout de même lieu.

2346. — 27 avril 1963. — M. Vendroux expose à M. le ministre de la construction qu'aux termes de l'article 226 du code de l'urbanisme, toute opération d'accession à la propriété, réalisée à l'aide d'avances consenties par l'Etat, est subordonnée à la souscription par le bénéficiaire, auprès de la caisse nationale d'assurances sur la vie, d'un contrat d'assurance garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de son décès. Dans un cas déterminé, l'assurance a été faite par le locataire attributaire avec désignation comme bénéficiaire « la coopérative H. L. M. qui doit faire l'attribution ». La coopérative, dès la perception du montant de l'assurance, a amorti la dette qui restait due par le locataire attributaire: si l'esprit social désiré par les lois en vigueur est rempli, la propriété de ce capital n'est pas régie d'une façon absolue. Conformément à l'article 67 de la loi du 13 juillet 1930, les sommes stipulées, payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers, ne font pas partie de la succession de l'assuré. Il lui demande: 1° qui profite de l'amortissement du compte du locataire attributaire effectué par la coopérative H. L. M.: la veuve seulement ou la veuve et les enfants ou les autres héritiers, d'après les principes réglant le partage d'une communauté et ce en vertu de quels textes; 2° si l'administration de l'enregistrement peut exiger la perception du droit de donation (qui serait de 60 p. 100) puisque la coopérative H. L. M., en raison du rappel des règles ci-dessus, est propriétaire du capital et amortit la dette due par l'indivision née du décès du locataire-attributaire.

2407. — 27 avril 1963. — M. Trémoullères expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en vertu de la loi de 1955, la présidence des délégations quotidiennes du bureau d'aide sociale doit être assurée par un maire-adjoint. En fait cette législation est rarement appliquée à Paris. Il lui demande: 1° quel est, pour l'année 1962 et pour chacune des années de Paris, le nombre de délégations qui ont été effectivement présidées par un maire-adjoint; 2° s'il n'estime pas opportun de rappeler la nécessité d'appliquer la loi en ce domaine.

2477. — 30 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'il faut s'attendre cette année à une abondante récolte d'abricots, notamment dans la plaine du Roussillon, et que, de toutes les récoltes de fruits, la récolte de l'abricot est la plus aléatoire. On compte une récolte normale tous les trois ans environ. Ainsi les pouvoirs publics se doivent de tout mettre en œuvre en temps utile pour assurer un écoulement rationnel de la récolte d'abricots, quand elle est prête à être cueillie par les producteurs. Pour cela, il faut tenir compte du facteur temps et des facteurs « débouchés ». L'essentiel de la récolte d'abricots, fruits très délicats, doit être ramassé en huit jours, suivant le temps. Le marché de bouche n'est qu'un élément partiel de l'écoulement de la récolte. Le traitement de l'abricot sur le plan industriel: confiture, jus de fruit, fruits au sirop, fruits séchés, pulpes, etc. étant l'élément principal de mise en valeur de la récolte en cas d'abondance. Il lui demande: 1° à quel tonnage ses services évaluent la production

nationale d'abricots pour l'année 1963: a) dans toute la France, b) par département; 2° quelles sont les possibilités de stockage et de conservation frigorifique, existant en France et dans chaque département producteur, susceptibles d'être mises au service de la récolte d'abricots; 3° quelle est la capacité du parc des wagons frigorifiques français (nombre, tonnage) qui peuvent être utilisés pour le transport des abricots, et si ce parc est suffisant; 4° quel tonnage d'abricots le marché de bouche français peut utiliser; 5° quel tonnage d'abricots les conserveries françaises peuvent travailler et conditionner; 6° quelles mesures il compte prendre pour protéger les confitures, les jus et les fruits au sirop — en abricots — des importations d'Espagne, d'Italie, de Tunisie et du Maroc; 7° quelles décisions il envisage de prendre, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés, pour assurer un prix de revient moins élevé des confitures et fruits au sirop français, et si, par exemple, on ne pourrait pas livrer du sucre détaxé et libérer ces produits de la T. V. A. qui les obère lourdement.

2945. — 28 mai 1963. — M. Billeux expose à M. le ministre des armées les faits suivants qui se produisent au camp de Clairfond (Haute-Garonne). Certains gradés exigent que les jeunes recrues cirent leurs souliers, fassent leur lit, lavent leur linge. Estimant que les paquetages sont mal faits, souliers, gamelles, vêtements sont lancés par les fenêtres et les jeunes soldats sont invités à aller les récupérer. Au cours d'un exercice, un soldat fut victime d'un jet de pierres parce qu'il ne courait pas assez vite. Des marches forcées tellement épuisantes sont imposées qu'à plusieurs reprises la population a pris à partie les gradés. Un jeune soldat a reçu un coup de bâton sur la tête parce qu'il ouvrait une bouteille sur le rebord d'une table. Pour s'être rendues au foyer, les jeunes recrues reçurent comme punition l'ordre de ramper sous les lits. A toutes ces brimades s'ajoutent des insultes, les qualificatifs employés par certains gradés étant vraiment des plus avilissants. Un jeune soldat, ayant refusé successivement de faire le lit de quatre gradés, s'est vu infliger toute une série de corvées. A la suite de ces faits, ce jeune soldat, sous le coup d'une dépression nerveuse, a tenté de se suicider en se tailladant les veines des poignets. Il lui demande: 1° s'il entend ordonner d'urgence une enquête sur les faits relatés; 2° les mesures et sanctions qu'il compte prendre pour mettre fin à de telles pratiques qui portent atteinte à la dignité humaine des jeunes Français et dont la responsabilité incombe aussi bien aux gradés qui s'y livrent qu'au commandement du camp qui les laisse se perpétuer.

2946. — 28 mai 1963. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'éducation nationale l'émotion et les inquiétudes du personnel enseignant, soutenu par l'association des parents d'élèves, au sujet des bruits relatifs à une réorganisation de la cité scolaire d'Alès à la prochaine rentrée. Cette réforme affecterait l'organisation administrative de la cité scolaire ainsi que les structures mêmes de l'enseignement. La cité scolaire d'Alès serait, sembler-il, choisie comme l'un des vingt établissements dans lesquels, à la rentrée prochaine, serait créé un collège « polyvalent » du premier cycle, avec « mixité » au niveau de toutes les classes. Cette transformation projetée n'aurait comme résultat que de bouleverser les structures d'organisation et d'enseignement de la cité scolaire d'Alès sans apporter de véritable solution aux difficultés actuelles de l'enseignement public. Il lui demande: 1° si les bruits relatifs à cette réforme pour la cité scolaire d'Alès sont fondés; 2° dans l'affirmative, en quoi précisément consisterait et comment serait réalisée ladite réforme; 3° s'il ne pense pas qu'il soit préférable, au contraire, d'appliquer le plan Langevin-Wallon qui permettrait une véritable réforme, apportant enfin à l'enseignement public l'unité et les moyens dont il a besoin.

2947. — 28 mai 1963. — Mme Prin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° quelles sont les quantités de tabac importées au cours de chacune des cinq dernières années; 2° de quels pays provient ce tabac; 3° quels sont les divers prix payés par année et par pays d'origine.

2956. — 28 mai 1963. — M. Felix expose à M. le ministre de l'éducation nationale les conditions dans lesquelles il est officiellement projeté d'utiliser les anciens terrains de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Sur ces terrains doivent être édifiés: un lycée militaire destiné à recevoir 1.200 internes et 300 externes ou demi-pensionnaires; en annexe, un lycée civil de garçons destiné à recevoir 1.000 externes ou demi-pensionnaires. Le mode de financement du projet appelle les remarques suivantes: 1° le lycée militaire est financé sur les crédits très insuffisants de l'éducation nationale affectés à la Seine-et-Oise pour les établissements secondaires. Bien qu'aucun travail préliminaire n'ait été encore entrepris, le lycée est inscrit au programme de 1963 pour une deuxième tranche de 4.500.000 francs. Il est entendu que, dès l'achèvement des travaux, le lycée sera remis à l'autorité militaire et l'éducation nationale n'aura aucun droit de regard sur l'établissement; 2° par contre, le lycée civil n'a fait l'objet d'aucun financement, alors que sa réalisation impose d'urgence pour satisfaire les besoins de la région Ouest de Versailles, qui ne possède actuellement aucun établissement du second degré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation vraiment anormale, d'une injustice criante, d'ailleurs condamnée par le conseil général de Seine-et-Oise dans un vœu adopté à l'unanimité le 11 janvier 1963.

2959. — 28 mai 1963. — M. Ruffe demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si, à la suite du communiqué publié à l'issue des entretiens qu'il a eus le 13 mai 1963 avec une délégation de l'Union des industries textiles, il a l'intention d'annuler l'arrêté n° 24799 du 20 avril 1963 fixant les marges commerciales des articles textiles ; 2° dans l'affirmative, à quelle date ; 3° dans la négative, pour quelles raisons.

2960. — 28 mai 1963. — M. Manceau expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, selon le communiqué publié à l'issue des entretiens qui ont eu lieu entre lui-même et une délégation de l'union des industries textiles, il aurait indiqué qu'il ne procéderait pas au blocage par voie d'arrêté des prix textiles à la production. Il lui demande si une telle décision ne postule pas l'annulation de l'arrêté n° 24799 du 20 avril 1963 fixant les marges commerciales des articles textiles.

2968. — 28 mai 1963. — M. de La Malène expose à M. le Premier ministre qu'à l'heure actuelle des barrages de grande importance peuvent être construits par diverses administrations de l'Etat ou par diverses collectivités publiques, sans qu'il y ait une obligation de contrôle, par le conseil général des ponts et chaussées, à la fois des projets et des réalisations. Or, depuis quelques années, nous avons malheureusement l'expérience de la nécessité d'un tel contrôle. Quand il s'agit de travaux de ce genre, les erreurs présentent de tels risques qu'il est urgent qu'un contrôle rigoureux des instances de l'Etat les plus qualifiées soit effectué, étant donné de plus que c'est finalement l'Etat qui est chargé de réparer les dommages. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de modifier d'urgence la législation en vigueur, afin de rendre obligatoire, dans l'intérêt des populations comme dans l'intérêt des deniers publics, l'approbation préalable, par le conseil général des ponts et chaussées, de tous les projets de barrages construits en France, comme le contrôle de leurs travaux, quel que soit le ministère de tutelle ou l'organisme maître de l'ouvrage.

2969. — 28 mai 1963. — M. de La Malène demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques étant donné la situation pénible dans laquelle se trouvent de nombreuses veuves de guerre âgées et sans famille, s'il ne serait pas possible d'envisager que la somme de 1 p. 100, qui est retenue sur leur pension lorsqu'elles touchent celle-ci à l'avance, ne soit pas supprimée pour celles d'entre elles qui sont dans une situation économique des plus difficiles.

2970. — 28 mai 1963. — M. de Préaumont demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les mesures qu'il serait susceptible de prendre afin de faciliter aux rapatriés de Tunisie, dont les fonds sont actuellement bloqués dans ce pays, le règlement des sommes qu'ils doivent au Trésor français au titre des impôts et taxes fiscales diverses.

2971. — 28 mai 1963. — M. de Préaumont appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le projet de loi en préparation tendant à accorder aux policiers ayant appartenu aux forces françaises libres le reclassement auquel ils peuvent prétendre. Au cours de l'examen du projet de loi de finances pour 1963, M. le secrétaire d'Etat au budget a évoqué cette question devant la commission des finances du Sénat et à la séance du 31 janvier 1963 (*Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat, du 1^{er} février 1963, pages 296 et 297). Il lui demande quelle position il a prise au sujet de ce projet de loi, et dans quel délai celui-ci pourrait être déposé sur le bureau des assemblées parlementaires.

2974. — 28 mai 1963. — M. Hertz appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la taxe complémentaire relative aux bénéfices non commerciaux. Les bénéfices non commerciaux autres que ceux des charges et offices ne sont pas soumis à la taxe complémentaire s'ils donnent lieu à une déclaration obligatoire au service des contributions directes par la partie versante (cf. § 3 de l'art. 22-1 de la loi du 28 décembre 1959). Donnent lieu à la déclaration obligatoire les sommes versées au cours de l'année, en particulier par les entreprises agricoles, industrielles et commerciales, les administrations et les collectivités publiques (état 1024). Pour que ces sommes soient exemptées de la taxe complémentaire, l'administration des contributions directes pense qu'elles doivent être effectivement déclarées. Dans la pratique, les entreprises agricoles établissent la déclaration 1024 accidentellement, et les administrations et collectivités locales omettent de l'établir depuis les dernières années. Les titulaires de bénéfices non commerciaux se trouvent en présence de deux systèmes d'imposition pour des revenus strictement identiques, suivant que la déclaration a été faite ou non. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre à ce sujet, car il apparaît anormal que les professionnels non commerciaux doivent se faire agents luttant contre les négligences signalées ci-dessus.

2978. — 28 mai 1963. — M. Henri Buot demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il envisage, en raison de l'augmentation du coût du matériel et de certains produits saisonniers, de relever le plafond de l'imposition forfaitaire des artisans ou commerçants.

2979. — 28 mai 1963. — M. Bourgoïn, se référant à la réponse donnée par M. le ministre des armées à sa question écrite n° 1282 parue au *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale du 9 mars 1963, et concernant les engagés de deux ans, lui demande si, pour les engagés de trois ans à compter de 1962 et plus particulièrement pour ceux ayant dû suspendre leurs études à la suite de la résiliation de leurs sursis, il n'envisage pas de ramener le temps d'engagement minimum à deux ans, afin de conserver un certain parallélisme avec la durée du service légal. Le seul avantage obtenu en ce moment par ces jeunes gens a trait au choix de l'arme. Les intéressés n'ont eu d'autre but que de tenter un essai de carrière militaire. Ils ont acquis une spécialité militaire dont l'armée bénéficie en les conservant sous les drapeaux pendant une durée supérieure à celle du service légal.

2980. — 28 mai 1963. — M. Bisson expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en raison de l'importance croissante des effectifs des collèges d'enseignement général, les responsabilités et les charges des directeurs sont devenues telles qu'il leur est difficile de les assumer. En effet, outre ses obligations de chef d'établissement, le directeur exerce les fonctions d'intendant, de surveillant général et de professeur. Il n'a, à sa disposition, aucun moyen administratif ni en personnel, ni en matériel. Il lui demande s'il envisage : 1° de décharger complètement de classe les directeurs de collège d'enseignement général ; 2° de les assister d'un adjoint de direction apte à les suppléer éventuellement, et d'un ou de plusieurs commis d'administration, selon l'importance du collège d'enseignement général.

2982. — 28 mai 1963. — M. Bignon expose à M. le ministre du travail que les sous-officiers retraités proportionnels, titulaires d'un emploi civil, relèvent pour les prestations de la caisse de sécurité sociale et peuvent obtenir le remboursement des retenues qui ont été faites par la caisse militaire de sécurité sociale sur leur pension militaire, mais uniquement pour l'année précédente, par application de l'arrêté du 19 novembre 1951, pris par analogie avec l'article 151 du règlement d'administration publique du 8 juin 1948. Or, l'article 151 précité a été déclaré illégal par le Conseil d'Etat (arrêt Jean Roques) en ce qu'il limite à un an le délai de remboursement des sommes ainsi retenues. D'autre part, les titulaires d'une pension de la sécurité sociale sont dispensés de toutes retenues et bénéficient néanmoins, ce qui est parfaitement légitime, des prestations médicales. Il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions : 1° de modifier les dispositions de l'arrêté du 19 novembre 1951 en tenant compte de l'arrêt du Conseil d'Etat ; 2° de dispenser tous les retraités âgés de plus de soixante-cinq ans de toutes cotisations de la sécurité sociale.

2983. — 28 mai 1963. — M. Bignon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article L. 133 du code des pensions civiles et militaires de retraite, avant sa modification par la loi de finances du 23 février 1963, article 52, précisait que « à l'exception des bénéficiaires des deux premiers alinéas de l'article précédent, les fonctionnaires civils ou militaires qui ont été mis à la retraite parce qu'ils ont atteint la limite d'âge et qui occupent un nouvel emploi ne peuvent acquérir de nouveaux droits à pension ». Ce texte a pour origine l'article 3 de la loi du 3 février 1942 qui a été repris par l'ordonnance du 25 août 1944, l'ordonnance du 30 mai 1945 et l'article 59 de la loi du 20 septembre 1948. Il ne semble donc pas que de telles dispositions restrictives existaient avant la loi du 3 février 1942. Il lui demande : 1° de lui faire connaître les bases légales sur lesquelles certaines administrations s'appuient pour refuser le bénéfice de la retraite civile à d'anciens militaires radiés par limite d'âge et entrés dans l'administration avant le 3 février 1942, puisque, d'après la jurisprudence suivie par son administration, une loi ne saurait avoir d'effet rétroactif en matière de pension ; 2° s'il envisage la publication prochaine d'un décret ou d'une instruction pour l'application, notamment, de l'article 52 de la loi du 23 février 1963.

2986. — 28 mai 1963. — M. Séramy appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le retard apporté à la publication des textes portant réforme statutaire des cadres B des administrations financières. Il lui demande dans quels délais les mesures intéressant les contrôleurs des impôts, les contrôleurs des douanes et les contrôleurs du Trésor prendront effet et, plus particulièrement, quelles mesures sont envisagées en faveur de ces différentes catégories de personnel.

2988. — 28 mai 1963. — M. Nègre expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans une réponse à une question n° 788, parue au *Journal officiel* du 8 mai 1963, il a été précisé par M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que « la prise en considération pour l'avancement et la retraite des services accomplis dans l'enseignement privé par les maîtres de

l'enseignement public a fait l'objet d'un projet de décret établi par le ministre de l'éducation nationale », et que « le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative a donné son accord à ce projet ». Il lui demande si, par assimilation et dans un souci d'élémentaire justice, puisque certains maîtres de l'enseignement privé se trouvaient sans titres complets, les professeurs de langues ayant exercé dans un établissement à l'étranger en qualité de professeurs assistants, avant d'être titulaires d'une licence complète d'enseignement, ne pourraient enfin voir retenu, au moins pour la liquidation de leur pension de retraite, ce temps d'enseignement normal, dans la mesure évidemment où leur nomination aurait été effectuée sur proposition des services spécialisés du ministère de l'éducation nationale.

2989. — 28 mai 1963. — M. Le Guen appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le caractère d'urgence que présente la réalisation des travaux relatifs à la mise à voie normale des chemins de fer Guingamp—Carhaix. La dépense nécessaire ne représente environ que 7 millions de francs. Une vive émotion s'est emparée de la population bretonne de cette région à la suite des propos tenus à Paimpol le 5 mai 1963, d'où il ressort que cette réalisation, qui avait fait l'objet de promesses, serait maintenant jugée « non intelligente » par les services du ministère. Il convient de souligner que Guingamp constitue le point de transbordement n° 1 des réseaux bretons et la S. N. C. F., à raison de 130.000 tonnes en arrivage et de 30.000 tonnes en expédition (contre 52.000 tonnes en arrivage et 32.000 tonnes en expédition pour l'ensemble des cinq autres points de transbordement). Il y a un intérêt primordial à rentabiliser cette artère qui constitue pour l'intérieur de la Bretagne un moyen indispensable d'échanges vitaux, le transbordement faisant perdre un jour aux marchandises. Si l'on veut lutter contre l'étiollement de la région de Cournouaille, il est indispensable de prévoir des structures adaptées à l'économie moderne. Il lui demande s'il est bien disposé à considérer la voie Guingamp—Carhaix comme une première étape indispensable dans la voie de la rénovation de l'Argoat, étant entendu qu'un effort considérable doit être également poursuivi en ce qui concerne le réseau routier de la Bretagne intérieure.

2993. — 28 mai 1963. — M. Pierre Viltier appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le problème de l'admission des maîtres de l'enseignement privé aux différents examens d'aptitude : 1° les instituteurs titulaires du B. E. peuvent faire candidature pour le brevet supérieur de capacité dans l'enseignement public. Il a été demandé pourquoi les instituteurs de l'enseignement privé ne pouvaient le faire également. Une réponse ministérielle avait précédemment déclaré que le B. S. C. était un examen de capacité, ouvert donc à un personnel restreint, et non à tous. Cette disposition gênerait l'application des contrats en n'ouvrant pas au personnel enseignant les mêmes chances et les mêmes échelles indiciaires. Il lui demande dans quelle mesure il serait possible d'y remédier et pourquoi, en particulier, des dispositions spéciales accordées à des enseignants au titre de la coopération en Algérie, c'est-à-dire dans un Etat étranger, ne peuvent s'appliquer en France, au même titre de coopération avec un enseignement français pour des Français ; 2° les professeurs d'enseignement technique peuvent passer un concours de professeur technique adjoint s'ils ont exercé pendant trois ans dans un établissement d'enseignement public. Il lui demande pourquoi les mêmes professeurs, ayant enseigné dans l'enseignement privé, ne peuvent bénéficier du même examen ; 3° les professeurs de collèges d'enseignement général passent un B. E. P. spécial dans l'enseignement public, et la possession de la licence d'enseignement ou même d'un certificat y dispense des épreuves écrites. Les mêmes professeurs de C. E. G. dans l'enseignement privé doivent satisfaire aux épreuves du C. A. P. de l'enseignement primaire élémentaire. Un licencié, ayant demandé à être dispensé des épreuves écrites, s'est vu répondre que la licence es lettres n'était pas inscrite dans les examens donnant dispense des épreuves écrites. Il lui demande pourquoi le C. A. P. des C. E. G. n'est pas ouvert aux professeurs enseignant dans les cours complémentaires privés. Il semble que, pour éviter ces discriminations, il serait plus simple d'ouvrir tous les examens à tous ceux qui satisfont aux conditions de compétence nécessaires.

2995. — 28 mai 1963. — M. Clerget expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la direction générale des impôts, enregistrement, a fait savoir, par une décision du 30 juillet 1962 (sous-direction II B, bureau II 3 3), que les titres de la tranche algérienne de l'emprunt 3 1/2 p. 100 1952 ne pouvaient être assimilés aux titres de l'emprunt 3 1/2 p. 100 1952 et 1958, à capital garanti, émis en métropole, pour le paiement des droits de mutation perçus au profit du Trésor français. Il lui demande : 1° si cette décision, contraire à une réponse ministérielle parue au *Journal officiel* du 1^{er} octobre 1960 (question écrite n° 6072) et gravement préjudiciable aux intérêts des rapatriés, ne pourrait pas être rapportée en ce qui les concerne ; 2° si, comme il l'espère, les titres de la tranche algérienne de l'emprunt 3 1/2 p. 100 1952 restent totalement exonérés de l'impôt de mutation à titre gratuit par assimilation aux titres de l'emprunt émis par le Gouvernement français, ainsi que cela a été précisé par l'administration de l'enregistrement (B. A. 1953 I, 6221).

2996. — 28 mai 1963. — M. Ponceillé appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des infirmières des administrations de l'Etat et des services extérieurs qui en dépendent. Elles appartiennent en effet à un des

rare corps d'employés de l'Etat n'ayant pas son statut propre. Or, l'article 115 de la loi de finances du 4 août 1956 ayant prévu la titularisation de ces infirmières, un projet de décret portant statut pour ce personnel a été élaboré par les soins du ministère de la santé. Il lui demande s'il envisage de soumettre à l'approbation du prochain conseil supérieur de la fonction publique ce projet de décret qui lui a été adressé.

3000. — 28 mai 1963. — M. Palméro attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des cadres supérieurs des services extérieurs de la direction générale des impôts et des postes et télécommunications, qui craignent de voir la fiche indiciaire des directeurs départementaux adjoints, des comptables supérieurs et des chefs d'établissement qui leur sont assimilés, écartée de la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique comme elle l'a déjà été en juin 1962 et en février 1963. Leur situation administrative a été constamment déclassée à la suite des réformes indiciaires successives et, pour la dernière fois, le 12 décembre 1961, alors que leurs responsabilités et l'importance de leurs tâches ne cessent de croître ; ce qui aboutit ainsi à l'écrasement de la hiérarchie d'une façon incompatible avec le bon fonctionnement des grandes administrations modernes. L'indice net terminal des directeurs départementaux adjoints et des emplois homologues est, malgré les promesses les plus formelles, maintenu à l'indice 590 au lieu de 600, et les débouchés qui leurs sont ouverts dans le grade de directeur départemental adjoint sont en nombre insuffisant pour assurer à tous l'accès du grade supérieur dans des délais raisonnables. Il lui demande s'il compte faire en sorte que soit présentée à la session du conseil supérieur de la fonction publique du mois de juin 1963 une fiche prévoyant : 1° l'octroi des indices nets 575-600 aux directeurs départementaux adjoints et à leurs homologues ; 2° la fusion, en une carrière unique, se déroulant des indices 430 à 600 nets, des grades d'inspecteur principal et de directeur départemental adjoint, ainsi qu'une mesure parallèle pour les comptables ou chefs d'établissements placés à parité.

3003. — 28 mai 1963. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le fait que la loi de finances pour 1963, n° 62-1529 du 22 décembre 1962, dans son article 9, paragraphe II, prévoit que le Gouvernement doit prendre par décret toutes mesures nécessaires à l'alignement progressif des prestations servies aux salariés agricoles sur celles en vigueur dans le régime général de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les taux de revalorisation des rentes et pensions d'assurances sociales. Il lui demande à quelle époque ces textes pourront être publiés.

3004. — 28 mai 1963. — M. Rossi demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître les raisons précises pour lesquelles il n'a pas approuvé les tableaux d'avancement de grade de l'administration des eaux et forêts en ce qui concerne les personnels techniques de la catégorie C, et ce pour l'année 1962. Le motif invoqué serait le surnombre de personnels de cette administration, consécutif au retour en métropole des agents servant en Algérie. Or, les avancements de grade dont il s'agit (agents techniques brevetés, sous-chefs de districts, chefs de district, chefs de district spécialisés) auraient dû être établis et approuvés fin 1961 pour l'année 1962. Dans ces conditions les promotions auraient pu intervenir presque jusqu'à épuisement des tableaux en cause, les surnombres invoqués n'ayant commencé à se produire qu'en octobre 1962 seulement. De plus, il ne peut être invoqué une question de surnombre, alors que les deux corps forestiers de catégorie C (métropolitain et algérien) fusionnés par décret n° 60-956 du 6 septembre 1960 ne l'ont été en réalité qu'au 1^{er} janvier 1963. Il y a donc de la part de l'administration un retard grave, dont les conséquences ne doivent pas être supportées par le personnel. Egalement le personnel des eaux et forêts est considéré comme personnel en uniforme et à ce titre il est alloué un crédit annuel à cette administration pour l'habillement de ses agents. Ce crédit de 1.240.000 francs est nettement insuffisant et l'administration en demande annuellement, mais vainement, une majoration la mettant sur un pied d'égalité avec les autres administrations civiles. Il lui demande s'il estime qu'il soit possible aux eaux et forêts, avec une somme annuelle moyenne de 90 à 120 francs, de faire face à l'habillement de son personnel, alors qu'il est alloué de 250 à 300 francs par agent aux autres administrations, et s'il peut lui faire connaître les raisons de cette différenciation.

3005. — M. Schnebelen expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après la réponse faite le 27 février 1960 par son prédécesseur à une question n° 3940 de M. Dumas, il ressort que les ventes parcelaires, intervenues en exécution d'une procédure da remboursement, régulièrement approuvée par le préfet, sont exonérées de tous droits d'enregistrement et de timbre, sous la condition que les actes les constatant se réfèrent expressément à l'arrêté préfectoral d'approbation. Il lui demande s'il peut lui préciser la portée exacte qu'il convient de donner au paragraphe 3 de la réponse ministérielle du 27 février 1960, et par voie de conséquence, si les actes de vente de terrains à bâtir, par les propriétaires attributaires, sont bien exonérés de droits d'enregistrement et de timbre.

3006. — 28 mai 1963. — **M. Derancy** expose à **M. le ministre du travail** que l'article 15 du décret du 27 novembre 1952 portant application de la loi du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail stipule que : « le temps nécessaire par les examens médicaux, y compris les examens complémentaires, sera soit pris sur les heures de travail des salariés, sans qu'il puisse pour cela être effectué une retenue de salaire, soit rémunéré comme temps de travail normal ». Si cette législation est respectée dans toutes les usines, elle ne l'est pas par les Houillères nationales. Les mineurs, en effet, lorsqu'ils sont convoqués par leur employeur pour des examens médicaux, sont invités à se présenter à la clinique, en dehors des heures de travail, sans aucune rémunération, et sans aucune possibilité de récupération. Il lui demande pour quelle raison les mineurs ne sont pas traités comme des ouvriers à part entière, et si, informé de cet état de choses, il n'envisage pas de donner des instructions pour que la loi soit respectée par tous les employeurs, y compris les Houillères nationales.

3007. — 28 mai 1963. — **M. Derancy** demande à **M. le ministre du travail** : 1° si des grands magasins ou des sociétés coopératives ont le droit d'exiger, lors de l'embauchage de vendeuses de quinze ou seize ans, que celles-ci signent un papier autorisant ces sociétés à les licencier un an après qu'elles auront contracté mariage ; 2° si les personnes, qui ont signé ce papier et sont menacées de licenciement, ont un moyen de recours contre leur employeur et la possibilité de garder leur emploi.

3008. — **M. Derancy** expose à **M. le ministre des rapatriés** que la loi du 26 décembre 1961 a institué une subvention d'installation en faveur des rapatriés, mais que celle-ci n'est attribuée qu'à ceux ayant rejoint la métropole postérieurement au 1^{er} juillet 1961. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre cette mesure à ceux qui ont été contraints et forcés de quitter l'Algérie ou le Maroc avant cette date.

3010. — 28 mai 1963. — **M. Albrand** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que, dans le cadre de la politique de développement économique décidée par le Gouvernement en faveur des départements d'outre-mer, la chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre a suggéré qu'une étude précise soit effectuée à la Guadeloupe pour déterminer les possibilités d'industrialisation qui peuvent s'y trouver. Il lui rappelle que la Martinique a fait déjà l'objet de cette étude, dont les conclusions sont consignées dans le rapport Esembert. Il lui demande s'il n'envisage pas de faire procéder à une étude semblable à la Guadeloupe, afin que les options susceptibles d'être retenues dans l'une et l'autre île ne soient pas concurrentielles mais complémentaires.

3011. — 28 mai 1963. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des armées** que les officiers admissibles aux épreuves écrites du concours d'entrée à l'école supérieure de guerre et ayant échoué, même de très peu, aux épreuves orales sont dans l'obligation, s'ils veulent être titulaires du diplôme militaire supérieur (D. M. S.), de subir une épreuve orale unique de courte durée. Cette mesure semble peu conforme à l'équité et à la logique, en raison des différences fondamentales de niveau existant entre les épreuves du concours de l'école de guerre et celles du diplôme supérieur dans les principaux domaines de la culture générale et de l'instruction militaire. Il lui demande s'il ne serait pas conforme à l'intérêt général de dispenser de l'épreuve orale unique du D. M. S. les officiers non admis à l'école supérieure de guerre, qui auraient obtenu aux épreuves orales une moyenne égale ou supérieure à 12/20. Ces officiers seraient systématiquement déclarés titulaires du D. M. S.

3013. — 28 mai 1963. — **M. Fossé** signale à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation défavorable faite aux veuves de fonctionnaires Morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945. En effet, par application de l'ordonnance du 15 juin 1945, modifiée par les lois n° 48-838 du 18 mai 1948, n° 55-366 du 30 avril 1955 et n° 56-780 du 4 août 1956, les fonctionnaires victimes de guerre ont pu obtenir réparation des préjudices de carrière subis. Or les veuves des fonctionnaires Morts pour la France n'ont pu obtenir le bénéfice de ces dispositions. L'exemple des fonctionnaires de police déportés est particulièrement significatif. Un policier déporté et rentré de déportation le 20 mai 1945, par exemple, a vu, d'une part, sa situation ordinaire rétablie par application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 et, d'autre part, l'établissement d'une carrière normale par application de l'ordonnance de 1945 susvisée. Si ce même policier était décédé le 10 mai 1945 dans son camp de déportation, sa situation administrative aurait été rétablie en vertu de l'ordonnance de 1944, mais il n'aurait pu — et pour cause — demander à bénéficier de l'application de l'ordonnance du 15 juin 1945. En conséquence, la pension civile de sa veuve est basée sur un grade inférieur à celui qu'ont eu ses collègues remplissant les mêmes conditions professionnelles. Elle subit ainsi un préjudice matériel et moral certain, car elle semble pénalisée par la mort au champ d'honneur de son mari. Il lui demande s'il ne pourrait, en accord avec ses collègues compétents, étudier la possibilité d'appliquer aux veuves des fonctionnaires de police déportés, comme aux autres fonctionnaires, les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 en ouvrant les procédures prévues aux articles 16 et 17 de ladite ordonnance.

3014. — 28 mai 1963. — **M. Carter** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** que l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 a prévu la mise en congé spécial de certains fonctionnaires du cadre A pendant une durée de trois ans sur la base de contingents fixés annuellement par les ministères intéressés. Le contingent proposé par le ministère des postes et télécommunications ayant été repoussé par le ministère des finances, seuls quelques hauts fonctionnaires ont été admis au bénéfice de l'ordonnance précitée. Il lui demande : 1° quelles mesures le Gouvernement compte prendre en vue d'une application intégrale de l'ordonnance du 26 janvier 1962 ; 2° s'il n'envisage pas notamment, dans ce but, de reprendre les dispositions de l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956.

3015. — 28 mai 1963. — **M. Pierre Didier** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'article L. 151 du code de la sécurité sociale. D'après ce texte, le bénéfice des prestations familiales n'est accordé à un chef de famille résidant en France que pour ses enfants y résidant également. Un père de famille dont les enfants font leurs études à l'étranger ne perçoit donc pas, pour eux, de prestations familiales. A l'époque du Marché commun, au moment où les classes françaises sont surchargées et où la connaissance des langues étrangères est de plus en plus indispensable, cette restriction apparaît comme particulièrement anachronique. Il lui demande si, pour remédier à cette situation regrettable, le Gouvernement n'a pas mis à l'étude un projet de loi tendant à modifier l'article L. 151 du code de la sécurité sociale et accordant le bénéfice des prestations familiales aux chefs de famille dont les enfants résident à l'étranger, en particulier lorsqu'ils y poursuivent leurs études.

3016. — 28 mai 1963. — **M. Guéna** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que de nombreux harkis ont été blessés au combat, mais qu'ils paraissent ne relever, pour l'octroi d'une pension, ni de la loi du 30 décembre 1953, ni de la loi du 8 août 1956. Il lui demande quelles formalités doivent remplir ces anciens suppléants pour percevoir une pension d'invalidité en cas de blessure reçue au combat.

3017. — 28 mai 1963. — **M. Trémolières** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'il lui semble injuste de voir les receveurs percepteurs appliquer aux travailleurs sans emploi la majoration de 10 p. 100 prévue en cas de retard dans le règlement du tiers provisionnel. Il lui demande s'il envisage que des instructions soient adressées à ces fonctionnaires pour éviter l'application de pénalités fiscales aux chômeurs.

3018. — 28 mai 1963. — **M. Trémolières** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il compte faire en sorte : 1° que le grand amphithéâtre de la Sorbonne, actuellement inutilisé, soit employé pour remédier à l'insuffisance de salles de cours, généralement surchargées par le grand nombre d'étudiants qui les fréquentent ; 2° d'aménager avec tables, lampes et chaises les nombreux emplacements vacants de la Sorbonne, afin d'éviter aux étudiants de se trouver dans l'obligation de se réfugier dans les cafés du quartier latin pendant les heures creuses entre les cours.

3020. — 28 mai 1963. — **M. Magne** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** dans quelles conditions les augmentations acceptées pour les tarifs de chemins de fer ont pu se traduire par des pourcentages extrêmement différents, selon les services rendus et, généralement, fort supérieurs à ceux qui avaient été annoncés au Parlement. C'est ainsi que si le prix du kilomètre n'a augmenté que de 12 p. 100, en revanche les suppléments pour trains rapides augmentent de 20 p. 100 et le prix des locations (prix du ticket garde-place) augmente de 100 p. 100, passant de 1 franc à 2 francs. Il lui demande en outre si ces augmentations lui ont été soumises au préalable, et s'il leur a donné son accord.

3021. — 28 mai 1963. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, complétée par un protocole additionnel signé à Paris le 20 mars 1952, a été ratifiée par tous les Etats membres du Conseil de l'Europe à l'exception de la France, et lui demande de lui faire connaître pourquoi le Gouvernement tarde à saisir le Parlement d'un projet de loi autorisant M. le Président de la République à ratifier cette convention.

3023. — 28 mai 1963. — **M. Delachenal** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'il résulte d'une réponse faite à M. André Mutter, député (*Journal officiel*, débats du 4 décembre 1947, p. 33) que... « S'il est bien établi que plusieurs artisans exerçant dans le même établissement ne travaillant pas en association et ne se prêtant pas habituellement un concours réciproque, et si, d'autre part, la profession qu'ils exercent présente le caractère d'une industrie manuelle, chacun d'eux peut employer un compagnon et un apprenti de moins de vingt ans, munis d'un contrat d'apprentissage, sans perdre le bénéfice du régime fiscal artisanal ». Il lui demande si ces dispositions

peuvent être appliquées à un ménage de coiffeurs, mariés sans contrat, le mari étant coiffeur pour hommes, inscrit au registre des métiers, titulaire d'un compte bancaire et tenant une comptabilité propre à ses affaires. Il est précisé que les deux époux travaillent dans le même établissement, qu'ils ne se prêtent jamais un concours réciproque (la chambre des métiers interdisant à un homme de gérer un salon de dames et vice versa), que les frais généraux sont répartis au prorata du chiffre d'affaires réciproque et que la profession de coiffeur présente le caractère d'une industrie manuelle.

3025. — 28 mai 1963. — M. Kasperelt expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation, au regard de l'impôt, de certains célibataires ayant complètement à leur charge des frères et sœurs. Tel est le cas d'une personne âgée de 66 ans, qui subvient seule à l'entretien de ses deux sœurs, dont l'une, qui a 70 ans, se consacre entièrement à sa sœur cadette, infirme de naissance et considérée comme « demeurée ». En l'état actuel de la législation, aucune déduction pour charges de famille n'étant admise en faveur de ces célibataires, il lui demande dans quelle mesure cette inégalité peut être compensée.

3026. — 28 mai 1963. — M. Luciani appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. Elle précise en son article 60 que les articles 27 à 33 et 34 à 37 seront mis en vigueur à une date qui sera fixée par décrets en Conseil d'Etat. Il lui demande à quelle date pourront paraître ces décrets et s'il envisage la mise en vigueur des articles précités au 15 mars 1963, date de la loi.

3030. — 28 mai 1963. — M. Touret demande à M. le ministre des affaires économiques s'il envisage de revaloriser le taux de rémunération des médecins travaillant à la vacation du centre d'appareillage de Paris, dépendant du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, en fonction des augmentations consenties aux agents de la fonction publique, compte tenu de ce que les salaires des employés rémunérés à la vacation suivent les variations des traitements des agents de l'Etat.

3031. — 28 mai 1963. — M. Jean Lainé rappelle à M. le ministre des travaux publics et des transports que l'article R. 25 du code de la route dispose que « lorsque deux conducteurs abordent une intersection de routes par des routes différentes le conducteur venant par la gauche est tenu de céder le passage à l'autre conducteur ». Il lui signale que cette réglementation, s'appliquant à toutes les voies de circulation quelle que soit l'importance de l'une par rapport à l'autre, exception faite du cas particulier prévu par l'article R. 26, provoque de nombreux accidents, notamment quand il s'agit d'une voie goudronnée et bien entretenue coupant une simple route d'intérêt local, sur laquelle les conducteurs de voitures se trouvent avoir priorité sur tous les véhicules venant de leur gauche. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de modifier l'article R. 25 précité afin que le principe de la priorité au conducteur venant de droite ne soit applicable qu'à des voies d'importance comparable, étant bien entendu que les véhicules circulant sur des grandes routes auraient toujours la priorité sur ceux circulant sur des voies d'intérêt secondaire.

3033. — 28 mai 1963. — M. Bolsson expose à M. le ministre du travail que le port de Dieppe, de par son trafic en grande partie spécialisé, emploie en permanence de nombreux dockers occasionnels. Ces dockers occasionnels, qui représentent certains mois 50 p. 100 de l'effectif utilisé, alors qu'il n'atteint en moyenne que 10 p. 100 dans les autres ports, sont dans l'obligation : 1° de se présenter chaque jour au B. C. M. O., à cause de l'impossibilité où ils se trouvent de connaître par avance le nombre d'occasionnels dont on aura besoin ; 2° en cas de non-utilisation, de pointer au « chômage », car aucun autre organisme que le B. C. M. O. ne peut le faire, les occasionnels n'étant en possession d'aucun certificat de licenciement. Ce pointage est indispensable pour sauvegarder les droits aux allocations familiales et à la sécurité sociale, les caisses de ces organismes considérant les journées pointées comme valables. Or les dockers occasionnels (300 environ) se rendent quotidiennement au B. C. M. O sans être couverts pour les accidents de trajet. Plusieurs accidents de cette sorte s'étant déjà produits, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de modifier la législation en vigueur (loi de 1947) ou d'autoriser la caisse de sécurité sociale de Dieppe à prendre en charge les frais résultant des accidents de trajet dont pourraient être victimes les dockers occasionnels de Dieppe.

3034. — 28 mai 1963. — M. Bolsson expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que l'effectif des dockers professionnels du port de Dieppe, fixé par décret ministériel, est de 550. La diminution de l'effectif peut intervenir si le nombre de vacations donnant lieu au salaire de garantie dépasse 25 p. 100 pour une période de référence de six mois. Ce pourcentage est rarement atteint dans la section « commerce ». Pour des raisons imputables au gel (diminution des importations d'agrumes), ce pourcentage, exceptionnellement, a été atteint en 1963. En géné-

ral, pendant le premier semestre, le plein emploi est total ; en mars, avril et mai, les besoins de main-d'œuvre se situent alors à 1.060 plusieurs jours par semaine. Il en résulte que 50 p. 100 de l'effectif est constitué par des dockers occasionnels « cartés », mais sans garantie, auxquelles s'ajoutent parfois des saisonniers. Il lui demande : a) s'il n'y aurait pas lieu de porter l'effectif des dockers professionnels de 550 à 600 afin d'assurer la stabilité de l'emploi à des occasionnels utilisés depuis plusieurs années (6 ou 7 ans) sur le port ; b) le recrutement se faisant de deux manières : 1° les fils de dockers ; 2° des occasionnels, et le nombre de fils de dockers demandeurs étant sans cesse en augmentation (7 à 8 en 1960 — 40 en 1963), quelles sont les mesures envisagées pour fixer une main-d'œuvre d'appoint permanente en lui assurant un travail régulier et des moyens normaux d'existence ; c) dans le but d'obtenir un recrutement plus étudié donnant satisfaction aux fils de dockers et aux occasionnels les plus anciens, s'il n'y aurait pas lieu également, dans le cadre d'une politique d'expansion économique prévoyant l'augmentation du trafic du port de Dieppe : 1° de créer une école d'apprentissage de jeunes dockers ; 2° de créer une caisse de garantie pour les occasionnels ayant au moins été utilisés deux ans.

3035. — 28 mai 1963. — M. Bolsson attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur les difficultés pécuniaires que vont rencontrer les bénéficiaires des congés payés pour profiter pleinement de la quatrième semaine de congé. Il est à craindre que l'augmentation du coût de la vie, dans la plupart des secteurs, n'oblige de nombreux travailleurs à rester chez eux, ou à abréger la durée de leurs vacances. Pour remédier, dans une certaine mesure, à cette situation, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu : 1° de porter de 30 à 40 p. 100 le taux de réduction des billets de congés payés ; 2° d'envisager l'octroi à tous les bénéficiaires et à leurs familles, de deux billets par an au lieu d'un seul.

3038. — 28 mai 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que l'arrêté du 28 décembre 1962 (J. O. du 30 décembre 1962) a établi de nouveaux salaires forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les personnels des hôtels, cafés et restaurants, notamment lorsque ces personnels sont rémunérés en totalité ou en partie à l'aide de pourboires. Il lui demande : 1° comment on doit interpréter la notion de la journée de moins de cinq heures ; 2° si cette durée est représentée par celle du travail effectif, à l'exclusion du temps passé aux repas, aux repas, au déshabillage et à l'habillage, etc., ou bien si c'est celle de l'amplitude, c'est-à-dire de l'arrivée au départ du salarié jusques et y compris les éléments qui, en principe, ne sont pas à prendre en compte pour le travail effectif ; 3° si l'employeur faisant deux services dans la même journée, lesquels comprendraient une durée totale de moins de cinq heures, il est possible d'admettre la durée effective du travail pour ce temps cumulé ; 4° si une tolérance est admise dans le calcul, et pour combien ; 5° quelles sont les précautions à prendre pour justifier, éventuellement, ce qui précède auprès du service de contrôle.

3040. — 28 mai 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les commissions départementales des impôts, lors de leurs séances, examinent les différends entre l'administration et les contribuables et que ces commissions sont paritaires puisqu'elles comprennent un nombre égal de représentants de l'administration et des organisations patronales désignés par la chambre de commerce du lieu du litige. Il lui demande : 1° si, lors du délibéré, qui a lieu seulement en présence des membres de la commission, à l'exclusion des parties en cause, il est tenu un registre des procès-verbaux de séance où la décision de chaque affaire est consignée ; 2° dans l'affirmative : a) si ledit procès-verbal comporte la signature de tous les membres présents au délibéré ; b) si, au contraire, seule la signature du président de séance, en l'occurrence un conseiller du tribunal administratif, est portée sur ledit procès-verbal de séance ; c) ou bien si les signatures du président et du secrétaire sont seulement nécessaires pour valider les décisions prises ; 3° si les membres présents de la commission peuvent, a posteriori, prendre connaissance des décisions prises, pour lesquelles ils ont été partie dans la décision ; 4° dans la négative, comment les décisions, éventuellement notifiées, peuvent revêtir un caractère légal puisque, en définitive, elles pourraient être incontrôlables, malgré le secret des délibérations.

3041. — 28 mai 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux il se peut qu'à la suite d'une vérification l'inspecteur du contrôle des contributions directes propose au redevable un rehaussement. Ce dernier, s'il n'est pas accepté par le contribuable en cause, fait obligation à l'administration de demander à la commission départementale des impôts de donner son avis sur le différend qui le oppose et, par exemple, la commission départementale, ne se trouvant pas suffisamment informée lors de la première réunion, ordonne un supplément d'instruction, lequel est nécessairement effectué par le service du contrôle. Il lui demande : 1° si le fait pour la commission départementale des impôts de n'avoir pu donner son avis une première fois sur le différend en cause n'a pas pour effet de la dessaisir du pouvoir d'en connaître à nouveau ; 2° si, dans ces conditions, il est possible

de dire que le fardeau de la preuve appartient à l'administration demanderesse, qui n'a pu apporter à cette première réunion la justification des redressements proposés et permettre ainsi à la commission départementale de donner son avis; 3° si le fait, pour la commission départementale des impôts, de prescrire un supplément d'information pour lui permettre de statuer à nouveau n'est pas anormal en soi et n'est pas de nature à entacher sa deuxième décision de la nullité qui s'attacherait à un acte contraire aux dispositions législatives ou réglementaires; 4° si, en l'occurrence, l'administration, dans les conditions ci-dessus, n'a pas seule la possibilité de porter son différend devant les tribunaux administratifs si elle le jugeait utile comme n'acceptant pas, en définitive, la déclaration du contribuable, laquelle, après la première décision, se trouverait entérinée par le défaut d'avis de la commission départementale; 5° si, par une procédure qui pourrait être nulle et de nul effet, la commission départementale, lors d'une deuxième séance, avait été amenée à se prononcer et à donner un avis qui rejoindrait le point de vue de l'administration, il n'est pas possible de dire que son avis ne revêt plus aucun caractère légal d'exécution et décharge, *ipso facto*, le contribuable du fardeau éventuel de la preuve; 6° si cependant, à la suite de cette décision, le contribuable se trouvant dans l'obligation pour défendre ses intérêts de porter le différend devant le tribunal administratif, il aurait la possibilité de demander à ce dernier l'annulation d'une situation que l'administration seule avait la possibilité de porter devant cette juridiction contentieuse; 7° dans le cas contraire, quel est le véritable déroulement de la procédure à l'égard d'une deuxième présentation du différend devant la commission départementale.

3047. — 29 mai 1963. — **M. Krieg** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quelles sont les raisons pour lesquelles la généralité de fabricants de fromages sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée pour leurs productions, et s'il ne pense pas qu'il serait normal de revenir en cette matière au droit commun. En effet, ces fabrications se chiffrent chaque année par plusieurs milliards de francs anciens, des rentrées importantes sont ainsi perdues pour le Trésor public.

3048. — 29 mai 1963. — **M. Rossi** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui faire connaître quelles sont les dispositions qu'il entend prendre pour mettre un terme au déclassement catégoriel dont sont victimes — au sein de la fonction publique — les personnels techniques des eaux et forêts, et notamment les chefs de district et chefs de district spécialisés qui, classés actuellement en catégorie C, demandent avec une argumentation dont personne, ni les finances, ni la fonction publique, ni l'agriculture, et encore moins l'administration intéressée, ne conteste la valeur et le bien-fondé, leur reclassement en catégorie B. Ses services ont été saisis à de nombreuses reprises de ce problème et, dès 1959, ils ont donné l'assurance que le reclassement des chefs de district et chefs de district spécialisés des eaux et forêts interviendrait à une époque ultérieure. Cette époque est désormais venue et la promesse faite doit être tenue. Des propositions sont actuellement à l'étude entre les services du budget et la direction générale des eaux et forêts, mais celles-ci paraissent difficilement acceptables par les intéressés qui, de surplus, en ont été tenus à l'écart. En effet, elles constituent tout au plus un semblant de « rattrapage » par rapport aux administrations similaires à celle des eaux et forêts et ne peuvent, ni de près ni de loin, être considérées comme apportant le reclassement qui s'impose au plus tôt. Il lui demande en particulier s'il compte se pencher attentivement sur le problème qui lui est posé; inviter les organisations syndicales représentant les personnels intéressés à lui apporter leur collaboration et rechercher par tous les moyens la véritable solution qui s'impose, faute de quoi le climat créé ne pourra que se dégrader et se détériorer encore plus au détriment du budget de la nation et de celui des collectivités locales.

3049. — 29 mai 1963. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** combien il y a eu de bourses accordées aux élèves et étudiants des deux sexes, ressortissants des Pyrénées-Orientales, au compte de l'année scolaire 1962-1963, suivant les classifications ci-après: 1° nombre total de bourses et sommes globales correspondantes; 2° nombre de bourses nationales aux élèves des collèges d'enseignement général et du secondaire, et somme globale correspondant à ces bourses; 3° nombre de bourses nationales accordées aux étudiants pour l'enseignement supérieur et somme globale correspondante; 4° nombre de prêts d'honneur et somme globale correspondante; 5° nombre de bourses d'études ou de frais d'études ou d'entretien, allouées par le département ou l'Etat aux divers élèves des Pyrénées-Orientales, et sommes globales correspondant à ce chapitre.

3051. — 29 mai 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que l'appareillage des mutilés de guerre, accidentés du travail, de la route et malades, est devenu un des grands services sociaux du pays. Il était normal que la mise en place des moyens d'appareillages des Français victimes de la guerre, victimes du travail et victimes civiles incombait aux divers services nationaux, régionaux et départementaux de l'appareillage de son ministère, ces services ayant toujours accompli magnifiquement leur tâche dans le passé. Il lui demande: 1° comment

ont organisés et implantés à l'échelle nationale, régionale et départementale, les divers services de l'appareillage des mutilés; 2° combien il existe de centres de fabrication d'appareils de prothèse; 3° quelle est la part prise par l'Etat dans la fabrication des appareils de prothèse; 4° combien de mutilés de guerre, du travail et civils ont été appareillés au cours de l'année 1962 par les divers centres d'appareillage du ministère des anciens combattants; 5° quelles sommes la sécurité sociale et l'A. M. G. ont versé au cours de l'année 1962 aux centres d'appareillages du ministère des anciens combattants et victimes de guerre pour l'appareillage de leurs ressortissants.

3055. — 29 mai 1963. — **Mme Vaillant-Couturier** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que la fédération des anciens waffen SS (H. I. A. G.) prépare pour les 21 et 22 septembre 1963 à Hameln, en République fédérale allemande, un rassemblement international d'anciens SS, auquel doivent participer des anciens SS de nationalité française. Elle lui rappelle que l'organisation des SS a été déclarée association de criminels de guerre par le tribunal international de Nuremberg et que les accords de Potsdam, approuvés par la France le 3 août 1945, décidaient de « détruire le parti national-socialiste et toute organisation affiliée ou contrôlée par lui, dissoudre toutes les institutions nazies, s'assurer qu'elles ne renaîtront sous aucune forme, et entraver toute activité ou propagande nazie ou militariste ». Elle lui rappelle, en outre, que le H. I. A. G. dispose d'un service de liaison avec les waffen SS de nationalité étrangère, service dont le responsable est le général Lammerding, condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de Bordeaux pour ses responsabilités dans les crimes et atrocités accomplis par la division « Das Reich », notamment à Oradour-sur-Glane et à Tulle. Elle lui demande quelles démarches il compte entreprendre auprès de la République fédérale allemande en vue de réclamer l'interdiction du rassemblement de Hameln et la dissolution de la H. I. A. G.

3056. — 29 mai 1963. — **M. Pic** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 1372 du code général des impôts prévoit que le droit de mutation à titre onéreux des biens immeubles, édicté par les articles 721 et 723, est réduit à 1,40 p. 100 pour les acquisitions d'immeubles ou de fractions d'immeubles affectés à l'habitation au jour du transfert de la propriété. Il lui demande: 1° si, dans une maison d'habitation où une pièce est utilisée comme local de greffe par un greffier d'instance, cette pièce peut être qualifiée « à usage professionnel », étant rappelé que la municipalité du chef-lieu de canton est tenue de fournir ce local au greffier; 2° comment doit s'opérer la ventilation du prix global dans un immeuble à usage mixte: habitation et professionnel, et notamment si cette ventilation de prix ne doit pas s'opérer suivant la méthode de la surface développée, c'est-à-dire en prenant en considération le rapport existant entre, d'une part, la superficie totale des locaux destinés à l'habitation et leurs dépendances (caves, greniers, terrasses, garages, sous-sol, etc.) et, d'autre part, la superficie totale de l'ensemble des locaux composant l'immeuble.

3057. — 29 mai 1963. — **M. Weber**, se faisant le porte-parole de la fédération générale des retraités des chemins de fer de France et d'outre-mer, appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la nécessité qu'il y aurait à relever les plafonds de ressources annuelles auxquels est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. En effet, ces plafonds fixés, en 1962 à 2.300 francs pour une personne seule et à 3.200 francs pour un ménage sont actuellement nettement insuffisants eu égard à l'augmentation constante du coût de la vie. Du fait de la stabilité des plafonds, chaque fois que le montant des petites pensions augmente, pour suivre péniblement la montée des prix, l'allocation du fonds de solidarité diminue ou se trouve supprimée, et le pouvoir d'achat des intéressés subit une nouvelle diminution. De plus, les trois compléments de l'allocation instituée en 1958, 1959 et 1961 étant alloués intégralement, quel que soit le montant payé de l'allocation proprement dite, il en résulte que le bénéficiaire d'une faible part de l'allocation perd, lorsqu'il arrive au plafond exigé, non seulement cette faible part d'allocation, mais la totalité des compléments. La seule solution raisonnable serait d'indexer sur le S. M. I. G. à la fois le montant de l'allocation et le plafond des ressources prises en compte. Il lui demande s'il peut lui préciser ses intentions à ce sujet.

3059. — 29 mai 1963. — **M. Ansquer** demande à **M. le ministre des armées** quelles mesures il compte prendre pour pallier les inconvénients que provoquent les avions franchissant le mur du son. En effet, outre les détériorations causées aux bâtiments, aux édifices publics et aux cheminées, la déflagration provoque des accidents de personnes qui sont quelquefois mortels.

3061. — 29 mai 1963. — **M. Boscher** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne lui paraît pas souhaitable d'adapter le règlement intérieur de la gendarmerie, de manière à y inscrire le principe d'un jour de congé hebdomadaire, celui-ci devant comprendre un dimanche au moins une fois par mois.

3042. — 29 mai 1963. — **M. Boscher** demande à **M. le ministre des armées** de lui indiquer : 1° les crédits de paiement effectivement utilisés au cours des trois dernières années pour la construction ou la modernisation des casernes de gendarmerie ; 2° le nombre d'opérations de cet ordre entrepris pendant cette même période ; 3° s'il compte commander à cette fin au Parlement, pour le budget de 1964, des sommes plus importantes que par le passé.

3043. — 29 mai 1963. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre des armées** l'anomalie qui consiste à astreindre les sous-officiers de carrière que sont les gendarmes à ce qu'il est d'usage dans l'armée d'appeler les « corvées », en particulier le nettoyage des bureaux, escaliers, cours et abords des casernes. Outre le caractère désobligeant de ces corvées, et compte tenu de l'insuffisance numérique du personnel en question, il lui demande s'il ne considère pas que les heures ainsi passées le seraient plus utilement dans le service effectif et si, pour en terminer avec cet état de fait anachronique, il ne prévoit pas la possibilité pour les commandants de brigade de faire appel à la main-d'œuvre civile pour l'entretien des locaux de la gendarmerie.

3044. — 29 mai 1963. — **M. Celméjane** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 50 du code général des impôts, modifié en dernier lieu par l'article 42 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, prévoit que, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou artisanale, le bénéfice imposable est fixé forfaitairement lorsque le chiffre d'affaires annuel n'excède pas : 400.000 francs s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, ou de fournir le logement ; 100.000 francs s'il s'agit d'autres redevables. Ces plafonds ont été appliqués pour la première fois en vue de l'imposition des bénéfices réalisés en 1959. En raison de la simplicité qu'il présente pour les redevables qui ne tiennent pas une comptabilité détaillée, un grand nombre d'entre eux s'est trouvé placé sous ce régime, qu'il s'agisse des bénéfices industriels et commerciaux ou des taxes sur le chiffre d'affaires. Le plafond n'ayant pas été modifié depuis 1959, il lui demande s'il n'envisage pas de relever dans un proche avenir les chiffres limites. Ce relèvement irait d'ailleurs dans le sens des instructions administratives qui prescrivent de soumettre au forfait le plus grand nombre possible de contribuables et cela pourrait apaiser les craintes de commerçants voués à être imposés au bénéfice réel au prochain exercice par suite de la hausse des prix et de l'expansion.

3074. — 29 mai 1963. — **M. Karcher** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** s'il a été averti des inconvénients très graves d'une réouverture de la chasse aux échassiers pendant une période de quinze jours au mois de mai sur certaines côtes de la France et dans certaines régions de l'inscription maritime. En effet, pendant les périodes de froid intense qui ont sévi au cours de l'hiver 1962-1963, des pertes considérables parmi les oiseaux migrateurs et le gibier migrateur ont été déplorées. Dans les pays voisins de la France des mesures de protection sans cesse plus étendues sont prises. La nécessité de protéger ces oiseaux est affirmée par le Muséum d'histoire naturelle et de nombreux organismes cynégétiques et il serait souhaitable que des mesures indispensables soient prises en France également.

3075. — 29 mai 1963. — **M. René Leduc** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** si l'article 16 de la loi du 11 septembre 1941, modifié par la loi du 22 mai 1946 et le décret n° 83-253 du 14 mars 1963, spécifiant qu'il est désormais interdit aux pharmaciens d'officine, aux grossistes répartiteurs, aux dépositaires, aux fabricants de produits pharmaceutiques de donner aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes des primes, des objets ou produits quelconques ou des avantages matériels de quelque nature que ce soit, à l'exception de la remise habituelle sur le prix de médicaments destinés à l'usage personnel des praticiens, s'applique à des entreprises n'ayant pour objet de vendre ou de fabriquer des produits pharmaceutiques quelconques, mais ayant comme clientèle unique le corps médical. Il lui demande en particulier si une telle entreprise, dont le but serait par exemple d'éditer une revue destinée au corps médical, pourrait offrir à ses abonnés, par tirage à part — sans supplément au montant de l'abonnement à ladite revue — un ou des documents quelconques (plaquette, hors-textes, disques, etc.) susceptibles par ailleurs d'être vendus séparément dans le commerce pour être acquis par tous tiers.

3077. — 29 mai 1963. — **M. Max Petit** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les problèmes soulevés par le renouvellement des baux de locaux à usage commercial. Les demandes de révision peuvent être formées trois ans après la date d'entrée en jouissance du locataire si, depuis cette date, l'indice des prix des « 250 articles » a varié de plus de 15 p. 100. Ces demandes peuvent être formées tous les trois ans. Le président du tribunal de grande instance chargé des experts de rechercher les éléments d'appréciation permettant de fixer les conditions du nouveau bail. En pratique, les experts admettent généralement une revalorisation de 1 p. 100 par mois, ce qui, en six ans, entraîne un doublement des loyers qui

ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie. Il lui demande si d'autres dispositions ne pourraient être envisagées pour le renouvellement de ces baux, par exemple l'indexation de leur montant sur l'indice des prix des 250 articles.

3081. — 29 mai 1963. — **M. Péronnet** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les personnes âgées, titulaires de l'allocation vieillesse des vieux travailleurs salariés, peuvent bénéficier avec leur conjoint d'une réduction de 30 p. 100 sur les tarifs ferroviaires, valable sur un parcours aller et retour, chaque année. Compte tenu de l'augmentation récente des tarifs transports ferroviaires voyageurs, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager de porter de 30 à 50 p. 100 le montant de cette réduction.

3082. — 29 mai 1963. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** si, dans le futur statut de la fonction publique, il envisage de reconnaître les affections cardiaques graves comme maladies ouvrant droit à congés de longue durée pour les fonctionnaires, agents de la fonction publique et assimilés.

3083. — 29 mai 1963. — **M. Péronnet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans la détermination des bénéfices agricoles forfaitaires à l'hectare, il n'est pas tenu compte des dépenses effectuées par le propriétaire pour de grosses réparations, mais seulement des dépenses d'entretien. Or de telles réparations, lorsqu'elles ne peuvent être assimilées à celles de reconstruction ou de transformation, ne bénéficient d'aucune aide du génie rural. Elles restent donc à la charge exclusive du propriétaire. Il lui demande de lui faire connaître dans quelles conditions un propriétaire peut prétendre à la déduction de telles charges sans pour cela opter pour le régime, bien complexe dans l'agriculture, de l'imposition au bénéfice réel.

3084. — 29 mai 1963. — **M. Péronnet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par arrêté du 18 juin 1962 (Requête, n° 51-889, 7° s.-s.) rendu sur le régime fiscal antérieur à 1959, le Conseil d'Etat a jugé que, dans le cas d'exploitation en métayage, le propriétaire était en droit de comprendre la contribution foncière parmi les charges de son revenu global. Cette solution semblait justifiée par le fait qu'au terme de l'article 156 du code général des impôts le revenu global, base de la surtaxe progressive, était établi sous déduction de tous les impôts directs et taxes assimilées lorsqu'ils n'entraient pas en compte pour l'évaluation des divers revenus soumis à la taxe proportionnelle. Dans sa nouvelle rédaction, l'article 156 est beaucoup plus restrictif et limite la déduction à la taxe complémentaire et à la taxe proportionnelle établie au titre de 1958 et des années antérieures. Il lui demande dans quelles conditions la jurisprudence qui découle de l'arrêt susvisé reste applicable dans le cadre du nouvel impôt sur le revenu des personnes physiques.

3085. — 29 mai 1963. — **M. Massot** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 61 du code des pensions civiles et militaires prévoit : « qu'en cas de remariage du mari, si celui-ci a laissé une veuve ayant droit à la pension définie au premier alinéa de l'article 54, cette pension est répartie entre la veuve et la femme divorcée, sauf renonciation volontaire de sa part, au prorata de la durée totale des années de mariage. Au décès de l'une des épouses, sa part accroît la part de l'autre, sauf réversion du droit au profit des enfants mineurs ». Il lui demande, dans le cas où la femme divorcée d'un fonctionnaire décédé sans renoncer expressément à son droit à pension laisse prescrire ce droit, s'il ne doit pas considérer qu'il y a renonciation tacite et que sa part accroît celle de la veuve comme dans le cas de la renonciation expresse ou du prédécès de la femme divorcée. Il paraît, en effet, difficile d'admettre que l'Etat bénéficie d'une telle situation et ne verse en ce cas qu'une partie de la pension qu'il s'est obligé à verser au décès du fonctionnaire.

3091. — 31 mai 1963. — **M. André Besuguitte** expose à **M. le ministre du travail** que les plafonds des ressources annuelles auxquels est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité devraient être relevés. En effet, ces plafonds, fixés en 1962 à 2.300 francs pour une personne seule et à 3.200 francs pour un ménage, sont actuellement nettement insuffisants eu égard à l'augmentation constante du coût de la vie. Du fait de la stabilité des plafonds, chaque fois que le montant des petites pensions augmente pour suivre péniblement la montée des prix, l'action du fonds de solidarité diminue ou se trouve supprimée, et le pouvoir d'achat des intéressés subit une nouvelle diminution. De plus, les trois compléments de l'allocation institués en 1958, 1959 et 1961 étant attribués intégralement quel que soit le montant payé de l'allocation proprement dite, il en résulte que le bénéficiaire d'une faible part de l'allocation perd, lorsqu'il atteint le plafond exigé, non seulement cette faible part d'allocation, mais la totalité des compléments. Il lui demande s'il ne pensa pas que la seule solution raisonnable serait d'indexer sur le S. M. I. G. à la fois le montant de l'allocation et le plafond des ressources prises en compte.

3094. — 31 mai 1963. — **M. Orvoën** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans l'état actuel de la législation, les aliments composés destinés aux poissons d'élevage et plus particulièrement aux truites ne bénéficient pas des dispositions de l'article 256 e du code général des impôts, en vertu desquelles les « opérations de vente, de commission, de courtage et d'importation portant sur les aliments destinés à l'alimentation du bétail et des animaux de basse-cour » sont exclues du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que cela résulte de la réponse donnée à la question écrite n° 6182 de **M. Maurice Pic** (*Journal officiel*, débats C. R., du 9 novembre 1955, p. 2532). Or, il convient de signaler que depuis la mise en vigueur des textes exonérant de la taxe à la valeur ajoutée les aliments du bétail, le nombre des salmoniculteurs est passé d'un cent à plus de cinq cents, la production annuelle pouvant être évaluée à plusieurs tonnes de truites-portion sans compter les poissons de repeuplement des cours d'eau. En raison de ce développement rapide de la pisciculture, les sources alimentaires traditionnelles (déchets de viande et de poissons de mer de basse qualité) se sont révélées insuffisantes et des techniques nouvelles sont apparues, notamment l'alimentation à base de produits composés (farine et granulés) donnant d'excellents résultats tant au point de vue biologique que gastronomique. L'application de ces nouvelles méthodes — dont la valeur est reconnue et qui sont utilisées actuellement dans tous les pays d'Europe — est freinée en France par l'assujettissement à la taxe à la valeur ajoutée qui s'élève au taux de 25 p. 100 et qui porte sur une nourriture représentant les deux tiers du prix de revient. En outre, cette taxe ne peut être récupérée au moment de la vente du poisson, les cours étant réglés par la loi de l'offre et de la demande et, en particulier, par l'offre étrangère. Il apparaît ainsi que le produit annuel de cet impôt (approximativement 300.000 francs par an) est sans aucune commune mesure avec les inconvénients que provoque son existence. Il lui demande si, afin de mettre les pisciculteurs sur un pied d'égalité avec les autres éleveurs, il n'envisage pas de soumettre au vote du Parlement une disposition en vertu de laquelle les poissons d'élevage seraient considérés comme « bétail » pour l'application de l'article 256 e du code général des impôts et, par conséquent, les aliments composés destinés à leur nourriture seraient exonérés de la taxe à la valeur ajoutée.

3095. — 31 mai 1963. — **M. Labéguerie** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** s'il peut lui donner l'assurance que sera inscrit à l'ordre du jour du conseil supérieur de la fonction publique, pour sa prochaine réunion au mois de juin 1963, l'examen des propositions de revalorisation indiciaire concernant les assistants sociales et assistants sociaux du secteur public, afin que des décisions rapides puissent intervenir en faveur de cette catégorie de professionnels particulièrement défavorisée à l'heure actuelle.

3096. — 31 mai 1963. — **M. Marcel Guyot** expose à **M. le Premier ministre** qu'en dépit des engagements qu'il avait pris, le Gouvernement s'est opposé, dans la précédente législature, à l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale des projets de loi, déposés le 14 décembre 1960, portant ratification de l'ordonnance n° 60-907 du 30 août 1960 relative à la franchise des bouilleurs de cru et à l'ordonnance n° 60-1253 du 29 novembre 1960 concernant les débits de boissons. Ainsi, le Parlement a été dépossédé en fait de son pouvoir de contrôle en la matière. Il n'a pu discuter et au besoin amender des textes qui soulevaient un certain nombre de critiques de la part soit des récoltants, soit des membres de l'industrie hôtelière. Il lui demande : 1° à quelle date le Gouvernement a l'intention d'accepter l'inscription à l'ordre du jour de projets de loi portant ratification des ordonnances susvisées ; 2° s'il n'estime pas souhaitable de réunir dans les prochains mois une « table ronde », à laquelle seraient conviés les représentants des groupements ou organisations intéressés par le problème de l'alcool de bouche, en vue d'établir un projet de statut s'efforçant de concilier les intérêts de toutes les parties en cause avec les impératifs de la santé publique ; 3° s'il envisage de donner sans délai des instructions aux services compétents afin que, compte tenu de la rigueur de l'hiver, les périodes de distillations soient prorogées.

3097. — 31 mai 1963. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** le cas particulièrement digne d'attention des parents de deux jeunes résistants fusillés dans la Vienne par l'occupant allemand, l'un à 22 ans, en septembre 1943, l'autre à 18 ans, en juin 1944. Les deux intéressés ont eux-mêmes été internés à plusieurs reprises en France, sous l'occupation, pour leurs activités de résistance à l'ennemi. Ils ont perçu le pécule correspondant. Les intéressés, habitant en France depuis 1924, se sont retirés en Italie en 1959 après une très grave maladie du mari et après l'expropriation pour cause d'utilité publique de leur maisonnette de banlieue. C'est à Venise que le consul de France leur a remis la Légion d'honneur et les décorations attribuées à leurs fils. Or, les demandés de pension du chef de leurs deux enfants morts pour la France qu'ils ont présentés, notamment le 13 août 1962 ont été rejetés, en vertu des dispositions de l'article L. 68 du code des pensions et sous prétexte que l'Italie était en guerre avec la France. Il apparaît que l'application de l'article L. 68 au cas d'espèce aboutirait à un déni de justice scandaleux puisque les ascendants non seulement habitaient la France jusqu'à une date récente, mais ont été eux-mêmes persécutés, sur le territoire français, par les nazis. Il lui demande s'il entend, compte tenu du cas particulier dont il s'agit, donner satisfaction aux demandes de pension présentées par les intéressés.

3098. — 31 mai 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre du travail** combien il est devenu difficile, pour certains malades, d'effectuer une cure thermale au compte de la sécurité sociale. Très souvent, sous prétexte que les demandeurs ont effectué trois cures, la quatrième leur est refusée. Il arrive aussi que l'on considère les demandeurs comme étant trop âgés pour bénéficier d'une cure thermale au compte de la sécurité sociale. Un ensemble de faits prouve par ailleurs, que dans notre pays, l'unanimité ne serait pas réalisée au sujet des vertus curatives des cures thermales. Il est même souligné trop souvent que ces cures coûtent trop cher. Cependant, il est prouvé que, dans de nombreux cas, les médicaments chimiques coûtent également fort cher à la sécurité sociale et à l'Etat. Il est prouvé aussi, que, très souvent, si les cures thermales bien suivies médicalement ne guérissent pas totalement les maux des curistes, elles atténuent ces maux pendant une bonne période de l'année. La France étant un des pays du monde les mieux dotés en sources thermales et en établissements thermaux, les cures thermales devraient permettre à un très grand nombre de curistes sociaux de se soigner. Il lui demande : 1° combien de curistes ont effectué une cure au compte de la sécurité sociale, au cours de l'année 1962 ; 2° quelle part prend la sécurité sociale aux frais de séjour d'un curiste ; 3° quelle dépense globale la sécurité sociale a engagée au cours de l'année 1962 au compte des remboursements des prestations, en ce qui concerne les cures thermales ; 4° quelle politique il compte adopter pour faciliter les cures thermales, et, par exemple, s'il n'envisage pas de créer en France un thermalisme vraiment social, dont la base pourrait être l'utilisation maximale des établissements, la plupart ne fonctionnant que quelques mois par an, et la prise en charge des frais essentiels des curistes sociaux dont la cure devrait, dans tous les cas, être complétée par plusieurs jours de repos, dits de convalescence, afin d'en consolider les bienfaits.

3103. — 31 mai 1963. — **M. Maurice Bardet** expose à **M. le ministre des armées** : que les instructeurs professionnels et moniteurs d'éducation physique des constructions et armes navales sont des personnels de choix, sélectionnés par concours, dont la formation et le rôle sont sensiblement identiques à ceux des professeurs techniques adjoints de l'enseignement technique. Ils assurent la formation des jeunes ouvriers destinés à devenir les cadres des arsenaux de la marine ; qu'ils sont actuellement classés dans la catégorie 7 des ouvriers des arsenaux, le supplément de rémunération des chefs d'équipe leur étant alloué en sus ; que leurs qualités professionnelles, morales et intellectuelles et le rôle pédagogique qu'ils assurent devraient entraîner la revalorisation de la situation qui leur est faite par reclassement en hors-catégorie, catégorie à laquelle ils ont d'ailleurs vocation, la spécialité d'instructeur figurant sur la liste des spécialités qui peuvent y accéder. Il lui demande, compte tenu de la fonction exceptionnelle confiée à ces ouvriers, s'il compte prononcer leur reclassement en hors-catégorie, par paliers successifs le cas échéant. La première tranche de reclassement pourrait concerner, par exemple, les instructeurs justifiant de dix années d'exercice dans leurs fonctions. Leur nomination en hors-catégorie devrait intervenir en dehors de l'effectif budgétaire prévu actuellement.

3104. — 31 mai 1963. — **M. Damette** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne peut envisager de doter les militaires appelés, bénéficiant d'une permission de détente, d'un bon de transport leur permettant de voyager gratuitement du lieu de leur garnison à celui de leur permission.

3105. — 31 mai 1963. — **M. Fanton** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : la comptabilité d'une société fait ressortir les résultats suivants : exercice 1956, perte 59.100.000 ; exercice 1957, bénéfice 1.600.000 ; exercice 1958, bénéfice 18.600.000 ; exercice 1959, perte 6.500.000 ; exercice 1960, bénéfice 15.700.000 ; exercice 1961, bénéfice 4.200.000, ce qui représente un bénéfice de 41.100.000 F. pour une perte de 65.600.000, si bien qu'il subsiste, à la fin de 1961, un déficit de 65.600.000 F — 41.100.000 F = 24.500.000 F, se décomposant en reliquat du déficit 1956 : 18 millions non reportable, plus déficit 1959 encore reportable : 6 millions 500.000. Mais on s'aperçoit en 1962 que, du fait d'abandon de créances en 1956 par les fournisseurs à la suite de la mise en faillite, la société aurait dû constater en 1956 un profit de 20.100.000. La rectification va donc être effectuée en 1962 sous la forme : débit, fournisseurs à crédit, pertes et profits antérieurs : 20.100.000 et, au point de vue comptable, cette rectification est normale. Au point de vue fiscal, il semble qu'en application du principe rigoureux de la spécialisation des exercices, la société devrait pouvoir rectifier le déficit déclaré de l'exercice 1956 (actuellement couvert par la prescription) puisque le report du déficit de cet exercice s'exerce jusqu'en 1961, année non encore couverte par la prescription. Le calcul rectifié du report déficitaire serait alors le suivant : 1956, perte 59.100.000 — 20.100.000 = 39.000.000 ; 1957, bénéfice 1.600.000 ; 1958, bénéfice 18.600.000 ; 1959, perte 6.500.000 ; 1960, bénéfice 15.700.000 ; 1961, bénéfice 4.200.000, ce qui représente un bénéfice de 41.100.000 F pour une perte de 45 millions 500.000 F. Il subsiste donc, à la fin 1961, un déficit de 4.400.000 F. On doit donc considérer que les 41.100.000 F ont servi à éteindre le déficit de 1956 en totalité et une partie du déficit de 1959 s'élevant à : 6.500.000 F — 4.400.000 F = 2.100.000 F. Ce qui revient à dire que s'il n'existait pas un déficit en 1959, toujours reportable, les bénéfices réalisés de 1961 à 1961 seraient supérieurs au déficit 1956 rectifié et qu'une imposition aurait pu être établie

sur le résultat positif de 1961. Il lui demande si une telle rectification est correcte au point de vue fiscal, remarque faite que la société n'a pas distribué de bénéfices au cours de la période 1956-1961.

3106. — 31 mai 1963. — **M. Jacson** demande à **M. le ministre de l'Intérieur**: 1° si un secrétaire général de mairie, en classe exceptionnelle (indice 570) d'une commune de 5.000 à 10.000 habitants, qui voit sa commune passer dans la catégorie des 10.000 à 20.000 habitants, peut, dans le cadre de cette nouvelle catégorie, passer à la classe exceptionnelle de celle-ci sans autre formalité; 2° si d'autre part, en raison du changement d'indemnité de fonctions des maires et adjoints à partir de 9.000 habitants, de la modification de la procédure des budgets à partir de 9.000 habitants et d'autres exemples sans doute, il ne serait pas possible de classer les communes de 5.000 à 9.000 habitants au lieu de 5.000 à 10.000 habitants, ce nombre de 9.000 habitants paraît en effet être celui à partir duquel la commune prend une importance plus grande.

3107. — 31 mai 1963. — **M. Nungesser** rappelle à **M. le ministre du travail** que, malgré la parution du décret d'application du 26 juillet 1962, la loi du 23 novembre 1957 ayant pour objet d'assurer le reclassement des travailleurs handicapés n'est pas en mesure d'être appliquée. En effet, si le décret précité donne toutes les précisions sur les formalités à remplir par les travailleurs handicapés pour leur reclassement et détermine la liste des établissements habilités à assurer leur rééducation ou réadaptation professionnelle, il ne précise nullement le pourcentage de priorité d'emploi par activité, pour l'ensemble du territoire ou pour une région déterminée. Cette dernière mesure devait être prise par arrêté. Un autre arrêté doit également donner la liste des emplois réservés à des catégories de travailleurs particulièrement handicapés. Enfin, le décret du 26 juillet 1962 précise les obligations qui incombent aux entreprises susceptibles d'employer des travailleurs handicapés, mais ces obligations ne s'appliquent pas à la fonction publique. Il lui demande: 1° à quelle date paraîtront les arrêtés ministériels prévus, aussi bien pour déterminer le pourcentage de priorité d'emploi que la liste des emplois réservés; 2° s'il entend prendre des dispositions spéciales pour étendre à la fonction publique les mesures prévues par la loi du 23 novembre 1957 et le décret du 26 juillet 1962.

3108. — 31 mai 1963. — **M. Mer** rappelle à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que lors d'un précédent relèvement des tarifs ferroviaires, il y a quelques années, il avait été décidé que les billets de congés payés délivrés au cours de la même année seraient établis en fonction de l'ancien barème et non du nouveau. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre à nouveau une pareille mesure, qui allégerait sensiblement les lourdes dépenses qu'ont à assumer les petits salariés pour leurs vacances et qui complèterait ainsi fort heureusement la politique gouvernementale de discrimination en faveur des titulaires des revenus les moins élevés.

3109. — 31 mai 1963. — **M. Rabourdin** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il envisage d'apporter une solution à la situation des maîtres auxiliaires de l'enseignement technique dont la situation est une des plus défavorisées dans l'enseignement. Malgré les promesses répétées faites aux intéressés, aucune mesure n'a été prise. En conséquence, il paraît souhaitable: 1° que la titularisation soit accordée aux maîtres auxiliaires de l'enseignement technique, qui exercent depuis trois ans dans l'enseignement technique et qui ont obtenu une note d'inspection au moins égale à 12; 2° que tous les maîtres auxiliaires puissent suivre les cours de promotion sociale réservés à la formation des professeurs de l'enseignement technique et se présenter au concours d'entrée à l'école normale nationale d'apprentissage (E. N. N. A.). En effet, les professeurs d'enseignement général — bacheliers — n'ont actuellement pas droit de se présenter à ce concours, alors que les instituteurs titulaires ont ce droit à diplôme égal et ancienneté équivalente, et ces différences entre les enseignants constituent une entrave à l'amélioration du climat qui règne parmi l'ensemble du corps enseignant.

3113. — 31 mai 1963. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur l'article 1^{er} de la loi n° 52-838 du 18 juillet 1952. Ce texte prévoit que les candidats à un emploi de sapeur-pompier professionnel devront avoir accompli six mois au moins de service actif en sus des obligations militaires qui leur sont régulièrement imposées. Les besoins de l'armée en personnel sont moins impérieux du fait de sa reconversion. D'autre part, la commission supérieure de la protection contre l'incendie et autres sinistres du temps de paix s'est prononcée à l'unanimité contre le maintien des mesures rappelées ci-dessus. Compte tenu de ces deux arguments, il lui demande: 1° si le Gouvernement n'envisage pas de déposer un projet de loi tendant à supprimer les conditions imposées par l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1952; 2° si les candidats sapeurs-pompiers professionnels peuvent, dans l'immédiat, être autorisés comme les candidats gardiens de la paix à se présenter aux concours de recrutement, même s'ils n'ont pas effectué le service supplémentaire actuellement exigé.

3115. — 31 mai 1963. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation de certains rapatriés d'Algérie qui hébergent et nourrissent des membres de leurs familles également rapatriés. Ces personnes à leur charge sont des économiquement faibles. Il lui demande si, compte tenu de la situation particulière des intéressés, les parents dont ils ont ainsi la charge ne pourraient entrer en ligne de compte pour la détermination des parts servant au calcul du revenu imposable (art. 193 et 194 du code général des impôts).

3118. — 31 mai 1963. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur les conditions de travail dans les hôpitaux. L'insuffisance des effectifs impose au personnel hospitalier un labeur écrasant, inhumain même, dont se ressentent en définitive les soins donnés aux malades. Il lui demande: 1° s'il n'estime pas indispensable d'augmenter les effectifs, en fonction des besoins réels de chaque établissement, de façon à permettre un retour à la semaine de quarante heures en cinq jours de travail, avec deux jours de repos consécutifs, sans diminution de salaire; 2° s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour: a) la titularisation de tous les temporaires et auxiliaires occupant un emploi permanent; b) la parution rapide des statuts des personnels spécialisés (préparateurs en pharmacie, manipulateurs de radio, laborantins, éducateurs, cadres, etc.).

3119. — 31 mai 1963. — **M. Tomasini** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par circulaire en date du 19 octobre 1962, **M. le ministre de la santé publique et de la population** a autorisé les directeurs des établissements hospitaliers à accorder uniformément à leurs agents un maximum de deux heures supplémentaires par semaine, indépendamment des rémunérations que ces agents pourraient recevoir en raison des travaux qu'ils ont effectués en dehors de la durée réglementaire du travail, en contrepartie des cinq heures de travail effectuées au-delà de la durée légale. Se fondant sur les directives contenues dans cette circulaire, la commission administrative de l'hôpital des Andelys a décidé, par délibération approuvée par le préfet, de faire bénéficier son personnel de ces dispositions, et les crédits nécessaires au paiement desdites heures supplémentaires, après avoir fait l'objet d'un avis favorable du directeur départemental de la population, ont été inscrits au budget primitif de 1963 de cet établissement, également approuvé par le préfet. Or, par circulaire du 29 avril 1963, la trésorerie générale de l'Eure a fait savoir au receveur de l'hôpital en cause que la circulaire du ministre de la santé publique du 19 octobre 1962 ne saurait être considérée comme valable et qu'« en l'état actuel des textes portés à la connaissance des comptables, il ne peut être payé d'indemnités pour travaux supplémentaires que dans le cadre de l'arrêté du 1^{er} août 1951 ». Le personnel de l'hôpital des Andelys a perçu depuis le 1^{er} janvier 1963 deux heures supplémentaires par semaine prévues par la circulaire du ministre de la santé publique. Il lui demande: 1° si les instructions données aux comptables par la trésorerie générale de l'Eure se fondent sur une directive émanant de la rue de Rivoli et, dans l'affirmative, quelle en est la référence; 2° s'il est normal que des instructions contenues dans une circulaire ministérielle soient officiellement contrecarrées par d'autres émanant d'une administration relevant de son autorité; 3° sur quels textes se fonde une administration des finances pour exercer une sorte d'inadmissible super-tutelle administrative à propos de décisions prises par une collectivité et normalement approuvées par la seule autorité de tutelle légale, c'est-à-dire le préfet.

3121. — 31 mai 1963. — **M. René Celle** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des instituteurs et des institutrices titulaires qui exercent leurs fonctions dans les classes du premier et, souvent, du second cycle des lycées classiques, modernes et techniques. Nonobstant les dispositions d'une circulaire du 28 septembre 1961 qui tendait à leur assurer ce que ce texte ministériel définissait lui-même « la stabilité de l'emploi », ces maîtres ne sont toujours délogés par les recteurs qu'à titre provisoire et pour une seule année renouvelable. Cette situation paraît anormale. En effet, depuis la création, par l'arrêté du 23 juin 1962, des groupes expérimentaux d'établissements fusionnant les enseignements classiques, modernes et techniques, il est courant de relever, dans un même établissement, les anomalies suivantes: des instituteurs nommés dans l'enseignement technique, à une époque où la crise aiguë actuelle de personnel enseignant qualifié n'existait pas, sont pratiquement titulaires de leur poste puisque affectés définitivement à ces postes, qui ne sont pas déclarés vacants ni ne sont pourvus par du personnel appartenant à l'enseignement technique. Par contre, des instituteurs nommés dans les enseignements classique et moderne, plus anciens et plus titrés — beaucoup sont titulaires de titres de l'enseignement supérieur et, pour cette raison même, ont été nommés dans l'enseignement secondaire — n'occupent soit un poste vacant, soit un groupement d'heures supplémentaires, qu'à titre purement précaire et provisoire. D'autre part, il convient de souligner que lorsque ces mêmes maîtres sont affectés par décision rectoriale à un établissement secondaire privé sous contrat d'association, ils bénéficient, en application de l'article 8 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960, de la stabilité d'emploi qu'ils n'ont pas dans l'enseignement secondaire public. Ce texte, qui n'est d'ailleurs que l'application des principes généraux du droit administratif, distingue, en effet, les nominations à titre définitif, par arrêté ministériel ou rectoral, des nominations de l'enseignement public, des simples délé-

renouvelables qui ne peuvent être prises que pour les maîtres auxiliaires, à l'exclusion de tout maître titulaire. Compte tenu de ce qui précède, il lui demande s'il envisage d'affecter définitivement à leur poste de lycées les instituteurs et institutrices titulaires jusqu'à ce jour seulement délégués à titre provisoire. Cette mesure est la seule conforme aux principes qui régissent le droit de la fonction publique, principes qui veulent que la qualité de fonctionnaire titulaire entraîne obligatoirement « l'occupation à titre permanent d'un poste compris dans les cadres administratifs » (Conseil d'Etat, 20 décembre 1946: colonie de Madagascar) et que « cette occupation soit exclusive de tout intérim, fût-il de pur fait », ce qui est une conséquence de droit de la titularisation et distingue juridiquement le fonctionnaire titulaire de l'auxiliaire et du stagiaire (tribunal des conflits: 15 janvier 1939, Conseil d'Etat, 28 octobre 1949: Dufour-Waline: traité de droit administratif, 6^e édition, p. 325).

3124. — 31 mai 1963. — M. Pierre Bas signale à M. le Premier ministre que, lors de la séance inaugurale, au haut comité de la jeunesse, des travaux de la commission dite du plan (devenue par la suite « Equipement animation »), il avait été prévu de dégager, dans le cadre de la première loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif, des crédits expérimentaux. Il lui demande: 1° quel est le montant des crédits expérimentaux effectivement attribués; 2° quelles opérations seront réalisées dans le cadre de l'utilisation de ces crédits; 3° quelle est actuellement l'importance des crédits d'études et des crédits pour expériences, prévus dans les divers ministères intéressés (éducation nationale, construction, santé et population, justice) et diverses autres instances (plan, tourisme, promotion sociale, recherche scientifique notamment), dans les secteurs intéressants l'animation et l'équipement socio-culturel, dans le souci de préparation du V^e plan.

3126. — 31 mai 1963. — M. de La Malène expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un grand nombre de retraités ont perçu en retard cette année les arrérages de pension qui leur sont dus. Ces pensions sont arrivées postérieurement à la date prévue pour le versement du tiers provisionnel. De ce fait, les pensionnés, qui ont la plupart du temps des situations fort modestes, ont été dans l'incapacité de payer à temps ce tiers provisionnel et vont se trouver pénalisés de 10 p. 100. Ils ne sont nullement responsables de ce retard qui est uniquement le fait de l'administration. Il lui demande s'il ne paraît pas opportun, pour tous ceux qui pourraient apporter la preuve du retard du versement de leur pension, de supprimer la pénalité de 10 p. 100.

3130. — 31 mai 1963. — M. Orvoën demande à M. le ministre des armées s'il n'envisage pas d'apporter aux règlements intérieurs de la gendarmerie les modifications nécessaires afin que soit reconnu aux gendarmes le droit de bénéficier d'un certain nombre des avantages sociaux accordés aux personnels des entreprises privées et des administrations de l'Etat et en particulier le droit à un jour de congé par semaine, ce jour de congé étant obligatoirement un dimanche au moins une fois par mois.

3131. — 31 mai 1963. — M. Barniaudy appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur la situation dans laquelle sont maintenus les cadres supérieurs des services extérieurs de la direction générale des impôts et des postes et télécommunications, à la suite des réformes indiciaires successives et en particulier de la dernière réforme du 12 décembre 1961, alors que leurs responsabilités et leurs tâches ne cessent de croître. Pour remédier à cette situation, il semble opportun d'envisager notamment: a) l'octroi des indices nets 575-600 aux directeurs départementaux adjoints et à leurs homologues des emplois comptables; b) la fusion en une carrière unique se déroulant entre les indices nets 430 et 600 des grades d'inspecteur principal et de directeur départemental adjoint, ainsi qu'une mesure parallèle pour les comptables ou chefs d'établissement placés en parité; c) l'octroi de l'indice net 630 pour les chefs d'établissement de hors série. Il lui demande s'il envisage d'inscrire ce problème à l'ordre du jour de la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique afin que puissent être prises rapidement les décisions qui s'imposent.

3136. — 31 mai 1963. — M. Le Lann appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur les difficultés que rencontrent les inspecteurs principaux adjoints de son administration en matière d'avancement. Actuellement, 243 fonctionnaires de ce grade attendent leur nomination en qualité d'inspecteur principal et, pour certains agents, cette attente dure depuis 1959. Or, au cours de l'année 1962, 23 nominations ont été prononcées. La comparaison de ces chiffres met en évidence le « blocage quasi total de l'avancement dans cette catégorie de fonctionnaires ». Pour remédier à cette situation il semble indispensable que soit instituée la carrière unique inspecteur principal adjoint-inspecteur principal, l'emploi d'inspecteur principal adjoint devenant un emploi de stage d'une durée aussi limitée que possible, ainsi que cela est de règle pour les homologues des inspecteurs principaux adjoints des postes et télécommunications appartenant aux services dépendant du ministère des finances. Il lui demande de lui indiquer les décisions qu'il compte prendre au sujet de ce problème.

3141. — 31 mai 1963. — M. Perquini demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, compte tenu du fait que l'Algérie est devenue un Etat étranger, les immeubles, sis en Algérie et dépendant de la succession d'un rapatrié depuis décédé en France, doivent être compris dans la déclaration à souscrire par les héritiers.

3142. — 31 mai 1963. — M. Roux expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu de l'article 29 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958: « Pourront être exonérés, en totalité ou en partie, des taxes sur le chiffre d'affaires, certaines opérations réalisées par les organismes à caractère social ou philanthropique, dans la mesure où ceux-ci se bornent à une exploitation ou à des opérations ne présentant aucun caractère lucratif, à la condition que les prix pratiqués aient été homologués par l'autorité publique. Les conditions auxquelles sera subordonnée l'exonération seront fixées par décrets en Conseil d'Etat ». Or, les décrets prévus dans ladite ordonnance n'ont pas encore été publiés après plus de trois ans. Dans une réponse à une question ayant le même objet, publiée au Journal officiel, débats A. N. du 14 juillet 1962, M. le ministre des finances et des affaires économiques laissait espérer la parution de ces textes d'application. Près d'une année s'est écoulée, sans résultat. Il lui demande à quelle date approximative ces décrets seront publiés.

3143. — 31 mai 1963. — M. Fouet attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les difficultés de contentieux qui s'élèvent entre les ressortissants français et certains militaires américains stationnés en France. C'est ainsi que les jugements valablement pris par les tribunaux français à l'encontre de ces ressortissants américains ne peuvent être rendus exécutoires, les autorités américaines refusant de donner effet aux saisies-arrêts. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour rendre effectif tout jugement régulièrement pris par les juridictions françaises à l'encontre de ces ressortissants étrangers.

3144. — 31 mai 1963. — M. Derancy expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'une ville de 9.500 habitants qui ne possède pas de gymnase doit en construire un à usage scolaire; l'effectif étant de 2.400 élèves répartis dans 70 classes. Mais cette ville est également sollicitée par les sociétés sportives de la localité pour la construction d'une salle de sports qui leur permettrait de ne pas interrompre leur entraînement pendant l'hiver et les jours de mauvais temps. Il lui demande: 1° si la ville peut mettre à l'étude un projet de construction de salle qui réponde à ce double impératif; 2° quel est le taux de la subvention susceptible de lui être allouée par le ministère de l'éducation nationale et par le haut-commissariat à la jeunesse et aux sports.

3146. — 31 mai 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre des travaux publics et des transports quel a été le trafic aérien enregistré sur le terrain de Perpignan-la-Llabanère, au cours de l'année 1962, suivant les classifications ci-après: 1° le nombre global d'appareils qui ont atterri; 2° combien d'appareils civils et d'appareils militaires; 3° combien il y a eu de passagers contrôlés: en transit, débarqués, embarqués; 4° quel a été le fret enregistré, en tonnes, à l'arrivée et au départ.

3147. — 31 mai 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que l'aérodrome de Perpignan-la-Llabanère a pris un essor particulier ces dernières années. L'essentiel des dépenses, engagées pour l'aménager en grande piste, infrastructure moderne, a été supporté par le département des Pyrénées-Orientales, la ville de Perpignan, et la chambre de commerce, concessionnaire dudit aérodrome. L'Etat semble se désintéresser de cet aérodrome, sur le plan financier du moins, non seulement au regard de l'équipement, mais aussi au regard de la sécurité au sol, ce qui est très grave. C'est ainsi que longtemps, un seul pompier a été attaché à la sécurité au sol. Il a fallu l'intervention du conseil général et de la ville de Perpignan pour que soit enfin amélioré le service d'incendie au sol. Il lui demande: 1° comment est organisé actuellement le service d'incendie au sol, sur l'aérodrome de Perpignan-la-Llabanère; 2° quel est le coût global de cette organisation et par qui est supportée la dépense; 3° ce qu'il compte décider pour parfaire cette indispensable organisation de lutte contre l'incendie au sol; 4° s'il est enfin décidé à mettre à la charge de l'Etat les frais d'entretien de cet organisme.

3148. — 31 mai 1963. — M. Dupuy expose à M. le ministre de la construction que plusieurs familles de travailleurs italiens ou algériens occupent depuis des années des baraquements ou des constructions « en dur » sur le terrain d'une entreprise de travaux publics à l'Hay-les-Roses (Seine). Cette entreprise, qui a toujours pris soin d'appeler quittance d'indemnité d'occupation les quittances mensuelles de loyer qu'elle délivrait aux intéressés, a de fait agi vis-à-vis de ceux-ci comme s'ils étaient locataires en titre. C'est ainsi qu'une famille de travailleurs italiens comptant trois enfants, dont l'aîné est débile et infirme, occupa à titre d'habitation une construction en dur depuis 1959. Après cessation, plus ou moins régulière mais autorisée par le propriétaire, d'un fonds de commerce exercé dans les lieux, cette famille a fait l'objet d'une procédure en augmentation de loyer devant le juge d'instance de Villejuif. Il lui

était facturé de l'électricité, malgré l'absence de compteur divisionnaire : le propriétaire a consenti à l'installation de ce compteur. Les indemnités d'occupation perçues étaient fort substantielles. Or, le propriétaire ayant vendu son terrain à une société anonyme d'habitation à loyer modéré, celle-ci poursuit, comme il est dans son objet social normal, l'expulsion de tous les occupants, considérés comme occupants sans titre, y compris la famille de travailleurs italiens susvisés. Compte tenu du nombre, des situations juridiques et familiales des intéressés, victimes de procédés qui restent à qualifier, il lui demande : 1° s'il entend ordonner une enquête sur les faits exposés ; 2° si, au cours de l'enquête, il entend diligenter les procédures qui s'imposeraient contre le propriétaire antérieur au propriétaire poursuivant, qui aura abusé de la situation de quatre familles de travailleurs immigrés et se sera livré à la spéculation en tournant la législation en vigueur ; 3° si, en tout état de cause, il entend veiller au relogement des intéressés dans des conditions compatibles avec chacun des cas particuliers.

3149. — 31 mai 1963. — M. Arthur Rameffe expose à M. le ministre du travail que, dans le cadre de l'article 82 bis des statuts types, les sociétés de secours minières allouent aux ayants droit des affiliés décédés une indemnité de funérailles. Or, lorsque les affiliés décèdent, sans laisser aucun ayant droit, les établissements publics, tels qu'hôpitaux ou hospices, et à leur défaut des personnes morales, syndicats ou associations diverses, ne perçoivent pas les indemnités de funérailles. De ce fait, la plupart de ces affiliés décédés, ne laissant aucune ressource, sont enterrés le plus souvent par les soins des hôpitaux et hospices aux moindres frais, dans des conditions indignes de travailleurs qui ont assumé l'exercice d'une profession parmi les plus pénibles et les plus meurtrières. Une application aussi restrictive de la loi provoque l'indignation des populations minières, et les syndicats de retraités de mineurs ne cessent d'élever leurs protestations contre un tel état de fait qu'ils entendent voir cesser. Il lui demande s'il ne pense pas qu'une décision humaine, donnant satisfaction aux organisations syndicales minières et de retraités miniers, pourrait être prise dans le cadre des lois existantes ou au besoin par le vote d'un texte législatif.

3150. — 31 mai 1963. — M. Bernard, en tant que représentant du département de l'Isère où les rapatriés d'Afrique du Nord sont venus se fixer en grand nombre, demande à M. le ministre des rapatriés quelles mesures il compte prendre, au moment où les allocations de subsistance vont légalement cesser, en faveur des rapatriés qui, non reclassés sans que ce soit de leur faute et souvent sans logement d'assuré ni décent, vont littéralement se trouver à la rue. Il attire notamment son attention sur les personnes âgées qui n'ont pu régulariser en temps utile leur situation vis-à-vis des caisses vieillesse dont elles dépendent. Le devoir de solidarité nationale doit jouer à plein, soit par la reconduction des mesures déjà prises, soit par toute autre forme d'aide, afin d'éviter que les plus déshérités ou les plus malheureux ne se sentent abandonnés et livrés au désespoir.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

1772. — 23 mars 1963. — M. Labéguerie signale à l'attention de M. le ministre de l'Agriculture la situation critique dans laquelle se trouvent les éleveurs d'ovins s'adonnant à la production laitière — et plus particulièrement ceux d'entre eux qui pratiquent la transhumance — à la suite des gelées prolongées de cet hiver. La sécheresse de l'été 1962, entraînant un manque de fourrage sec pour l'hiver, a obligé ces éleveurs à acheter le foin, le regain ou la luzerne disponible, et aussi à améliorer la production sur pied de l'herbe. Mais l'hiver exceptionnel qui vient de sévir a détruit les pacages, et la durée des gelées empêche l'herbe de repousser au moment où les troupeaux en auraient le plus besoin pour maintenir la production laitière. De ce fait, il résultera un manque à gagner très important pour les éleveurs de brebis des Basses-Pyrénées et de divers départements de la région. Cette perte ne peut être encore évaluée de façon précise et définitive ; mais, au 28 février, les sociétés de Roquefort, qui dans les Basses-Pyrénées collectent au moins 80 p. 100 du lait de brebis, évaluaient la production collectée à 60 p. 100 de celle de l'an dernier. On peut donc, même si le temps s'améliore tant soit peu, estimer que la production laitière pour 1962-1963 sera inférieure d'au moins 40 p. 100 à celle de 1961-1962. Ce sera d'ailleurs à un chiffre très facilement contrôlable lorsque les laiteries fabriquant du roquefort fermeront. Cela entraînera pour les éleveurs de brebis des Basses-Pyrénées un manque à gagner d'au moins 300 millions d'ancien francs et une partie de cette perte ne peut être compensée par la plus-value sur la vente des agneaux car, par manque de fourrage et de pacages, la production ovine coûte en général beaucoup plus cher qu'en année normale et on peut évaluer largement ce coût supplémentaire à 80 millions d'anciens francs. Cette situation, excessivement mauvaise momentanément, risque de se prolonger, car il est incontestable que des bêtes qui auront été mal nourries durant cet hiver ne pourront pas produire normalement dans les années à venir. Enfin, les bergers qui pratiquent la transhumance et ont loué des pacages pratiquement inutilisables subissent

dans l'immédiat un dommage encore plus important que les autres éleveurs. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour venir en aide à cette catégorie de sinistrés du gel et particulièrement digne d'intérêt.

1894. — 30 mars 1963. — M. Raoul Beyou expose à M. le ministre de l'Agriculture que certains viticulteurs ont un volant compensateur constitué par des vins n'atteignant pas le degré minimum exigé par la loi. Ce vin, qui n'est pas loyal et marchand, ne peut avoir comme destination que la distillerie. Or, la circulaire des contributions indirectes du 21 janvier 1963 spécifie que « les vins affectés au volant compensateur ne peuvent en aucun cas être expédiés en distillerie, que ce soit pour la production d'alcool destiné à apurer le reliquat des prestations d'alcool vinique... ou pour la distillation volontaire prévue à l'article 17 du décret du 21 juillet 1962 ». Il lui demande si, pour pouvoir se débarrasser par distillation de ces vins impropres à la consommation, les viticulteurs devront, comme le prévoit le décret du 28 novembre 1962, acheter des transferts à 28 francs l'hectolitre. Cette opération aurait pour résultat de faire décaisser au viticulteur une somme de 28 francs l'hectolitre (valeur du transfert) pour encaisser une somme maxima de 17 francs l'hectolitre (valeur de l'alcool résultant de la distillation d'un hectolitre de vin).

1954. — 30 mars 1963. — M. Feuilliard expose à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer que le régime des congés actuellement applicable aux fonctionnaires en service à la Guadeloupe établit des disparités préjudiciables à certaines catégories de fonctionnaires détachés. Le décret n° 47-2412 du 31 décembre 1947 a, en effet, fixé les règles de congé dans le but de maintenir les régimes alors en vigueur, mais selon le critère nouveau du domicile antérieur à l'affectation dans le département. Ainsi, les fonctionnaires d'origine locale ont conservé le régime des anciens fonctionnaires des cadres locaux, et les fonctionnaires du cadre métropolitain ayant servi antérieurement ailleurs qu'en Guadeloupe bénéficiaient de l'ancien régime des fonctionnaires détachés. Cette modification tenant compte de l'origine géographique s'est opérée au détriment des anciens fonctionnaires des cadres généraux des colonies et métropolitains détachés qui exerçaient en Guadeloupe antérieurement à la loi de départementalisation. Assimilés aux fonctionnaires d'origine locale ils n'ont plus eu droit qu'à un congé administratif de six mois après cinq années de service au lieu de trois ans. Il s'agit essentiellement de cadres, d'ailleurs peu nombreux, de la douane, de l'enregistrement, et de quelques services. Pour les cadres des douanes, le règlement exigeant un stage obligatoire en métropole avant leur nomination à la Guadeloupe, les fait bénéficier par le fait même du congé triennal. Des dispositions ont été prises également pour les agents des ponts et chaussées qui peuvent, à titre exceptionnel, prétendre à ce même régime de congé. Seuls, les agents du cadre métropolitain des finances (enregistrement) se voient appliquer, lorsqu'ils servent depuis longtemps à la Guadeloupe, un régime moins favorable que le régime antérieur. Il paraîtrait équitable, d'étendre à ces fonctionnaires, à titre personnel, les mesures bienveillantes accordées aux agents des ponts et chaussées. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre, en accord avec son collègue, M. le ministre des finances, qu'il saisit également de cette question, pour hâter la solution favorable qui semble s'imposer.

2339. — 27 avril 1963. — M. Longueque expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes, que certains textes législatifs ou réglementaires émanant du Gouvernement algérien et concernant les Français rapatriés d'Algérie, ont été publiés au Journal officiel de la République algérienne, mais ne l'ont pas été au Journal officiel de la République française. Il en est ainsi, notamment, d'une ordonnance interprétative du 16 août 1962 et d'un décret du 22 octobre 1962, textes qui font cependant suite à l'ordonnance n° 62-706 du 29 juin 1962 (J. O. du 30 juin 1962) portant suspension en Algérie des délais en matière civile et commerciale. Ces textes, qui prolongent la suspension des délais, en raison de circonstances exceptionnelles, jusqu'au 1^{er} avril 1963, sont très importants pour les citoyens français, rapatriés d'Algérie qui, par suite de la désorganisation et de l'exode qui se sont produits lors de la période d'accession de l'Algérie à l'indépendance, n'ont pu respecter les termes ou délais prévus par leurs engagements antérieurs, et risquent de ce fait de se voir opposer les clauses résolutoires prévues comme sanctions. Il lui demande : 1° si les tribunaux français appliqueront néanmoins ces textes qui ne constituent, à l'heure actuelle, qu'une législation étrangère ; 2° s'il envisage, en vue d'assurer la protection des Français rapatriés d'Algérie qui se trouvent dans la situation exposée, soit de promulguer un texte prévoyant une suspension des délais entre l'Algérie et la France, dans les mêmes conditions que les textes pris par le Gouvernement algérien, soit de rendre applicable lesdits textes si une clause quelconque des accords d'Evian justifie la prise en considération de cette suspension de délais par les tribunaux français.

2345. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'Agriculture que les agriculteurs français sont très irrités par les importations abusives de produits agricoles étrangers, notamment quand les productions nationales de fruits et de légumes se révèlent insuffisantes pour assurer un ravitaillement normal du marché intérieur français. Il lui demande : 1° avec quels pays le Gouvernement français a passé des accords commerciaux dans lesquels figurent des chapitres relatifs à des importations de produits agricoles, tels que les fruits et les légumes ; 2° sur quelles quantités

de fruits et de légumes, par catégories, portent ces accords; 3° quelles sont les dates prévues pour l'exécution de ces accords; 4° si, en cas de forte production nationale de fruits et de légumes, les importations prévues, de produits similaires, de l'étranger auront tout de même lieu.

2349. — 27 avril 1963. — **M. Roger Roucaute** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** dans quel délai il compte procéder à la désignation de la commission d'étude sur l'application du rapport constant, à laquelle on a accepté de prendre part l'U. F. A. C. et le comité d'entente des grands invalides de guerre, cette désignation devant, selon lui, intervenir de toute urgence.

2350. — 27 avril 1963. — **M. Dohz** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que ses précesseurs se sont toujours refusés à accepter l'existence de la relation de cause à effet (art. R. 319-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) entre les actions du bataillon d'Essyes et la déportation, disant qu'il s'agissait d'une mesure générale prise par l'armée d'occupation. De ce fait, la majeure partie des anciens déportés résistants ayant été, avant la déportation, emprisonnés à la centrale d'Essyes (Lot-et-Garonne), ont été l'objet d'une décision de refus de la carte D. I. R. Avec l'attribution de la carte D. I. P., ils ont subi une sérieuse atteinte à leurs droits. Or, depuis la première décision du ministre, de nombreux faits sont intervenus: 1° l'attestation au bataillon d'Essyes, délivrée par les responsables de la Résistance de Lot-et-Garonne et de Dordogne Sud, affirmant la relation permanente entre les organisations de résistance et le bataillon d'Essyes, la façon dont s'était effectuée la transmission des armées et les directives pour rallier le maquis; 2° la réponse faite le 11 janvier 1955 par **M. le ministre de la défense nationale** à une question écrite posée par **M. Tourné** (18 novembre 1954), reconnaissant comme unité F. F. I. la formation constituée par les membres de la Résistance incarcérés à la centrale d'Essyes; 3° des documents nouveaux en possession de l'amicale nationale des anciens de la centrale d'Essyes, tels que le rapport de l'intendant de police de Toulouse sous Vichy, concernant la révolte de février 1944 et la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, du 5 octobre 1954, au ministre des anciens combattants, faisant état des accords intervenus entre les autorités d'occupation et le gouvernement de Vichy, tendant à ce que soient remis aux mains des autorités allemandes les détenus de la centrale d'Essyes. Cet accord, d'après le document précité, est antérieur au 21 avril 1944 et, par conséquent, bien antérieur au débarquement. Cet accord, motivé par la révolte et l'impuissance des miliciens et la police de Vichy de venir à bout de la résistance dans la centrale, est la preuve du lien de cause à effet entre l'action des patriotes détenus à Essyes et groupés dans le bataillon F. F. I. et la déportation de mai 1944; 4° des arrêtés du Conseil d'Etat concernant Enardi et Combez, des décisions de tribunal administratif, annulant la décision susvisée du ministre des anciens combattants, notamment celle concernant le sieur Doloy (décision du 10 avril 1958 du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne); 5° qu'il a été prouvé depuis, par des témoignages absolument formels, que les détenus de droit commun qui étaient incarcérés à Essyes n'ont pas été déportés. Les Allemands ont fait un tri avant d'emmener leurs prisonniers. En fait, seuls ont été déportés les détenus que l'on appelait à l'époque les « détenus politiques ». Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin que les droits au titre de déporté ou d'interné résistant puissent être rétablis aux anciens membres du bataillon F. F. I. de la centrale d'Essyes.

2352. — 27 avril 1963. — **M. Cance** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation faite à certains combattants titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre 1914-1918 et qui, du fait de leur appartenance à la Résistance, ont obtenu la C. V. R. Lorsque ces anciens combattants ont eu une absence illégale, au cours de la guerre de 1914-1918, supérieure à soixante jours dans le cas d'arrestation ou à quatre-vingt-dix jours en cas de soumission ou de reddition volontaire, la déchéance pour la retraite du combattant leur est opposée à vie. Cependant, leur engagement dans la Résistance, fait volontairement et en toute connaissance de cause, a témoigné de leur patriotisme et leur a valu la qualité de combattant de la guerre 1939-1945. Les intéressés devraient donc pouvoir bénéficier de tous les avantages accordés aux anciens combattants de 1939-1945. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures permettant à ces anciens combattants de bénéficier de la retraite du combattant.

2353. — 27 avril 1963. — **M. Cance** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** de lui faire connaître la répartition, par catégorie d'âge, des bénéficiaires de la retraite du combattant.

2354. — 27 avril 1963. — **M. Tourné** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les associations groupées au sein de l'Union française des associations d'anciens combattants et victimes de guerre, en vue d'obtenir la mise à jour, chaque année, de l'effectif réel de tous les titulaires du code des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre,

demandent depuis longtemps: 1° que le ministre des finances, conjointement avec le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et avec le concours des trésoriers-payeurs qui possèdent les fiches des pensionnés de guerre et des bénéficiaires de la retraite du combattant, procède au recensement de toutes les catégories de bénéficiaires des pensions de guerre et de la retraite du combattant; 2° que le recensement soit organisé avec le concours des représentants qualifiés des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre en vue d'obtenir une constante mise à jour des effectifs de tous les ressortissants du ministère des anciens combattants et victimes de guerre; 3° que soit publié au *Journal officiel*, au cours du premier trimestre de chaque année, le nombre détaillé de toutes les pensions de guerre et hors guerre par pourcentage d'invalidité et par catégories, ainsi que les retraites du combattant, et par catégories effectivement payées au cours de l'année précédente; 4° que les résultats de ce recensement soient communiqués par circulaire à l'office national, ainsi qu'aux associations et fédérations nationales d'anciens combattants et victimes de guerre. Il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre à cet effet.

2368. — 27 avril 1963. — **M. Fourvel** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation extrêmement difficile de l'équipement sportif des établissements scolaires de Clermont-Ferrand et, particulièrement, la situation critique du lycée d'Etat de jeunes filles (lycée Jeanne-d'Arc) qui avec 3.700 élèves, est l'un des dix plus grands établissements de France. Ce lycée dispose, à l'heure actuelle, pour les cours d'éducation physique: 1° de deux préaux fermés, non aménagés, pouvant accueillir à la rigueur deux classes; 2° d'un gymnase édifié il y a quarante ans lorsque l'établissement comptait 500 élèves, et qui peut recevoir une classe; 3° les cours de récréation, très exigües, peuvent permettre de donner les cours d'éducation physique à trois classes seulement si les conditions climatiques sont favorables. Avec ses 88 classes, 440 heures d'éducation physique sont nécessaires au lycée Jeanne-d'Arc. Or, l'équipement ne permet d'effectuer que 220 heures de cours dans des conditions très défavorables. L'agrandissement du lycée d'Etat Jeanne-d'Arc s'est fait non seulement sans comporter la moindre installation supplémentaire pour l'éducation physique, mais encore au détriment de celles qui existaient (absorption d'un ancien gymnase, réduction d'espaces découverts). Pour l'ensemble des vingt-quatre établissements du second degré (C. E. G. non compris de Clermont-Ferrand) la situation est la suivante: a) aires couvertes: 14; manquantes: 38; b) plateaux d'éducation physique: 12, dont 6 véritablement aménagés; manquants: 28; c) piste d'athlétisme: 7; manquantes: 21; d) piscines, bassins de natation: 0; manquants: 5. Il lui demande quelles initiatives il compte prendre: 1° pour doter le lycée Jeanne-d'Arc de l'équipement sportif indispensable, notamment de gymnase suffisants pour permettre de donner aux élèves les cours réglementaires d'éducation physique 2° pour permettre la construction des installations prévues et non réalisées dans l'ensemble des établissements scolaires et universitaires de Clermont-Ferrand.

2369. — 27 avril 1963. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, selon une enquête de l'assemblée générale des étudiants en droit et en sciences économiques de Paris (A. G. E. D. E. S. E. P.), effectuée en novembre 1962, 68 p. 100 des étudiants en droit de la faculté de Paris ne peuvent payer la série annuelle des cours polycopiés. (Cette enquête n'a pu d'ailleurs tenir compte des étudiants qui travaillent pour financer leurs études et qui sont dans l'obligation absolue d'avoir recours aux polycopiés.) Or, même ceux des étudiants qui peuvent être présents à la faculté ne sont pas en mesure d'assister aux cours du fait de l'exiguïté des amphithéâtres; la bibliothèque, dont le personnel est insuffisant et mal payé, est inadaptée aux besoins des 20.000 inscrits; les salles de travail, les assistants, les moniteurs font défaut. La conception des études juridiques procédant « année » par « année » oblige, dans ces conditions, les étudiants à acheter des polycopiés neufs. Le monopole de fait, que détient à Paris une maison commerciale d'édition, conduit à ce que les prix des cours polycopiés y soient beaucoup plus élevés qu'en province où la polycopie est assurée soit par le centre de polycopie de la faculté, soit par les « corpos » ou les « A. G. » des étudiants. Sur 2.000 inscrits en 1957, en première année à Paris, seulement 896 étudiants ont obtenu leur licence en 1961. La diminution du prix des polycopiés contribuerait à réduire le pourcentage d'échecs. Dans l'immédiat, les étudiants proposent soit le développement du centre de polycopie de la faculté, avec une participation d'étudiants élus au scrutin de liste proportionnel et de professeurs à la gestion du centre, soit la création d'une coopérative des étudiants et des professeurs. Une subvention particulière de l'Etat ou l'augmentation de la subvention d'Etat dans le budget de la faculté sera alors nécessaire. Une solution de ce type, conforme aux obligations de l'Etat en matière d'égalité dans l'accès à l'instruction, permettrait — avec la suppression du bénéfice commercial, la modernisation de l'impression et la restitution de leur vrai caractère aux droits d'auteurs versés aux professeurs — de diminuer au moins de moitié le prix du cours polycopié. Il en résulterait une certaine amélioration des conditions d'études très favorables qui sont celles des étudiants en droit fils d'ouvriers (4,8 p. 100) ou d'agriculteurs (5,3 p. 100) et des étudiants en droit qui travaillent pour financer leurs études (40 p. 100). Il lui demande s'il n'envisage pas d'adopter pour Paris et pour l'ensemble des facultés de droit un régime d'édition de cours polycopiés conforme aux vœux des étudiants en droit et susceptible de permettre une diminution sensible du prix de ces cours.

2373. — 27 avril 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un des éléments de cherté relative des fruits et légumes à la consommation provient des prix élevés du conditionnement et de l'expédition de ces produits. En effet, il arrive très souvent que des fruits ou des légumes payés à bas prix au producteur coulent des prix anormaux une fois qu'ils sont parvenus dans les grands centres de consommation. Il lui demande : 1° si ses services ont évalué à combien reviennent le conditionnement, la présentation et l'expédition — par kilogramme — des fruits et des légumes partant des régions « primeurs » du Midi de la France à destination de Paris, Lille ou Strasbourg, par exemple, lorsque ces opérations se font avec des cageots à réutilisation interdite et dans des conditions de présentation et d'hygiène convenables ; 2° ce qu'il compte décider pour réduire les frais de conditionnement et d'expédition des fruits et légumes et, en particulier, s'il ne pourrait pas prendre les deux premières mesures suivantes : a) réduire les frais de transport sur les longues distances ; b) supprimer tous les impôts — telle la T. V. A. — qui frappent les matériels d'emballage et d'expédition surtout quand il s'agit d'emballages « perdus » à réemploi interdit.

2377. — 27 avril 1963. — **M. Poncelet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les parents d'enfants infirmes majeurs peuvent soit compter chaque enfant infirme pour une part entière dans le calcul du quotient familial, soit, s'ils y ont intérêt, déduire de leur revenu imposable les frais réels d'entretien de ces enfants. Il appelle son attention sur la situation des parents d'enfants infirmes mineurs qui ont envers eux la même dette alimentaire, aggravée par la nécessité de leur faire poursuivre leur scolarité dans des établissements spécialisés, ce qui est à l'origine de lourdes dépenses pour ces parents. Il lui demande s'il ne serait pas équitable d'étendre aux parents d'enfants infirmes mineurs l'option ouverte aux parents d'enfants infirmes majeurs et, dans ce cas, s'il envisage d'inscrire à cet effet, dans le projet de loi de finances rectificative, un amendement à l'article 156 du code général des impôts.

2379. — 27 avril 1963. — **M. Forest** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un propriétaire, habitant une ville de 6.500 habitants où la crise du logement est manifeste, loue une partie de sa maison (une cuisine, une salle de séjour, deux chambres) en ayant laissé dans celles-ci quelques gros meubles lit, table, appareil de chauffage) mais ne fournissant aucun service et lui demande si cette location doit être soumise à la taxe sur l'habitat ou si elle est imposable à la patente comme location meublée.

2381. — 27 avril 1963. — **M. Raymond Boisdé** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation, au regard de l'imposition des revenus fonciers, des personnes ayant acquis un immeuble moyennant le versement d'une rente viagère. L'article 75 de la loi de finances pour 1963 a prévu que les créanciers ne seront soumis à l'impôt sur le revenu que pour la partie des arrérages correspondant au paiement des intérêts du capital aliéné. Il lui demande s'il ne serait pas logique que cette solution soit étendue aux débiteurs qui seraient ainsi autorisés à déduire de leur revenu foncier la fraction des arrérages représentative d'intérêt.

2382. — 27 avril 1963. — **M. Rémy Montagne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les difficultés que rencontrent, pour se loger, les jeunes travailleurs obligés de quitter leurs familles pour s'embaucher dans des entreprises éloignées de leur domicile. Il lui demande si, par analogie avec certaines mesures prises en faveur des étudiants, il ne conviendrait pas d'envisager la possibilité d'exonérer d'impôts et de taxes les chambres meublées mises à la disposition de ces jeunes travailleurs par des particuliers ou des organismes divers.

2383. — 27 avril 1963. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quels sont, au 31 décembre 1961 : a) le nombre des pensionnés de guerre, par taux de pension, définitifs ou temporaires (guerres : 1914-1918, 1939-1945, T. O. E., guerres d'Indochine et d'Algérie, hors-guerre) ; b) le nombre de veuves de guerre, par catégorie (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre) ; c) le nombre d'orphelins de guerre (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre) ; d) le nombre d'ascendants (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre). Il lui demande, en outre, quelle est la répartition, par catégorie d'âge, des bénéficiaires de la retraite du combattant.

2386. — 27 avril 1963. — **M. Palméro** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que de nombreux militaires retraités n'ont pas encore bénéficié de la péréquation des pensions consécutives au décret relevant les indices à compter du 1^{er} juillet 1961, alors que dix-huit mois se sont écoulés depuis l'avis de la direction de l'intendance et que les retraités subissent l'augmentation du coût de la vie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

2389. — 27 avril 1963. — **M. Bousseau** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 41 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 prescrit, notamment, que peuvent être cédés de gré à gré à des personnes de droit privé — et sous condition que les cessionnaires les utilisent aux fins prescrites par le cahier des charges annexé à l'acte de cession — les immeubles expropriés en vue de la réalisation progressive, et suivant des plans d'ensemble, des zones affectées à l'industrie. L'article 51 de la même ordonnance prévoit, d'autre part, que ces cessions de gré à gré sont exemptées de la formalité de l'enregistrement et du timbre, ainsi que des droits de publicité foncière. Il lui demande si la cession, faite par une ville d'un terrain exproprié dans les conditions ci-dessus indiquées avec les bâtiments industriels qui doivent y être édifiés postérieurement à l'acte fait par la ville et qui sont vendus dans leur état futur d'achèvement, est susceptible de bénéficier pour la totalité — terrain et construction — de l'exemption de timbre et d'enregistrement ainsi que de la taxe de publicité foncière et si l'on ne peut pas considérer que les bâtiments ont apporté seulement une plus-value au terrain, dans la même mesure qu'auraient pu le faire des aménagements de la zone qui, tout en donnant une valeur plus grande au terrain justifiant le cas échéant un supplément de prix, n'auraient pas pour autant entraîné la déchéance des immunités fiscales.

2390. — 27 avril 1963. — **M. Maurice Feure** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans certains départements, et lors de la procédure devant la commission départementale des impôts, celle-ci entend le contribuable assisté de son défenseur puis, et hors la présence de ceux-ci, l'inspecteur des impôts qui a procédé à la vérification dont les résultats, objet du litige, sont soumis à l'appréciation de ladite commission. On ne peut s'empêcher de constater que cette façon de faire : 1° rend illusoire les dispositions de l'article 1651 bis du code général des impôts qui prescrivent la communication, au contribuable, de tous les documents dont l'administration fait état auprès de la commission, le vérificateur pouvant, dans ces conditions, et à l'insu du contribuable, faire état de pièces dont celui-ci n'a pas eu connaissance ; 2° ne permet pas au vérifié de connaître et, par conséquent, de s'assurer de l'exactitude des renseignements donnés verbalement par le vérificateur aux membres de la commission ; 3° porte une atteinte manifeste au principe sacré du droit français qui veut que l'accusé soit toujours entendu le dernier. Il lui demande si l'avis de la commission, rendu dans les conditions susvisées, est valable.

2391. — 27 avril 1963. — **M. Duhamel** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la vente de voitures d'occasion est rendue pratiquement impossible, actuellement, aux négociants français, ceux-ci ne bénéficiant pas d'un remboursement ou d'une réfaction correspondant à la taxe à la valeur ajoutée appliquée sur la valeur du véhicule neuf. Les prix des voitures d'occasion de première main, seules exportables, sont ainsi souvent aussi élevés que ceux des véhicules neufs. Il lui demande, étant donné d'une part, l'intérêt que pourrait revêtir l'organisation d'un marché d'occasion dans des pays en voie de développement et, en particulier, dans les Etats de la zone franc, et d'autre part, les exonérations fiscales accordées aux exportateurs allemands et américains concurrents, s'il accepterait d'accorder aux voitures françaises d'occasion exportées le remboursement ou la réfaction correspondant à la taxe à la valeur ajoutée.

2293. — 27 avril 1963. — **M. Morivat** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les articles 12 et 13 du décret du 23 mai 1962 prévoient qu'en cas d'expropriation, l'indemnité à prendre en considération est l'indemnité principale, à l'exclusion de toutes indemnités accessoires. Or, il arrive très fréquemment qu'une cession amiable ait lieu avant même qu'intervienne le premier acte de la procédure d'expropriation. Dans ce cas, le prix de cession semble devoir entrer intégralement en ligne de compte pour le calcul du prélèvement. Le vendeur, qui, spontanément, traiterait amiablement, semble donc avoir intérêt à laisser tenter contre lui la procédure d'expropriation. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de soumettre au même régime privilégié toutes les acquisitions susceptibles de pouvoir être réalisées par voie d'expropriation.

2395. — 27 avril 1963. — **M. Paul Coste-Floret** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 6, paragraphe II, de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 dispense du timbre et de l'enregistrement les actes des huissiers de justice dont l'objet n'est pas susceptible d'une appréciation pécuniaire. Ce texte ayant donné lieu à des interprétations différentes, il lui demande de préciser ce qu'il faut entendre par « acte dont l'objet n'est pas susceptible d'une appréciation pécuniaire », étant fait observer que la plupart des actes d'huissier sont dressés soit pour constater des faits, soit pour tenter une action dans le but d'obtenir la réparation d'un dommage et, par voie de conséquence, l'attribution d'une indemnité.

2400. — 27 avril 1963. — **M. Vanier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, depuis plusieurs années, une partie du service médical est prise en charge par l'Etat (aide médicale, art. 115 du code des pensions, soins dispen-

sés aux assurés sociaux...). Celui-ci se substituant aux malades et remboursant sur la base de tarifs fixés par voie d'autorité les praticiens, il en résulte pour ceux-ci une diminution de leurs revenus. Il lui demande s'il envisage: 1° d'apporter à la législation fiscale actuelle les modifications de nature tant à encourager les médecins qui coopèrent à l'organisation d'un service aussi important que le service social médical en soignant les indigents, les victimes de la guerre ou les assurés sociaux dans les conditions imposées par l'Etat qu'à inciter d'autres à les suivre; 2° de donner toutes instructions utiles aux directeurs départementaux des contributions directes pour que les aménagements nécessaires soient dès maintenant adoptés en attendant qu'intervienne la réforme de la législation actuelle.

2405. — 27 avril 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer que le préfet de la Réunion, selon le « journal de l'île de la Réunion » du 11 avril 1963, est intervenu à la radio de l'île dans l'actuelle campagne électorale. Il aurait notamment déclaré: « Il est faux de prétendre que, quel que soit le résultat du vote, la France poursuivra son action ici, alors qu'il est clair que le général de Gaulle ne le ferait pas si, par malheur, il se voyait retirer la confiance populaire pour pouvoir engager ce département, si cher à son cœur, sur la voie du renouveau et de l'avenir ». L'un des deux candidats qui se présente à la Réunion, après avoir été battu par des électeurs républicains de son département d'origine en France, ayant fait l'objet du patronage officiel du Président de la République, il lui demande: 1° s'il considère qu'il est de la compétence d'un préfet et conforme aux traditions républicaines que ce représentant du Gouvernement intervienne dans une élection législative, en consacrant le système de la candidature officielle et en usant des moyens de chantage ci-dessus rapportés; 2° s'il n'estime pas qu'il incombe, au contraire, à ce fonctionnaire de faire respecter l'exercice des libertés publiques troublé par les attaques d'hommes de main contre les meetings du candidat du parti communiste réunionnais et de prendre les mesures nécessaires à la sincérité du scrutin, alors que la fraude électorale, dénoncée par toutes les personnalités morales de l'île, et notamment par les autorités religieuses, s'annonce comme devant être massive au profit du candidat officieux. Il lui rappelle à ce sujet que, par une lettre rendue publique, il lui a fait, récemment, diverses suggestions de nature à réduire les possibilités de fraude, mais que ces suggestions n'ont pas été adoptées jusqu'ici.

2414. — 27 avril 1963. — M. Palmero expose à M. le ministre des rapatriés que bon nombre de titulaires de pensions de la caisse algérienne de retraite vieillesse, dont le siège était à Alger, 22, boulevard Gallieni, s'étant installés en France, leur pension leur est désormais payée par la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés n° 75 V, installée 112, rue de Flandre, à Paris (19°); qu'un petit nombre s'étant installé à l'étranger, la caisse de Paris refuse de les payer, arguant que ce paiement incombe toujours à l'organisme algérien d'origine; que cette situation dure depuis quatorze mois et que toutes les réclamations restent sans réponse. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les pensions de la caisse algérienne de retraite vieillesse soient payées, depuis 1962 inclus, aux intéressés de nationalité française résidant à l'étranger.

2430. — 27 avril 1963. — M. Henri Duffaut expose à M. le ministre du travail que les anciens assurés sociaux avaient la faculté de souscrire un contrat d'assurance volontaire, celui-ci pouvant être limité au seul risque vieillesse. Un décret du 20 octobre 1962 a supprimé la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire pour ce seul risque, en exigeant une assurance pour le risque invalidité. Cette exigence est concevable; ce qui l'est moins c'est d'obliger les personnes — qui avaient, antérieurement au 20 octobre 1962, entendu s'assurer pour un risque — d'être contraintes de se garantir pour un deuxième risque. Une telle manière de faire modifie rétroactivement un contrat par décision unilatérale de l'un des cocontractants, ce qui semble contraire aux principes du droit. En outre, dans le cas précis d'assurés volontaires âgés de plus de 60 ans, cette disposition, en cas d'invalidité, aura pour effet d'exiger de cet assuré une cotisation pour un risque qui ne saurait faire l'objet d'aucune indemnisation. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de préciser que le décret précité du 20 octobre 1962 n'a pas d'effet rétroactif.

2432. — 27 avril 1963. — M. Fanton demande à M. le ministre du travail s'il ne lui semblerait pas nécessaire de prévoir des dispositions permettant à des salariés changeant de situation, en même temps que de catégorie professionnelle (non-cadres devenant cadres ou réciproquement), de ne pas rester pendant une période de quelques semaines en dehors de toute affiliation à un régime de retraite complémentaire. En effet, les différents organismes servant de telles prestations prévoient toute une période probatoire qui, le plus souvent, s'élève à six mois. Or, en cas de décès d'un salarié, nouvellement engagé dans une entreprise, celui-ci échappe à toute couverture du risque malgré une déjà longue carrière. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à ces anomalies.

2434. — 27 avril 1963. — M. Boisson attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation du personnel des laboratoires des ponts et chaussées. L'intensification du trafic routier exige des moyens scientifiques toujours accrues, susceptibles d'assurer à notre pays une infrastructure routière moderne. La vie et le développement des laboratoires des ponts et chaussées sont une nécessité vitale pour la technique routière. Leur activité et l'accroissement du nombre de leurs interventions (prospection et étude systématique des matériaux, détermination des méthodes rationnelles et de leur mise en œuvre, exécution des contrôles et essais, etc.), permettent de notables économies dans la mise en place et la réfection du réseau routier. Bien que le concours de ces organismes soit de plus en plus précieux à l'administration, bien qu'on exige toujours plus de compétence et d'activité de leurs agents, ces derniers n'ont pas, à proprement parler, de statut. Seuls, quelques agents, en particulier les ingénieurs directeurs des laboratoires, sont des fonctionnaires des ponts et chaussées. Les autres membres du personnel sont des auxiliaires dont la rémunération actuelle est fixée par des règlements intérieurs variant d'un laboratoire à l'autre et inspirés d'une circulaire du 3 août 1956 de M. le directeur des routes. A titre d'exemple, au laboratoire régional de Rouen, l'un des plus importants par ses effectifs et le perfectionnement des moyens de prospection, d'étude, de mesure et de contrôle, par sa participation, avec le centre d'essais routiers et l'atelier de prototypes, à la mise au point de nouvelles méthodes, de nouveaux matériels, et par des études d'ordre plus général, destinées à faire progresser la technique routière, le personnel se voit appliquer une grille de salaires inférieurs, pour la plupart des catégories, de 20 à 40 p. 100 par rapport à celle qui est appliquée à leurs collègues ponts et chaussées à Paris. Cet abatement de fait aggrave considérablement les abattements de zone officiels. Un préjudice au moins identique est également subi par le personnel des douze autres laboratoires régionaux (Angers, Autun, Blois, Bordeaux, Colmar, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Saint-Brieuc, Saint-Quentin, Toulouse), qui sont aussi des établissements de première importance, auxiliaires indispensables aux routes de notre pays. Au début de 1961, les organisations syndicales avaient établi des propositions pour un statut national qui avaient été approuvées par le personnel du Laboratoire central et des laboratoires régionaux. Une commission ministérielle avait été nommée. Aucune conclusion précise n'a été publiée. Il lui demande, pour conserver, tant au laboratoire central qu'aux laboratoires régionaux, le personnel qualifié dont ils disposent, quelles dispositions il compte prendre, afin que: 1° dans l'immédiat, soit accordée au personnel des laboratoires de province des ponts et chaussées la parité complète des catégories et indices de salaires consentis au personnel parisien de même qualification; 2° soient ouvertes des discussions entre ses services et les représentants des syndicats du personnel pour la mise en vigueur rapide d'un statut national du personnel s'inspirant des propositions syndicales approuvées en janvier 1961 par les agents de tous les laboratoires, statut applicable à toutes les catégories et devant comporter une gamme de rémunérations, des avantages sociaux, des perspectives de carrières et un régime de retraites susceptible d'assurer un recrutement normal et la stabilité des équipes d'ouvriers, de techniciens, d'agents administratifs et de chercheurs des diverses disciplines indispensables aux laboratoires routiers.

Rectificatifs.

Au compte rendu intégral de la séance du 18 juin 1963
(Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 19 juin 1963).

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 3527, 2^e colonne, à la 4^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'éducation nationale à la question n° 2839 de M. Vial-Massat, au lieu de: « ... loi n° 61-1449 du 29 décembre 1961... », lire: « ... loi n° 61-1448... ».

Au compte rendu intégral de la séance du 25 juin 1963
(Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 26 juin 1963).

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Pages 3716 et 3717, dans le dernier alinéa de la réponse de M. le ministre de la construction à la question n° 2933 de M. Le Lann, au lieu de: « ... établissement du IV^e plan... », lire: « ..établissement du V^e plan... ».